

الشرق الأوسط

Supplément Radio-Télévision

Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION:

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14309 - 6 F

DIMANCHE 27 - LUNDI 28 JANVIER 1991

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: ANDRÉ FONTAINE

La marée noire dans le Golfe et les attaques de missiles contre Tel-Aviv

La guerre des nerfs

DEPUIS le début des affrontements, Saddam Hussein n'a cessé de modifier les règles du jeu d'un conflit qui paraît aujourd'hui militairement lui échapper. Avec un art consommé du suspense, le président irakien utilise la scène et joue avec les événements pour mieux faire rebondir la pièce. L'opinion internationale s'y laissera-t-elle prendre?

La marée noire qui commence à envahir le Golfe représente un nouveau rebondissement. Il importe peu de savoir si la pollution des eaux du Golfe est la conséquence du bombardement de réservoirs de pétrole koweïtiens par les avions alliés ou l'acte désespéré d'un homme qui cherche un répit éphémère en déversant des tonnes de brut dans la mer. Ce qui compte, c'est la façon dont Saddam Hussein utilise l'événement pour que la guerre des armes se transforme en une guerre des nerfs.

Le maître de Bagdad est aidé par les images-chocs des catastrophes écologiques: des oiseaux mazoutés, des coraux pris dans une mélasse de brut. Lui-même laisse entendre que les Américains qui n'ont pu éviter la catastrophe de l'Exxon Valdez en Alaska et qui ont si longtemps refusé de payer pour les dégâts de l'Amoco Cadiz sur les côtes britanniques ne réagissent devant rien. A quoi s'ajoute la crainte d'un engorgement des installations koweïtiennes de désalinisation de l'eau de mer. Et ce ne sont pas les propos indignés du président Bush, qui affirme que le président irakien agit comme un «malade», qui modifieront cette mise en condition de l'opinion publique.

Saddam Hussein joue avec ses moyens. Ceux d'un pays certes surarmé, mais de moins de vingt millions d'habitants, contre une coalition puissamment équipée. Dès avant le début du conflit armé, Bagdad s'était servi de cette «arme du pauvre» que constitue la prise d'otages. Il a recommencé avec les pilotes alliés prisonniers, odés en piteux état à la télévision puis envoyés sur les sites stratégiques pour servir de «boucliers humains». Le président irakien travaille la corde sensible de l'opinion publique. La marée noire, entre aujourd'hui dans cette même pénopie.

VISAGES tuméfiés de prisonniers complaisamment filmés, lents «travellings» sur les ravages accomplis par les «infidèles» occidentaux qui rament leurs saints et écoles et s'acharnent sur des cibles civiles, blâmes militaires plus que fantaisistes, recours enfin à ces missiles Scud plus aptes à terroriser les esprits qu'à conquérir des objectifs militaires. La perspective d'une gigantesque pollution menaçant l'équilibre écologique de toute la région s'inscrit dans la même logique du suicide collectif destinée à encourager les mouvements pacifistes dans les pays occidentaux, dont les dirigeants sont soupçonnés d'être très sensibles aux sondages, et à briser la coalition hétéroclite formée contre l'Irak. Il reste encore à Saddam Hussein un épouvantail à brandir: l'utilisation de l'arme chimique. Gageons qu'il n'y manquera pas s'il en a les moyens techniques.

Menaces sur l'alimentation en eau potable des populations côtières

Les pages 4 et 5

Article de VÉRONIQUE MAURUS et YVONNE REBEYROL

M 0146 - 0128 D - 6,00 F



Washington accuse Bagdad de «terrorisme écologique» Israël continue à manifester sa retenue face à l'Irak

Les Etats-Unis ont, vendredi 25 janvier, accusé l'Irak d'avoir commis «un acte de terrorisme dans le domaine de l'environnement» en déclenchant une marée noire dans le Golfe. Un porte-parole de la Maison Blanche a précisé que «plusieurs millions de barils» avaient été déversés en mer, à partir de terminaux pétroliers au Koweït. Il a déclaré que cette marée noire pourrait avoir des «conséquences effrayantes».

car elle serait «plus d'une douzaine de fois plus grande» que celle qui, il y a trois ans, a été provoquée par l'échouage de l'Exxon-Valdez en Alaska. Les Irakiens poursuivent par ailleurs leurs attaques de missiles contre les villes israéliennes et saoudiennes. Une personne a été tuée vendredi soir à Tel Aviv, où les autorités continuent à manifester leur «retenue». A Ryad, la capitale saoudienne, il y a eu un mort et dix-neuf blessés.

A Washington, le Pentagone a souligné que l'aviation américaine avait intensifié vendredi ses raids sur les positions des unités d'élite de l'armée irakienne. Plusieurs chasseurs bombardiers irakiens se sont posés en catastrophe en Iran, samedi en fin de matinée, a annoncé Radio-Téhéran. Le communiqué ne précise ni le nombre des appareils ni le lieu où ils ont atterri.

La «stupéfaction» du président Bush

WASHINGTON

de notre correspondant

«Saddam Hussein continue de stupéfier le monde», a déclaré M. Bush, vendredi 25 janvier. L'intention du président américain n'était certainement pas de rendre hommage à son ennemi juré, mais de dénoncer le comportement «irrationnel», «malade» d'un homme qui entreprend d'inonder le Golfe de pétrole après avoir exhibé des prisonniers de guerre maltraités, tandis qu'il continue à envoyer des Scud sur les populations civiles. Sur ce dernier point, M. Bush semble discerner une certaine logique: le président irakien, en attaquant Israël, cherche à obtenir l'appui des

pays où il jouit déjà d'un certain soutien. Mais le président américain admet ne pas comprendre l'épandage de pétrole, un acte de «terrorisme contre l'environnement», «qui ne présente pas le moindre intérêt sur le plan militaire». Un jugement qui ne fait pas l'unanimité, y compris au sein du Pentagone, où les graves conséquences d'une marée noire gigantesque suscitent d'évidentes préoccupations, tandis que les responsables américains cherchaient fébrilement, vendredi, la réponse à apporter à une action qu'on savait pourtant probable en cas de guerre.

M. Bush, qui fut lui-même abattu aux commandes de son avion durant la guerre contre le Japon, ne comprend pas non plus le traitement réservé aux prison-

niers de guerre, qui «l'a touché droit au cœur». A plusieurs reprises au cours de sa brève conférence de presse, le président américain a ainsi laissé transparaître sa frustration, sa perplexité devant un comportement dénué de «toute rationalité» et «désespéré».

Les difficultés éprouvées par M. Bush à évaluer la psychologie du dictateur irakien étaient déjà clairement apparues tout au long de la période comprise entre le déploiement des troupes américaines dans le Golfe et l'expiration de l'ultimatum des Nations unies. Il a longtemps refusé de croire que Saddam Hussein, confronté à des forces colossales, pourrait ne pas céder à ses menaces.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 2



Le front intérieur

Par Jean-Marie Colombani

«Je considère qu'à partir du 17 janvier il n'y a plus de place pour le débat»: telle est la nouvelle profession de foi de M. Jean-Pierre Chevènement. S'il s'agit, pour le ministre - tant décrié - de la défense de discuter du point de savoir s'il était, ou non, bon de partir en guerre contre l'Irak, il va de soi qu'il n'y a plus de discussion possible: il faut faire la guerre, et la gagner au plus vite! S'il s'agit de l'objectif de celle-ci,

à savoir gagner la paix, alors M. Chevènement a tort. Il ne faudrait pas, parce que les missiles français risquent leur vie chaque matin, parce que les soldats ont besoin, avant la bataille terrestre du soutien du pays, s'abstenir de préparer l'après-guerre. Et éviter d'en parler.

Tant il est vrai que, si trop de démocratie éloigne de l'efficacité, trop peu de démocratie nous rapprocherait de l'apparition d'un front intérieur de nature à ruiner

les efforts du front extérieur. Il ne faudrait donc pas considérer que, parce que le président a parlé, le débat est clos. Celui qui soulèverait, au sein de la coalition anti-irakienne, la différence française, et, au sein du gouvernement français, la différence chevènementiste, ne saurait être remplacé par une polémique avec un écrivain qui ne représente que lui-même et qui, même s'il a perdu une occasion de se taire, n'a jamais été l'ami du dictateur de Bagdad, et n'a jamais,

à la différence de nos gouvernants d'hier et d'aujourd'hui, armé une main dénommée désormais comme criminelle.

Le débat que devrait soulever l'avenir de nos relations avec les peuples de la Méditerranée, et plus particulièrement ceux du Maghreb - pour simplifier, le problème de la politique dite arabe de la France - ne saurait être réduit à une pauvre discussion sur la détermination des uns, la pleutrerie attribuée à tels autres.

Lire la suite page 8

Attentat à «Libération» page 20

La récession aux Etats-Unis
En 1990, la plus faible progression du produit national depuis 1982 page 17

Détente en Croatie
Un compromis se dessine entre les autorités fédérales et le gouvernement de Zagreb page 9

Haïti et son armée
- La démocratisation de l'institution militaire
- La visite à Paris du Père Aristide page 20

RTL-«le Monde»
Un «Spécial Golfe» RTL-le Monde aura lieu dimanche 27 janvier, de 18 h 30 à 19 h 30, avec la participation de Jacques Isnard, du Monde, et du colonel Dufour, consultant militaire de RTL, ainsi que de plusieurs spécialistes militaires. Débat animé par Olivier Mazerolle.

HEURES LOCALES
■ Les cadres territoriaux tentés par le privé. ■ Les promoteurs font leur pelote sur la côte basque. ■ Marseille libère des hectares. ■ La Seyne met son avenir en chantier. ■ La décentralisation atteint le Pacifique sud. pages 13 à 15

Le sommaire complet se trouve page 20

Le Monde EDITIONS

GOLFE

clefs pour une guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

Le livre qui expose les multiples dimensions du premier conflit de l'après-guerre froide et met en évidence la part de l'histoire et de l'héritage colonial, du pétrole et des ventes d'armes, du nationalisme arabe et de l'islam, de Washington, Paris et Moscou, de Bagdad, Téhéran et Ryad, d'Israël et de la question palestinienne. Pour comprendre la place et la responsabilité de chacun des acteurs de cette tragédie aux retombées incalculables.

Très prochainement en vente chez votre libraire

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 700 m; Allemagne, 2,90 DM; Autriche, 2,90 S; Belgique, 40 FB; Canada, 2,95 \$ CAN; Danemark, 8 F; États-Unis, 4,95 F; Espagne, 175 PTA; Grèce, 180 DR; Irlande, 30 p.; Italie, 2 000 L; Luxembourg, 40 FL; Norvège, 13 KR; Pays-Bas, 2,90 F; Portugal, 180 ESC; Royaume-Uni, 2,95 £; Suède, 14 KR; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,90 \$.

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements Marée noire

Saddam Hussein semble vouloir mettre ses menaces de « guerre pétrolière » à exécution. Des sources militaires américaines et saoudiennes ont, en effet, indiqué, vendredi 25 janvier, que les Irakiens avaient ouvert les vannes des installations de la station de pompage du port koweïtien d'Al Ahmedi. Depuis trois jours, des milliers de tonnes de brut se déverseraient en mer et une marée noire se serait ainsi formée sur plus de 15 kilomètres dans le nord du Golfe.

Ce désastre écologique dont Bagdad rejette la responsabilité sur Washington accusé d'avoir bombardé ses tankers, risque, aux dires des experts, d'être bien pire que celui qu'avait provoqué, en mars 1989, en Alaska, l'échouage du pétrolier Exxon-Valdez. Cet acte de terrorisme dans le domaine de l'environnement, selon les termes du président Bush, pourrait ainsi menacer l'approvisionnement en eau de certains pays de la péninsule arabique, assuré par des usines de dessalement de l'eau de mer.

Cette marée noire gênerait-elle le débarquement amphibie, des « marines » américains sur les plages koweïtiennes, qui accompagnerait une vaste

offensive terrestre ? La Pentagone a assuré qu'il n'en serait rien. A son avis, « déverser des millions de barils de pétrole (dans la mer) n'a pas plus de sens militaire que de tirer des missiles Scud sur des populations civiles ».

Contreparties

L'Irak qui, depuis le début des hostilités, a tiré une quarantaine de missiles conventionnels sur l'Arabie saoudite et Israël, les a, de nouveau, vendredi soir, pris pour cibles. Ces attaques totalement par surprise déjouées totalement par les missiles antirakètes Patriot, ont causé la mort d'une personne à Tel-Aviv et d'une autre à Riyad et fait, au total, près d'une centaine de blessés.

« La retenue est toujours à l'ordre du jour », a aussitôt affirmé l'ambassadeur d'Israël en France. Ce sang-froid qu'affiche l'Etat hébreu, après cette cinquième attaque, lui vaut de bénéficier, dans le camp occidental, d'une considération certaine. Après les visites du chef de la diplomatie allemande et du secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, se sont annoncés à Jérusalem M. Pierre Mauroy et le maire de New-York.

Cette « retenue » aura des contreparties politiques et financières. Déjà, Israël a demandé aux Etats-Unis une aide supplémentaire d'urgence de 13 milliards de dollars pour les cinq prochaines années afin de compenser les pertes causées par le conflit. Alors que l'Allemagne portait sa contribution à l'effort de guerre à 3,5 milliards de dollars et le Koweït à 13,5 milliards, la Communauté européenne a décidé de lever toutes les restrictions sur la coopération économique avec l'Etat hébreu qu'elle avait imposées, en janvier 1990, pour protester contre la fermeture des universités dans les territoires occupés.

Pour l'heure, les forces de la coalition continuent de planifier des cibles des stratégies en Irak et au Koweït. Les Jaguar et les Mirage-2000 français ont déjà effectué plus de cent cinquante missions, à partir de la base saoudienne d'El Ahsa, sans avoir subi aucune perte en hommes et en matériel. A ce jour, le bilan des pertes alliées s'élève à vingt-cinq avions portés disparus et à vingt-deux appareils détruits. L'Irak a annoncé, vendredi, que la vingtaine de prisonniers de guerre ne seraient plus interrogés à la

télévision jusqu'à ce qu'il rede-
vienne « opportuniste » de la faire.

« La supériorité aérienne des forces alliées est totale », a déclaré, vendredi, le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées françaises. Chaque fois que les avions irakiens ont été engagés, soit ils ont été abattus, soit ils se sont enfuis.

Saddam « désorienté »

A l'en croire, « le potentiel nucléaire est quasiment détruit et le potentiel chimique réduit des trois quarts ». D'après lui, Saddam Hussein est « désorienté » et « s'efforce sans pouvoir reconstruire ses forces. Et de conclure, tout en excluant, dans le dispositif « Daguet », fort de douze mille hommes : « Le temps travaille pour nous ».

Qualifiant l'Irak de « quatrième puissance militaire mondiale », son homologue britannique, Sir David Craig, s'est, quant à lui, efforcé de calmer les impatiences de l'opinion publique outre-Manche, soulignant qu'un plan minutieux avait été mis au point et était appliqué sans forcer l'allure pour réduire les pertes au minimum. « La décision de lancer l'assaut au sol ne sera prise que lorsque le rap-

port des forces nous permettra de l'emporter rapidement », a-t-il insisté.

Depuis jeudi, la frontière entre l'Irak et la Jordanie est fermée pour arrêter le flot des réfugiés. L'Arabie saoudite a, pour sa part, interdit l'entrée de son territoire aux ressortissants de plusieurs pays arabes non membres de la coalition. La Syrie, par la voix de son ministre de l'information, a contesté le lien établi par Bagdad entre l'invasion du Koweït et la question palestinienne. Dans un entretien accordé à un journal égyptien, le ministre de la défense a, quant à lui, soutenu que « le président Bush avait affirmé au président Assad qu'il y aurait une conférence internationale sur le Proche-Orient ».

Aux cinq pays membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) qui avaient réclamé un débat au conseil de sécurité de l'ONU, l'ambassadeur soviétique aux Nations unies a vertement répliqué : « Commencez donc par demander à Bagdad de retirer ses forces du Koweït. S'il s'agit seulement d'avoir un débat pour dire qu'aucun de nous n'aime la guerre, alors je ne pense pas qu'il soit nécessaire de se réunir... »

JACQUES DE BARRIN

2 707 sorties de l'aviation alliée en vingt-quatre heures Isoler la garde républicaine irakienne et détruire les rampes de missiles

La journée du vendredi 25 janvier, marquée dans la soirée par de nouvelles attaques de missiles irakiens contre Israël et l'Arabie saoudite et par l'annonce que des milliers de tonnes de pétrole se déversaient dans la mer à partir de la station de pompage koweïtienne d'Al Ahmedi, a été celle de la plus intense activité aérienne alliée depuis le début de la guerre. Selon le Pentagone, les forces alliées n'ont perdu aucun appareil vendredi.

L'aviation alliée a effectué 2 707 sorties entre jeudi minuit et vendredi minuit (heure de Bagdad), avec pour principal objectif de couper les lignes d'approvisionnement et de communication entre Bagdad et Basorah, où se trouvent les huit divisions de la garde républicaine, réserve des troupes irakiennes stationnées au Koweït. « Nous nous attaquons à leurs dépôts de fournitures, nous détruisons des ponts, nous visons des routes stratégiques », a déclaré vendredi soir le général Thomas Kelly, chef des opérations de l'état-major interarmes.

Le général Kelly a ajouté que les alliés avaient intensifié leur recherche des lanceurs de missiles Scud irakiens après les der-

nières attaques, sans toutefois donner d'indications sur le résultat de ces recherches. Des météorologues américains ont fait remarquer vendredi que les missiles Scud étaient toujours tirés par temps couvert, ce qui, selon eux, permet de mieux dissimuler les rampes de lancement.

Les mauvaises conditions climatiques ont d'autre part à nouveau perturbé vendredi les opérations alliées. Il semble que certaines formations aériennes aient dû regagner leur base sans avoir pu lâcher leurs munitions en raison de l'épaisse couche nuageuse. Du côté américain on n'a donné aucune précision sur ces missions manquées. De source militaire française, on a appris en revanche que l'une des opérations lancées vendredi matin par les Jaguar et les Mirage-2000 n'avait pu être menée à bien en raison du mauvais temps.

Les responsables du Pentagone n'ont pas mis en cause les informations données vendredi de Bagdad par la chaîne CNN selon lesquelles les bombardements alliés ont fait d'importants dégâts dans une zone civile, Al Dour, au nord de la capitale irakienne. Le général Kelly a indiqué que se trouvaient dans cette zone un dépôt de munitions, un centre de communications mili-

taires et une unité de production et de stockage d'armes chimiques.

Quant aux opérations visant à anéantir la garde républicaine, « elles se déroulent conformément au plan prévu », a affirmé le général américain, en se refusant toutefois à en faire le bilan. Un porte-parole du Pentagone a de son côté insisté sur la difficulté d'isoler complètement ces unités irakiennes : « Oui, nous attaquons les voies d'approvisionnement ; mais non, elles ne sont pas encore coupées », a-t-il dit.

Le commandant des forces britanniques dans le Golfe, Sir Peter de La Billière, affirmait pour sa part vendredi que les bombardements alliés avaient fortement perturbé les communications radio de l'armée irakienne et réduit son efficacité en vue d'une offensive terrestre alliée dont il s'est gardé de préciser la date.

Le Pentagone a rectifié vendredi à la baisse son précédent bilan des pertes infligées à l'aviation irakienne depuis le début de la guerre. Six chasseurs Mig-29 (et non huit) ont été abattus dans les combats aériens, de même que huit Mirage-F1, deux Mig-25, un Mig-23 et deux Mig-21. Le nombre d'avions détruits au sol est estimé à vingt-quatre appareils dont deux bombardiers Tupolev-16.

Assassinat de l'imam de la mosquée de Jaffa et de son frère. L'imam de la Grande Mosquée de Jaffa, Josef Al Shur, et son frère, Chamsi, ont été abattus vendredi 25 janvier. Ils marchaient dans une des principales rues de la ville, après la traditionnelle prière du vendredi, lorsque des inconnus masqués circulant à bord d'une voiture ont ouvert le feu avec des armes automatiques. Les deux hommes ont été tués sur le coup, indique la police, qui précise que trois suspects ont été arrêtés. (Reuters)

La « stupéfaction » du président George Bush

Suite de la première page

Et il a toujours également adopté à son égard une attitude et un langage propres à humilier un homme dont l'une des obsessions majeures est de toute évidence d'obtenir la considération des grands de ce monde.

Que M. Bush soit « stupéfait », par le comportement de son adversaire ne l'empêche d'ailleurs pas de continuer à afficher, sous ses traits, comme on demandait au président américain s'il ne craignait pas pour sa sécurité et ne songerait pas à limiter ses déplacements, il a répliqué qu'il n'allait certainement pas être empêché de quitter la Maison Blanche « par Saddam Hussein d'Irak ».

Une fois de plus, on a demandé à M. Bush si l'élimination physique du dictateur irakien ne simplifierait pas les choses, et il a réitéré la réponse « standard » de tous les responsables de l'administration : « Nous ne le prenons pas pour cible. » Un peu plus tôt, le Pentagone avait démenti une information du Washington Post, selon laquelle une récente opération qui devait être lancée contre Saddam Hussein et l'état-major irakien, dont la localisation venait d'être établie, avait dû être annulée en raison du mauvais temps.

Le sommet de Moscou en suspens

Le discours officiel à ce sujet suscite cependant un assez grand scepticisme à Washington. La loi américaine interdit certes l'assassinat de dirigeants étrangers, mais le haut commandement irakien est clairement l'un des objectifs visés en priorité par l'aviation américaine, et Saddam Hussein se trouve aussi être le commandant en chef de son armée.

M. Bush a aussi profité de l'occasion pour affirmer que les

but des Etats-Unis n'avaient pas changé et qu'ils restaient « la libération du Koweït ».

La veille, son porte-parole avait tenu des propos similaires, dans le souci évident de répondre aux critiques et aux interrogations qui commencent à se faire jour, tant la conduite des opérations et les inflexions du langage officiel attestent d'une extension des buts de guerre des Etats-Unis. Un élu influent, le démocrate Lee Hamilton, avait par exemple fait remarquer qu'exiger « la capitulation » de Saddam Hussein et menacer de le juger ne pouvait qu'encourager le dictateur à poursuivre la lutte jusqu'au bout.

Et tandis que nombre de commentateurs — ceux en particulier qui depuis des mois « poussaient » à la guerre — réclament désormais que les forces américaines aillent jusqu'à Bagdad et abattent le régime irakien, d'autres préchant au contraire la prudence contre une telle montée des enchères, susceptible selon eux d'entraîner des dérapages dangereux et de rendre le conflit encore beaucoup plus meurtrier.

Avant sa conférence de presse, M. Bush avait cherché à rassurer un certain nombre de représentants de la communauté arabe installés aux Etats-Unis, sur ses intentions qui, leur a-t-il dit, ne sont pas de détruire l'Irak.

Ses interlocuteurs avaient insisté pour que la Maison Blanche soit très claire à ce sujet, et M. Bush a déclaré un peu plus tard que les Etats-Unis « n'en voulaient pas aux irakiens de la rue », même si certains témoignages d'observateurs étrangers ayant quitté l'Irak ces derniers jours semblaient cependant indiquer que les bombardements de l'aviation alliée devenaient de plus en plus précis.

En cours de sa conférence de presse, M. Bush avait également été interrogé sur le maintien ou le report du sommet américano-

soviétique prévu à Moscou du 11 au 13 février. Le président américain a laissé entendre que beaucoup dépendrait du résultat des entretiens du secrétaire d'Etat James Baker avec le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, attendu à Washington samedi 26 janvier. Les propos de M. Bush semblaient tout de même aller plutôt dans le sens d'un report du sommet.

Le président américain a rappelé que le but de la rencontre était la signature d'un accord Start sur la limitation des armements stratégiques, et qu'il y a « quelques difficultés à ce sujet ». M. Bush a aussi mentionné, mais sans insister, l'existence de « quelques problèmes à propos des pays baltes ».

Le soutien de l'URSS

En même temps, le président américain a souligné que les Etats-Unis et l'URSS avaient toujours « beaucoup de choses en commun ». Et, interrogé sur son attitude à l'égard de M. Gorbatchev, il a mentionné les mérites du numéro un soviétique dans la réunification de l'Allemagne, et son rôle dans la crise du Golfe. S'assurer que Moscou maintienne une attitude coopérative tout au long de la guerre contre l'Irak reste apparemment une préoccupation majeure pour l'administration.

Cette coopération est particulièrement précieuse au Conseil de sécurité, où l'URSS s'oppose pour l'instant à toute démarche qui pourrait conduire à un appel à un cessez le feu temporaire ou à une discussion publique de la manière dont est mise en pratique la résolution autorisant le recours à la force pour obtenir l'évacuation du Koweït.

Les Etats-Unis — sans compter leurs partenaires britannique et français — peuvent certes bloquer toute velléité de ce genre, mais le soutien de l'URSS contribue à donner une véritable légitimité internationale aux opérations militaires en cours.

JAN KRAUZE

Les quatre journalistes de CBS portés disparus seraient au Koweït, selon Ryad. — Les quatre journalistes de la chaîne de télévision américaine CBS portés disparus jeudi 25 janvier (le Monde du 25 janvier) se trouvent « selon toute vraisemblance » au Koweït, a indiqué le gouvernement saoudien dans un communiqué publié vendredi à Doha. Le véhicule tout terrain de ces journalistes avait été retrouvé près de la frontière saoudo-koweïtienne, en panne de carburant. « Les traces de pas orientés vers le nord montrent que ces journalistes se sont dirigés vers le poste le plus proche tenu par les forces irakiennes en territoire koweïtien occupé » précise le communiqué. — (AFP)

Le Koweït affecte 13,5 milliards de dollars supplémentaires à l'effort de guerre

Le gouvernement en exil du Koweït a annoncé, vendredi 25 janvier à Washington, le déblocage de 13,5 milliards de dollars (68 milliards de francs environ) afin de soutenir l'effort de guerre dans le Golfe. L'annonce de cette participation financière a été faite au terme d'une rencontre entre l'ambassadeur koweïtien Cheik

Saud Nasir Al Sabah et le secrétaire d'Etat américain.

Avant le déclenchement du conflit contre l'Irak, les responsables koweïtiens avaient déjà octroyé 5 milliards de dollars pour les dépenses de guerre, tandis que les autres pays du Golfe, dont l'Arabie saoudite, y consacraient 12 milliards de dollars. — (AFP)

GUERRE
DU GOLFE

“GRAND DIRECT” RTL - Le Monde

Posez vos questions dès 10 h
ou 42.90.15.15

Les experts répondront de 18 h 30 à 19 h 30 sur

RTL

Après les nouvelles

Israéliens s'installent dans l'angoisse

Les Israéliens ont été frappés par une série d'attaques de missiles irakiens. Les attaques ont eu lieu vendredi 25 janvier, à 19 heures, à partir de la station de pompage koweïtienne d'Al Ahmedi. Les missiles ont été tirés vers Israël et l'Arabie saoudite. Les Israéliens ont été obligés de se réfugier dans des bunkers. Les attaques ont causé la mort d'une personne à Tel-Aviv et d'une autre à Riyad et fait, au total, près d'une centaine de blessés. Les Israéliens sont dans l'angoisse. Ils craignent une attaque plus importante. Les Israéliens ont demandé aux Etats-Unis une aide supplémentaire d'urgence de 13 milliards de dollars pour les cinq prochaines années afin de compenser les pertes causées par le conflit. Alors que l'Allemagne portait sa contribution à l'effort de guerre à 3,5 milliards de dollars et le Koweït à 13,5 milliards, la Communauté européenne a décidé de lever toutes les restrictions sur la coopération économique avec l'Etat hébreu qu'elle avait imposées, en janvier 1990, pour protester contre la fermeture des universités dans les territoires occupés.

Les Israéliens ont été frappés par une série d'attaques de missiles irakiens. Les attaques ont eu lieu vendredi 25 janvier, à 19 heures, à partir de la station de pompage koweïtienne d'Al Ahmedi. Les missiles ont été tirés vers Israël et l'Arabie saoudite. Les Israéliens ont été obligés de se réfugier dans des bunkers. Les attaques ont causé la mort d'une personne à Tel-Aviv et d'une autre à Riyad et fait, au total, près d'une centaine de blessés. Les Israéliens sont dans l'angoisse. Ils craignent une attaque plus importante. Les Israéliens ont demandé aux Etats-Unis une aide supplémentaire d'urgence de 13 milliards de dollars pour les cinq prochaines années afin de compenser les pertes causées par le conflit. Alors que l'Allemagne portait sa contribution à l'effort de guerre à 3,5 milliards de dollars et le Koweït à 13,5 milliards, la Communauté européenne a décidé de lever toutes les restrictions sur la coopération économique avec l'Etat hébreu qu'elle avait imposées, en janvier 1990, pour protester contre la fermeture des universités dans les territoires occupés.

Les Israéliens ont été frappés par une série d'attaques de missiles irakiens. Les attaques ont eu lieu vendredi 25 janvier, à 19 heures, à partir de la station de pompage koweïtienne d'Al Ahmedi. Les missiles ont été tirés vers Israël et l'Arabie saoudite. Les Israéliens ont été obligés de se réfugier dans des bunkers. Les attaques ont causé la mort d'une personne à Tel-Aviv et d'une autre à Riyad et fait, au total, près d'une centaine de blessés. Les Israéliens sont dans l'angoisse. Ils craignent une attaque plus importante. Les Israéliens ont demandé aux Etats-Unis une aide supplémentaire d'urgence de 13 milliards de dollars pour les cinq prochaines années afin de compenser les pertes causées par le conflit. Alors que l'Allemagne portait sa contribution à l'effort de guerre à 3,5 milliards de dollars et le Koweït à 13,5 milliards, la Communauté européenne a décidé de lever toutes les restrictions sur la coopération économique avec l'Etat hébreu qu'elle avait imposées, en janvier 1990, pour protester contre la fermeture des universités dans les territoires occupés.

Les Israéliens ont été frappés par une série d'attaques de missiles irakiens. Les attaques ont eu lieu vendredi 25 janvier, à 19 heures, à partir de la station de pompage koweïtienne d'Al Ahmedi. Les missiles ont été tirés vers Israël et l'Arabie saoudite. Les Israéliens ont été obligés de se réfugier dans des bunkers. Les attaques ont causé la mort d'une personne à Tel-Aviv et d'une autre à Riyad et fait, au total, près d'une centaine de blessés. Les Israéliens sont dans l'angoisse. Ils craignent une attaque plus importante. Les Israéliens ont demandé aux Etats-Unis une aide supplémentaire d'urgence de 13 milliards de dollars pour les cinq prochaines années afin de compenser les pertes causées par le conflit. Alors que l'Allemagne portait sa contribution à l'effort de guerre à 3,5 milliards de dollars et le Koweït à 13,5 milliards, la Communauté européenne a décidé de lever toutes les restrictions sur la coopération économique avec l'Etat hébreu qu'elle avait imposées, en janvier 1990, pour protester contre la fermeture des universités dans les territoires occupés.

Les Israéliens ont été frappés par une série d'attaques de missiles irakiens. Les attaques ont eu lieu vendredi 25 janvier, à 19 heures, à partir de la station de pompage koweïtienne d'Al Ahmedi. Les missiles ont été tirés vers Israël et l'Arabie saoudite. Les Israéliens ont été obligés de se réfugier dans des bunkers. Les attaques ont causé la mort d'une personne à Tel-Aviv et d'une autre à Riyad et fait, au total, près d'une centaine de blessés. Les Israéliens sont dans l'angoisse. Ils craignent une attaque plus importante. Les Israéliens ont demandé aux Etats-Unis une aide supplémentaire d'urgence de 13 milliards de dollars pour les cinq prochaines années afin de compenser les pertes causées par le conflit. Alors que l'Allemagne portait sa contribution à l'effort de guerre à 3,5 milliards de dollars et le Koweït à 13,5 milliards, la Communauté européenne a décidé de lever toutes les restrictions sur la coopération économique avec l'Etat hébreu qu'elle avait imposées, en janvier 1990, pour protester contre la fermeture des universités dans les territoires occupés.

LA GUERRE DU GOLFE

Après les nouvelles attaques de Bagdad contre Israël et l'Arabie saoudite

Les Israéliens s'installent dans l'angoisse

JÉRUSALEM
de nos envoyés spéciaux

Sans illusions sur la capacité des États-Unis à éliminer le menace des missiles, les Israéliens s'installent dans cette guerre que la « politique » leur interdit de faire.

Tout est contraire à leurs réflexes traditionnels : l'impossibilité d'une réplique - qui, au moins, « soulagerait les nerfs » - et cette obligation de maintien d'une posture strictement défensive. La guerre vient, toujours, sous la même forme : une attaque de missiles irakiens, imprévisible, décidée par l'ennemi au moment qui lui sied, visant des civils, destinée à briser le moral de la population, à forcer le gouvernement à entrer dans le conflit. La guerre vient, le plus souvent, à la nuit tombante, devenue moment d'angoisse, instant d'expectative impuissante.

Il en fut ainsi, vendredi 25 janvier dans la soirée, pour la cinquième salve de missiles Al Hussein (Scud modifiés) tirée contre Israël depuis le début du conflit. Scénario déjà trop bien rodé : mugissement des sirènes - cette fois vers 18 heures - rumeur des pièces-abris, masques à gaz, écoute de la radio, attente. Il y a, tout de suite, les détonations assourdissantes des missiles anti-missiles Patriot, entendues des dizaines de kilomètres à la ronde, le spectacle de boules de feu qui déchirent la nuit à l'horizontale, l'impossibilité de localiser rapidement les impacts, et, toujours, l'attente, l'écoute de la radio...

« Faire preuve de patience »

Vendredi soir, l'attaque était massive et la défense le fut aussi : un barrage serré de Patriot contre une salve de sept fusées Al Hussein. La technologie la plus avancée contre une arme de terreur rudimentaire, mais redoutablement efficace. « Ça a été » au centre et au nord du pays, ont dit les autorités militaires, sans vouloir donner davantage de précisions. La formule veut dire que « ça a été » dans la région de Tel-Aviv et, une centaine de kilomètres plus au nord, dans celle de Haïfa. Cinq des missiles irakiens ont été interceptés et détruits en vol par les Patriot; deux autres sont passés au travers, tuant une personne, en blessant soixante, faisant d'importants dégâts matériels.

Le moment de l'attaque - un peu plus tôt que de coutume - a étonné. Quand on sait qu'il faut au minimum quatre à cinq heures pour ravitailler en carburant le missile Al Hussein, un engin de grande taille, difficile à manier et encore plus difficile à cacher, et le placer sur sa rampe de lancement, cela veut dire que ces longs préparatifs ont lieu en plein jour dans l'ouest de l'Irak. Et cela vient singulièrement relativiser l'avantage militaire que donne aux alliés cette fausse maîtrise absolue des airs dont on vante la conquête à longueur de communiqués... A la télévision et dans les salles de briefing modern-style, les officiers d'état-major - ceux de la génération des spécialistes de la guerre high tech - avaient expliqué au public que les satellites pouvaient détecter une motovélo au sol par jour de grand brouillard. C'était « avant », avant la guerre du Golfe, cette guerre dont on disait, aussi, qu'elle ne durerait que quelques jours...

Dans l'attente d'une réplique, dont on affirme à Jérusalem qu'elle viendra en temps voulu, les Israéliens renforcent leur défense antissile. Ils ont reçu ces dernières vingt-quatre heures de nouvelles batteries de Patriot, venues d'Allemagne avec leurs servants américains. Lors de l'attaque de vendredi soir, certaines des batteries entrées en action étaient déployées à peine depuis quelques heures. Il faut donc Patriot pour détruire une fusée Al Hussein. Les Israéliens estiment que l'Irak possède encore de quatre cents à mille missiles et plusieurs dizaines de lanceurs - mobiles ou fixes - dans l'ouest de l'Irak.

Toutes ces prévisions, données à la radio, transmettent un message très clair et passablement déprimant au public. De plus en plus les autorités, comme la presse, cherchent à préparer la population à une longue épreuve, à une guerre dont hommes politiques et commentateurs militaires disent

aujourd'hui qu'elle devrait durer des semaines, voire des mois. Ainsi de M. Moshe Arens, ministre de la défense, selon qui la durée du conflit doit s'évaluer en mois et certainement pas en jours. Pour l'un des éditorialistes de Haaretz, la guerre va durer des semaines et « nous devons faire preuve de patience. Les Américains finiront par avoir Saddam ».

La presse est longuement revenue vendredi sur les performances des stratégies américaines pour expliquer aux Israéliens, dont les nerfs sont soumis à des épreuves de plus en plus dures - « Il faut voir à la fois les missiles s'abattre sur nous et supporter la lenteur de la machine de guerre américaine » - que l'erreur était d'attendre des États-Unis qu'ils mènent une guerre éclair du style de celle dont l'État hébreu dit avoir le secret. Après une volée de critiques exprimées dans le pays contre ce que certains estimaient être de la maladresse ou tout au moins de la timidité de la part des généraux américains, le ton a très nettement changé. Le souci est de faire comprendre que la tâche est difficile et que les Américains ont leurs méthodes ainsi que des problèmes politiques que l'Israël ne peut ignorer.

Mais il ne s'agit pas pour autant de dédouaner totalement Washington, et les différences d'appréciation demeurent. Essentiellement sur deux points. En premier lieu, les Israéliens sont persuadés que, même si les Irakiens connaissent exactement des problèmes techniques dans la mise au point d'ogives à charges chimiques, ces derniers ne sont que passagers et peuvent être surmontés. Une attaque irakienne au gaz est donc possible à court ou moyen terme, d'autant plus qu'elle peut toujours être menée par l'avion.

En revanche, pour Washington, et le général Norman Schwarzkopf, commandant en chef des forces alliées dans le Golfe, vient encore de le rappeler, Bagdad est incapable de concevoir une tête chimique qui puisse être adaptée à un missile Scud.

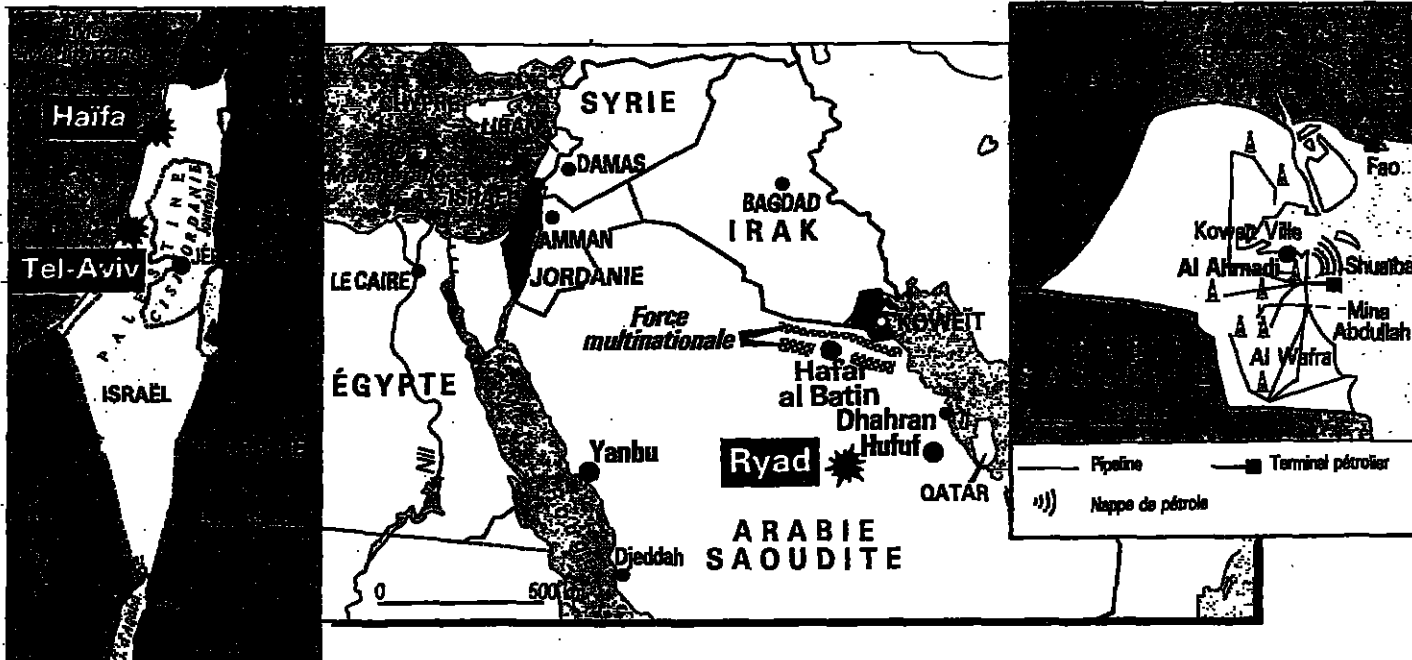
Normaliser la guerre

De plus, explique le commentateur militaire de Haaretz, Zeev Schiff, l'offensive aérienne allée, si elle s'appuie sur un plan solide, n'a pas encore obtenu de succès significatifs dans trois domaines : la destruction de l'appareil de commandement et de contrôle irakien; l'arrêt des forces aériennes de Saddam Hussein ainsi que celui du réseau de missiles sol-sol. Les coalisés reconnaissent, dit Schiff, qu'ils ont cependant réussi à atteindre des objectifs stratégiques tels que les installations nucléaires et chimiques, les centres électriques ainsi que les lignes de communication. « Les Américains sont convaincus que le temps joue pour eux », écrit encore Haaretz.

Face à ce qui n'est plus du domaine des hypothèses mais est maintenant considéré comme une certitude, le gouvernement de M. Itzhak Shamir a adopté une double position : mobiliser la population autour des consignes de prudence et alléger la pression en normalisant petit à petit la vie quotidienne. En raison des craintes des autorités concernant les capacités irakiennes en matière d'armes chimiques, les Israéliens sont vivement encouragés à conserver leurs masques à gaz constamment avec eux et à suivre scrupuleusement les consignes de sécurité.

D'un autre côté, le pouvoir lève progressivement les restrictions auxquelles la population était soumise depuis le début du conflit. Après la reprise de la vie économique, ce sera au tour des classes touristiques de reprendre dimanche, dans des conditions particulières puisque les cours auront lieu dans des salles calfeutrées et que les élèves devront toujours avoir leurs masques à gaz avec eux. Autre signe - même modeste - de « normalisation » le Musée d'Israël à Jérusalem a rouvert ses portes.

Déjà, la situation d'urgence dans laquelle vit Israël depuis huit jours a créé ses flux de migration. Plusieurs dizaines de milliers d'habitants de Tel-Aviv vont passer la nuit loin de la région côtière et reviennent le jour travailler dans la grande métropole méditerranéenne.

ALAIN FRACHON
et YVES HELLER

La première victime de la capitale saoudienne

Une nouvelle attaque au Scud a eu lieu contre l'Arabie saoudite dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 janvier. Elle a fait un mort à Ryad, le premier mort de ces attaques nocturnes devenues quasi quotidiennes. Trente personnes ont été blessées. Dhaïran a connu elle aussi une série d'alertes au cours de la nuit. A 3 h 40, deux Scud ont été interceptés à proximité de la grande base aérienne américaine après que cinq Patriot eurent été tirés dans leur direction. Il n'y a pas eu de dommages.

RYAD

de notre envoyé spécial

Il était 22 h 28 lorsque les sirènes ont retenti dans la capitale bientôt suivies de plusieurs explosions. Deux missiles Scud venaient d'être tirés sur Ryad, dont un n'a pas fait de dégâts. Le second a lui aussi été intercepté, selon le ministère de l'Intérieur saoudien, mais a causé de graves dommages provoqués par cette interception. L'immeuble de six étages qui a été le plus sérieusement atteint, abrite des bureaux administratifs vides à cette heure-là le vendredi, jour de repos en pays islamique, ce qui explique qu'il n'y ait pas

eu davantage de victimes. Un pan entier de cet immeuble s'est effondré, que des bulldozers éclairés par des projecteurs, ont commencé à déblayer au cours de la nuit. Le bâtiment fait face à une clinique qui a été moins gravement endommagée.

Ce centre de soins était vide d'occupants au moment de l'attaque. Les dégâts sont très importants alentour : portes arrachées, vitres brisées et murs criblés d'éclats. La victime qui est décédée est saoudienne. Dix-neuf personnes de la même nationalité ont été blessées et onze étrangers parmi lesquels cinq Égyptiens, deux Jordaniens, trois ressortissants du Bangladesh et une Soudanaise.

Une autre alerte a réveillé les habi-

tants de la capitale à 3 h 50, mais cette fois c'est Dhaïran qui était visée. A 5 h 03, les sirènes retentissaient de nouveau à Ryad, mais la télévision saoudienne annonçait peu après, en s'excusant, qu'il s'agissait d'une « fausse alerte ».

Les gens de Ryad ont vécu leur plus mauvaise nuit depuis le début des hostilités. L'immeuble qui a été atteint est situé à égale distance, environ un kilomètre, du quartier populaire d'El Batha et de l'hôtel Hyatt qui abrite le centre de presse des forces conjointes. C'est dans cet hôtel aussi que logent de nombreux officiers alliés.

B. L. G.

Ryad l'intégriste à l'heure des Scud

RYAD

de notre envoyé spécial

La photo a été prise dans une des innombrables mosquées de la ville. Elle occupe une large place au-dessus d'un article qui vante les performances des bombardiers « furtifs » américains. Masqué à gaz sur le visage, trois Saoudiens font leurs dévotions. La légende dit tout le fatalisme de ce peuple et son immense pitié : « La prière, notre meilleure arme ».

Cette insistance à rappeler, à l'heure de la guerre, les valeurs du Coran n'empêche pas les Saoudiens d'applaudir aux exploits de leurs pilotes ni de se tenir informés minute par minute des événements. Intégrisme et pragmatisme : dans ce pays où l'on tranche en public la main des voleurs récidivistes, la radio des troupes américaines peut diffuser le très sulfureux *Justify my love* de Madonna sans provoquer d'émot apparent. Au volant de sa Cadillac immaculée, un Saoudien coiffé du traditionnel keffiyeh rouge et blanc, laisse son autoradio perpétuer ce crime de lèse-islam, l'autre jour au milieu des encombrements de Ryad.

Le vice et la vertu

La guerre laissera des traces. Politiquement, mais aussi culturellement, lorsque le départ des troupes alliées rendra l'Arabie saoudite à elle-même. S'il ne faut pas exclure une brutale réaction d'orthodoxie, il ne faut pas minimiser non plus les conséquences de l'« invasion » étrangère. Plus d'un demi-million d'Occidentaux campent dans l'un des pays les plus fermés du monde et, s'ils s'efforcent d'être discrets, leur présence éprouve les fondements de la société saoudienne. De même que le boom pétrolier avait transformé un royaume médiéval en société d'abondance, la guerre annonce peut-être une seconde révolution culturelle analogue à celle des années 70.

Les symptômes de cette révolution sont encore peu palpables mais les Saoudiens goûtent à une certaine liberté à laquelle ils auront du mal à renoncer. Depuis le début des hostilités, on capte CNN à Ryad comme dans n'importe quelle capitale du monde.

Mais justement, Ryad n'est pas n'importe quelle capitale. Jusqu'en 1984, les ambassades étrangères ne pouvaient y établir leurs quartiers. Tenues à bonne distance du cœur du royaume, le Nedj, elles étaient maintenues en quarantaine à Djeddah, très loin de là, sur les bords de la mer Rouge.

Pendant de longues années, Ryad l'intégriste a tenté de se préserver de toute influence pérenneuse. Il n'en est que plus extraordinaire de pouvoir déambuler aujourd'hui dans les rues de la capitale et d'y engager la conversation avec le premier venu sans risquer de se retrouver au poste de police dans la minute qui suit, encore que cela soit arrivé il y a quelques jours à un journaliste suisse. La présence des troupes étrangères a accéléré l'ouverture de l'Arabie saoudite sur l'extérieur. Ses habitants n'en reviennent pas eux-mêmes qui ne connaissent qu'une loi, la charia, laquelle bannit dans sa version la plus orthodoxe tout contact avec les chrétiens et les juifs.

Aucune femme, même occidentale, ne saurait circuler au volant d'une voiture sans encourir des représailles mais la police religieuse, les tout-puissants mutawas, se font moins voyants depuis que le conflit a éclaté. Leur organisation, qui répond au nom évocateur de « Commission pour la propagation de la vertu et l'élimination du vice », se tient apparemment coite. Il y a quelques semaines, un commando de mutawas n'avait pas hésité à défoncer la porte d'un Français qui avait commis l'imprudence de

convier des amis à partager quelques bouteilles d'alcool.

Dans un pays où les coutumes n'ont autorisé que tardivement les transfusions sanguines, contrairement, selon certaines interprétations, à la tradition islamique, les appels à donner son sang pour parer au pire se multiplient. Les journaux y vont de leurs obituaires tout en s'efforçant de ne pas alarmer leurs lecteurs. C'est l'un des quotidiens de langue anglaise, le *Riyadh Daily*, qui est le mieux rompu à cet exercice, lequel consiste à annoncer les mauvaises nouvelles en les enrobant de propos rassurants. « Tout est normal à Ryad, malgré les attaques de missiles ».

Certitudes ébranlées

Les habitants de la capitale que les sirènes hurlantes et les bruits d'explosions ont tiré trois nuits de suite de leur sommeil, appréhendent le « malgré » et apprennent à ne pas se satisfaire de ces titres éphémères. S'ils lisent sur la largeur d'une page que « toutes les précautions ont été prises à Ryad », ils devinent que les stocks de masques à gaz sont épuisés, même si les autorités assurent qu'il y en aura de nouveaux « dans quelques jours ».

Les variations sur le thème « tout est normal » sont quasi quotidiennes. Les écoles rouvrent, après les vacances d'hiver. Les magasins ne manquent de rien. Les banques et la poste fonctionnent comme d'habitude. La Saudi a repris ses vols commerciaux, etc.

Tout est normal, mais des Toyota chargées jusqu'au toit prennent la route pour Djeddah, à 2 000 kilomètres au sud de la frontière du Koweït, hors de portée des missiles irakiens. Tout est normal, mais des automobilistes parcourent au ralenti les rues de la capitale, chargées de soldats en treillis camouflés. Tout est normal, mais les magasins qui vendent des transistors à ondes courtes ont été dévalisés : les gens de Ryad font davantage confiance à la BBC qu'à la radio saoudienne. Tout est normal, mais les tirs de Scud n'épargnent pas la capitale. Chacun redoute qu'ils ne se fassent plus meurtriers encore et, pis, qu'ils ne répandent la terreur chimique.

Cette guerre fratricide éprouve les nerfs des habitants de Ryad qui ne sont pas toujours sûrs de leurs sentiments anti-irakiens même si cette interrogation n'est jamais exprimée ouvertement. Il faut la déduction des propos de tel ou tel Saoudien comme ceux de ce pilote dont l'influent *Arab News* rapporte que, « musulman dévot », il n'omet jamais de prier avant de partir bombardier le Koweït. Le major Muhammad Abu Amnah ne se bat pas pour l'Aramco et son pétrole mais pour la vraie foi : « Quoi que prétende Saddam Hussein de sa guerre sainte, c'est à nous que Dieu a confié une mission spéciale. » Un rôle auquel les Saoudiens ont besoin de croire pour continuer cette guerre qui ébranle leurs certitudes et trouble profondément un pays qui se vit d'abord comme le gardien de l'islam.

BERTRAND LE GENORE



LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire et les risques de catastrophe écologique

La marée noire pourrait menacer l'alimentation en eau potable des populations côtières

Il y a du pétrole brut sur les eaux du Golfe. Le fait est sûr. En revanche, on ne sait pas quelle est la source de cette marée noire : les Irakiens accusent les Américains et leurs alliés d'avoir bombardé il y a quelques jours deux tankers pleins de pétrole; les Américains accusent les Irakiens d'avoir volontairement ouvert, au large de la ville de Koweït, les vannes du terminal pétrolier d'Al Ahmadi, où était chargée dans les tankers une partie de la production koweïtienne. On ne sait pas non plus la quantité de pétrole déjà répandue, ni si le déversement continue, ni s'il s'agit de pétrole léger ou lourd.

Selon le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, « plusieurs millions de barils » (1 baril = 159 litres) se seraient déjà répandus sur la mer. Mais, d'après le commandement américain à Ryad, le débit des déversements pourrait atteindre 100 000 barils (soit environ 13 700 tonnes) par jour. Ce der-

nier chiffre correspond aux capacités de chargement du terminal d'Al Ahmadi.

A titre de comparaison, rappelons que le naufrage du tanker *Amoco Cadiz* le 16 mars 1978 a précipité 230 000 tonnes de pétrole brut sur les côtes bretonnes. Rappelons aussi que la marée noire due à l'échouage du pétrolier *Exxon Valdez* le 24 mars 1989 - marée noire qui a beaucoup plus choqué l'opinion publique américaine que celle de l'*Amoco Cadiz* - n'avait répandu, sur les côtes de l'Alaska, que 35 000 tonnes de pétrole brut.

En 1983, au cours de la guerre Iran-Irak, la destruction d'une plateforme iranienne avait provoqué une marée noire dont les effets s'étaient fait sentir sur les côtes de Bahreïn et du Qatar. Outre les dommages causés aux organismes marins, le pétrole avait des effets désastreux sur le fonctionnement des usines de dessalement d'eau de mer qui fournissent une grande partie de l'eau

potable aux populations de la côte orientale de la péninsule Arabique. Tout dépendra de la direction des vents au cours des prochains jours. La nappes, selon certains renseignements, dériverait actuellement vers le sud, et pourrait donc menacer dans quelques jours les côtes saoudiennes. La menace est d'autant plus sérieuse que l'expérience a montré qu'il est impossible d'arrêter la progression des nappes. Seule est possible la protection très ponctuelle d'installations côtières.

Encore faudrait-il savoir la nature du brut répandu. Le pétrole a, en effet, beaucoup de « crues » différentes, étant donné l'extrême variété des molécules qui le composent. Certains pétroles sont légers, donc très fluides, et comprennent aussi beaucoup d'éléments volatils qui, en s'évaporant, diminuent d'autant (parfois de 40 %) le volume de la nappe. Bien évidemment, l'évaporation est accélérée par la température de la mer : dans le nord-ouest du

Golfe Persique, la température de l'eau varie de 15°C à 30°C et même plus le long des côtes. Certains autres pétroles bruts sont lourds, donc visqueux et pratiquement inflammables.

De toute façon, du pétrole flottant sur la mer se transforme assez rapidement en émulsion (c'est-à-dire que le pétrole se met en gouttelettes réparties dans la masse d'eau), puis éventuellement en émulsion inverse (ce sont alors des gouttelettes d'eau qui s'installent dans le pétrole), qui a l'apparence d'une « mousse de chocolat » stable, visqueuse et collante. A un stade ultérieur, la surface de la « mousse de chocolat » se transforme, sous l'action du soleil et de l'oxygène de l'air, en goudron encore plus visqueux et collant.

Depuis plusieurs semaines, les Américains et leurs alliés redoutaient une telle marée noire provoquée par l'Irak (le Monde du 19 janvier). En effet, Bagdad avait fait mettre à l'ancre dans la baie de

Koweït, plusieurs tankers pleins de brut irakien chargés avant l'embargo décrété après l'invasion et aurait pu répandre puis enflammer ce pétrole pour gêner d'éventuelles opérations de débarquement. Les experts faisaient néanmoins remarquer qu'il devait plutôt s'agir de brut lourd, très difficile, pour ne pas dire impossible, à enflammer sur la surface de la mer.

La « saucisse » de cette marée noire n'est pas assurée pour Saddam Hussein - si ce dernier en est bien le responsable, ce dont le président George Bush n'a pas l'air de douter : « Saddam Hussein ne retirera aucun bénéfice » de cet acte « scandaleux pour le monde ». La décision d'utiliser « le pétrole comme une arme » est une décision « irrationnelle et désespérée ».

VERONIQUE MAURIS et YVONNE REBEYROL

Précisions géographiques

Le golfe Persique est un appendice de l'océan Indien, avec lequel il communique par le détroit d'Ormuz, un passage entre la péninsule Arabique et l'Iran dont la largeur est d'une cinquantaine de kilomètres. Il a une superficie de 239 000 kilomètres carrés, et sa profondeur moyenne est de 25 mètres. Ses eaux sont plus salées que l'eau de mer « normale » : de 37 à 41 pour 1 000 et même plus sur certaines portions du littoral du sud-ouest (au sud des 35 pour 1 000 de la salinité marine moyenne), étant donné la chaleur et les faibles apports d'eau douce qu'elles reçoivent. Les vents les plus fréquents et les plus forts soufflent du nord-ouest. Les marées ne sont pas très importantes (1,20 à 1,50 mètre autour du Qatar), mais peuvent atteindre 3 mètres dans le fond du Golfe.

La Syrie dénonce les tirs de missiles sur Israël

LE CAIRE

de notre correspondant

Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Chareh, a indiqué, vendredi 25 janvier, que la Syrie ne pouvait pas accepter les tentatives irakiennes de lier la crise du Golfe au conflit israélo-arabe. Au sujet des missiles irakiens lancés contre Israël, M. Chareh a affirmé que la Syrie rejetait « les tentatives irakiennes de brouiller les cartes en vue de tromper l'opinion publique [arabe] ».

A ce même sujet, le ministre syrien de la défense, M. Mustapha Tlass, a déclaré, dans une interview publiée samedi 26 janvier par le quotidien caennais *Al Akhbar*, que la Syrie était « opposée aux méthodes démagogiques de Saddam Hussein », qui, selon lui, ne profiterait qu'à l'Irak hébreu. « La Syrie ne se laissera pas entraîner dans une guerre dont elle n'a choisi ni le moment ni le lieu », a ajouté le général Tlass.

Il a estimé qu'Israël n'avait pas intérêt à entrer dans un conflit au stade actuel et a mis en garde le chef de l'Etat israélien contre « toute provocation à l'égard de la Syrie », car s'il s'en prend à nous, a-t-il

dit, nous lui rendrons les coups démultipliés. Le ministre de la défense a indiqué que ses services avaient enregistré deux contacts « entre celui qui prétend vouloir libérer la Palestine (Saddam Hussein) et M. Itzhak Rabin, quand il était ministre de la défense, pour envoyer, via Israël, des armes au général libanais antisyrien Michel Aoun ». Il a ajouté que Nasser l'avait déjà averti, dès 1962, que Saddam Hussein était un agent des services de renseignement américains. « L'erreur de Saddam a été de ne pas savoir quelles étaient les limites qu'il ne pouvait pas franchir », a-t-il estimé. Il a souhaité que « un Irakien aimant son pays débarrasse Bagdad de Saddam Hussein pour sauver l'armée irakienne par un retrait du Koweït ».

Le ministre syrien a estimé que la victoire des alliés ne faisait pas de doute. « La guerre durera quelques semaines ou quelques mois, mais ce ne sera pas un nouveau Vietnam », a-t-il déclaré. Il a enfin affirmé que le président américain George Bush avait assuré le président syrien Hafez El Assad qu'une conférence internationale sur le Proche-Orient aurait lieu après la libération du Koweït.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Il serait « suicidaire » pour l'Irak d'entrer en guerre au côté de Bagdad estime le président Rafсандjani

Le président iranien Ali Akbar Hashemi Rafсандjani a rejeté catégoriquement, vendredi 25 janvier, les appels des durs du régime islamique à entrer en guerre au côté de l'Irak, en affirmant que « ce serait un suicide pour l'Iran ». Intervenant comme imam de la prière du vendredi à l'université de Téhéran, M. Rafсандjani a longuement défendu la politique de stricte neutralité adoptée par son gouvernement. « Nous ne donnerons pas notre sang à l'Irak pour qu'il ait accès au golfe Persique, ni aux Américains pour qu'ils gagnent leur guerre », a-t-il affirmé.

« L'Iran, en tant que foyer de la Révolution islamique internationale, ne peut accepter la grave menace que constitue le déploiement de l'Irak sur les côtes du sud du golfe Persique. Nous ne pouvons

pas entrer en guerre pour que l'Irak reste au Koweït et rallonge ses frontières avec l'Iran dans le golfe Persique », a-t-il ajouté.

M. Rafсандjani a de nouveau déclaré que la résolution du « problème palestinien constitue l'un des principaux objectifs de la République islamique ». « Tous les moyens des pays islamiques doivent être mobilisés pour la guerre contre Israël », a-t-il souligné. Mais M. Rafсандjani a noté : « Tous les saïens protecteurs d'Israël sont en ce moment dans la région, et ce n'est pas le moment de faire la guerre avec Israël. La guerre et le Jihad [guerre sainte] contre Israël se feront un jour pour sauver toute la Palestine, et pas seulement les territoires occupés depuis 1967. » - (AFP)

L'Irak suspend les « interviews » télévisées de pilotes capturés

Les pilotes alliés capturés par les forces irakiennes ne seront plus interrogés à la télévision jusqu'à ce qu'il redeviennent « opportuns » de le faire, a affirmé vendredi 25 janvier un porte-parole du ministère irakien de l'information cité par Radio Bagdad.

« La diffusion par la télévision d'entrevues avec des aviateurs

prisonniers va être interrompue jusqu'à nouvel ordre. Le nombre d'aviateurs présentés jusqu'à présent est suffisant », a indiqué la radio captée à Cypre. Néanmoins, « la télévision reprendra la diffusion d'autres interviews de pilotes capturés au moment opportun ». - (AFP, Reuters)

Le chef d'état-major appelle l'opinion britannique à la patience

A Londres

Sir David Craig, chef d'état-major des armées, a procédé, vendredi 25 janvier, au cours d'une conférence de presse, à une évaluation d'ensemble des résultats atteints jusqu'ici par les forces alliées. Cet exercice était destiné à inviter l'opinion britannique à faire preuve de patience et à lui rappeler que cette guerre n'est nullement un « jeu d'enfants » ou « l'affaire de quelques jours ».

LONDRES

de notre correspondant

A force de voir des avions ultra modernes décoller à un rythme rapide et des spécialistes lui vanter à longueur de journée à l'écran l'extraordinaire précision des armes employées, le citoyen téléspectateur risque de ne pas comprendre pourquoi les alliés - qui pour lui se font pratiquement aux Américains et aux Britanniques - n'en ont pas encore fini avec M. Saddam Hussein. Il s'agit donc, pour les responsables militaires, d'expliquer à la population que les opérations nécessaires pendant un certain temps encore, et surtout de la préparer à des pertes en vies humaines beaucoup plus nombreuses lorsque commenceront les combats au sol. Le précédent des Malouines prouve d'ailleurs que les Britanniques, loin d'être effrayés par ces morts, ont une tendance à faire preuve d'une détermination plus grande encore lorsque le nombre des soldats tués s'accroît.

Le chef d'état-major des armées cherchait à remettre en perspective l'ensemble de l'opération. Il a employé un langage susceptible de faire sentir au public que celle-ci n'est, en aucune façon, une petite affaire. Il a présenté l'Irak comme la « quatrième puissance militaire mondiale », une force qu'il n'était donc pas question de mettre à bas « du jour au lendemain ».

Face à une opinion déçoute par l'attitude attentiste de M. Saddam Hussein, saturée d'images de missiles Scud tombant sur Israël et sur l'Arabie saoudite, et qui ne sait plus trop à quel point sur l'écran réel de l'adversaire, il a insisté sur le caractère minuscule de la préparation de la campagne aérienne. Voilà des mois, quasiment depuis l'invasion du Koweït le 2 août dernier, que les militaires américains et britanniques dressent des plans en commun et prévoient toutes les hypothèses. Le message est le suivant : les alliés ont un plan d'ensemble. Ils l'appliquent sans forcer l'allure afin de réduire les pertes au minimum. Il peut y avoir des imprévus, mais le mauvais temps ou le refus de M. Saddam Hussein d'engager son aviation, mais l'opération ne peut pas échouer.

« Nous n'avons eu jusqu'ici aucune difficulté à maintenir notre supériorité aérienne », a déclaré Sir David. Lors des rares occasions où les forces aériennes irakiennes se sont manifestées, elles ont été abattues. Il en sera de même si elles se montrent à nouveau. Si Saddam Hussein mélange ses avions pour quelque apothéose, nous sommes prêts. Les avions à eux seuls, ne suffisent pas.

de toute façon. Il faut aussi du carburant, des armes, des équipages et des ordres. Contrairement à ce qu'affirment certains, nous avons eu un effet massif sur son système de commandement, et nous avons vu la capacité en armes non conventionnelles à été détruite ».

Epreuve d'assure

Les troupes irakiennes, y compris la garde républicaine, sont soumises à une épreuve d'assure. « Elles n'ont aucun moment pour dormir, ou se détendre, ou décider de lancer l'assaut au sol ne sera prise que « lorsque le rapport entre nos forces et les leurs sera tel que nous bénéficierons d'une supériorité décisive nous permettant de l'emporter rapidement et sans trop de pertes ».

Sir David a rappelé que la Grande-Bretagne avait renoncé, depuis la fin des années 50, à la production d'armes chimiques mais a refusé d'exclure totalement l'emploi de ces armes par les alliés, si l'Irak avait recours. Les Britanniques poursuivent seulement des recherches sur les mesures de protection. On sait que les États-Unis, pour leur part, ont des armes chimiques à leur disposition.

Le chef d'état-major des armées a jeté un peu de lumière sur le système de commandement. Les opérations sont dirigées à partir du centre de High Wycombe, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Londres, par le commandant en chef interarmes, Sir Patrick Hine. A chaque échelon, un contact presque permanent est maintenu avec le respon-

sable américain correspondant. Sir David a ainsi des « conversations fréquentes » avec le général Powell, son homologue américain.

Sir David a voulu justifier le caractère très vague, parfois jusqu'à la caricature, des propos tenus par les divers porte-parole militaires. « Franchement, ce n'est pas notre travail de vous donner un bilan détaillé de chaque raid aérien. Je ne veux pas que Saddam Hussein apprenne de notre bouche ce que nous savons et adapte sa tactique en conséquence. Je ne vais pas mettre en danger la vie de nos soldats. Je vous prie de s'implémenter de bon, et de vivre avec », a-t-il déclaré.

Dans ce domaine également, la coopération entre Londres et Washington semble complète. Les Américains disent avoir étudié avec soin la façon dont les Britanniques ont très efficacement contrôlé les médias en 1982 lors du conflit des Malouines. Ils en auraient tiré la conclusion qu'il fallait appliquer des consignes identiques, voire encore plus strictes, surtout en matière d'images, et ne pas recommencer ce qui s'était passé au Vietnam, avec la guerre en direct dans chaque foyer. On peut parfaitement montrer des images de nos avions qui bombardent l'ennemi, mais on ne verra pas les cercueils des soldats tués au combat. Il n'est pas davantage question pour ne pas froisser les susceptibilités musulmanes, d'interviewer les amoniteurs militaires chrétiens qui se trouvent avec les troupes en Arabie saoudite.

DOMINIQUE DHOMBRES

Une conférence de presse du chef d'état-major des armées françaises

« Le potentiel nucléaire et chimique de l'Irak est quasiment détruit » a déclaré le général Schmitt

« La capacité des Irakiens d'avoir sur leurs missiles Scud des composants chimiques n'est pas prouvée », a expliqué, vendredi 25 janvier à Paris, le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées françaises. Mais il est « certain », en revanche, que les Irakiens peuvent utiliser des armes chimiques « par air ou par l'artillerie ». « Nous l'avons prouvé », a-t-il ajouté, nous combattons en ambiance chimique. « Il n'a pas caché que l'Irak dispose d'une arme comparable à la Bundeswehr pour ce qui est des chars et des avions, avec en plus des éléments chimiques. Une puissance militaire de cette dimension, on n'en vient pas à bout en vingt-quatre heures ».

Selon le général Schmitt, « le potentiel nucléaire (de l'Irak) est quasiment détruit et le potentiel chimique réduit des trois quarts ». Ce taux est aussi applicable aux réseaux irakiens de communications et de défense anti-aérienne.

« Le temps travaille pour nous », a expliqué le chef d'état-major, et il nous permet d'économiser des vies humaines. Nos soldats le savent et Saddam Hussein le sait. Il n'aurait sans pouvoir se reconstruire, sans pouvoir utiliser une armée de l'air désorientée, ou sans strict du terme ».

Estimant entre huit cents et mille le nombre des « sorties » des avions

alliés dans leurs missions d'attaque d'objectifs irakiens au sol, le général Schmitt a indiqué : « Nous envisageons de faire voler d'ici peu les Mirage F1-GR basés en Arabie saoudite. Les Mirage F1-GR, qui sont des avions de reconnaissance et qui sont au nombre de quatre sur la base de Al Ahsa, avaient été interdits de

vol après, néanmoins plusieurs missions d'espionnage le long de la frontière avec le Koweït : leur ressemblance avec les Mirage F1 que la France a vendus à l'Irak justifiait cette interdiction ».

Le général Schmitt a précisé que - outre ces Mirage F1-GR - les avions de combat français en Arabie saou-

dite se répartissent en vingt-six Jaguirs d'attaque et douze Mirage 2000 de défense aérienne. Selon le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA), la France a réalisé plus de cent cinquante « sorties » d'avions au-dessus du Koweït et de l'Irak depuis le début de l'opération « Tempête du désert ».

Des volontaires du contingent à bord de la « Foudre »

Le transport de chaudières de débarquement *Foudre* a quitté Toulon, vendredi 25 janvier, pour Yabou en mer Rouge, où il participera à la logistique de la chaîne de santé au sein de l'opération « Daguet ». Outre ses deux cent dix membres d'équipage, ce navire, qui vient d'arriver en service et qui déplace 11 200 tonnes à pleine charge, a embarqué trois cents hommes destinés à renforcer la logistique du dispositif militaire français en Arabie saoudite. Il a à son bord une équipe de huit médecins, un pharmacien, vingt-neuf infirmières et soixante-sept aides-

soignants, avec un stock d'une douzaine de tonnes de matériels et de médicaments transportables à terre par ses deux hélicoptères lourds du type Super-Frelon.

En outre, la *Foudre* dispose également d'installations hospitalières, comprenant notamment deux blocs opératoires et deux salles de réanimation, pour accueillir, le cas échéant, soixante blessés graves et deux cents blessés légers.

Ce navire de la marine nationale est parti avec des marins du contingent volontaires pour un contrat d'engagement en Arabie saoudite.

Le président de la République a souhaité que les navires de guerre français, dans la zone du Golfe, n'aient plus à leur bord de marine appelée, sauf s'ils acceptent de signer un contrat d'engagement de durée variable. Selon le chef d'état-major de la marine, l'amiral Alain Coates, qui a assisté au départ de la *Foudre*, entre 45 et 50 % des marins du contingent - qui sont tous majeurs - à bord du navire ont été volontaires pour un contrat d'engagement en Arabie saoudite.

Les islamistes jordaniens les de profiter de la guerre pour

Le ministre de la Défense, M. John Major, a déclaré, vendredi 25 janvier, que le Royaume-Uni ne pouvait pas accepter les tentatives irakiennes de lier la crise du Golfe au conflit israélo-arabe. Au sujet des missiles irakiens lancés contre Israël, M. Major a affirmé que le Royaume-Uni rejetait « les tentatives irakiennes de brouiller les cartes en vue de tromper l'opinion publique [arabe] ».

A ce même sujet, le ministre britannique de la défense, M. John Major, a déclaré, dans une interview publiée samedi 26 janvier par le quotidien caennais *Al Akhbar*, que le Royaume-Uni était « opposé aux méthodes démagogiques de Saddam Hussein », qui, selon lui, ne profiterait qu'à l'Irak hébreu. « Le Royaume-Uni ne se laissera pas entraîner dans une guerre dont elle n'a choisi ni le moment ni le lieu », a ajouté le général Major.

Il a estimé qu'Israël n'avait pas intérêt à entrer dans un conflit au stade actuel et a mis en garde le chef de l'Etat israélien contre « toute provocation à l'égard de la Syrie », car s'il s'en prend à nous, a-t-il dit, nous lui rendrons les coups démultipliés. Le ministre de la défense a indiqué que ses services avaient enregistré deux contacts « entre celui qui prétend vouloir libérer la Palestine (Saddam Hussein) et M. Itzhak Rabin, quand il était ministre de la défense, pour envoyer, via Israël, des armes au général libanais antisyrien Michel Aoun ».

Le ministre britannique de la défense a estimé que la victoire des alliés ne faisait pas de doute. « La guerre durera quelques semaines ou quelques mois, mais ce ne sera pas un nouveau Vietnam », a-t-il déclaré. Il a enfin affirmé que le président américain George Bush avait assuré le président syrien Hafez El Assad qu'une conférence internationale sur le Proche-Orient aurait lieu après la libération du Koweït.

Le président iranien Ali Akbar Hashemi Rafсандjani a rejeté catégoriquement, vendredi 25 janvier, les appels des durs du régime islamique à entrer en guerre au côté de l'Irak, en affirmant que « ce serait un suicide pour l'Iran ». Intervenant comme imam de la prière du vendredi à l'université de Téhéran, M. Rafсандjani a longuement défendu la politique de stricte neutralité adoptée par son gouvernement. « Nous ne donnerons pas notre sang à l'Irak pour qu'il ait accès au golfe Persique, ni aux Américains pour qu'ils gagnent leur guerre », a-t-il affirmé.

« L'Iran, en tant que foyer de la Révolution islamique internationale, ne peut accepter la grave menace que constitue le déploiement de l'Irak sur les côtes du sud du golfe Persique. Nous ne pouvons pas entrer en guerre pour que l'Irak reste au Koweït et rallonge ses frontières avec l'Iran dans le golfe Persique », a-t-il ajouté.

M. Rafсандjani a de nouveau déclaré que la résolution du « problème palestinien constitue l'un des principaux objectifs de la République islamique ». « Tous les moyens des pays islamiques doivent être mobilisés pour la guerre contre Israël », a-t-il souligné. Mais M. Rafсандjani a noté : « Tous les saïens protecteurs d'Israël sont en ce moment dans la région, et ce n'est pas le moment de faire la guerre avec Israël. La guerre et le Jihad [guerre sainte] contre Israël se feront un jour pour sauver toute la Palestine, et pas seulement les territoires occupés depuis 1967. » - (AFP)

Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Chareh, a indiqué, vendredi 25 janvier, que la Syrie ne pouvait pas accepter les tentatives irakiennes de lier la crise du Golfe au conflit israélo-arabe. Au sujet des missiles irakiens lancés contre Israël, M. Chareh a affirmé que la Syrie rejetait « les tentatives irakiennes de brouiller les cartes en vue de tromper l'opinion publique [arabe] ».

Journal 150

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions du conflit au Moyen-Orient et au Maghreb

Les islamistes jordaniens les plus radicaux tentent de profiter de la guerre pour renforcer leur audience

AMMAN
de notre envoyé spécial

Personnage pittoresque, haut en couleurs, une longue barbe blanche par l'âge, un turban gris clair soigneusement enroulé autour de la tête et la soutane ample, le cheikh Assad Beyout El Tammimi, leader du Jihad islamique, Beit Madjless, a l'air d'un pacifique et vénérable patriarche sorti d'un livre d'images saintes. Pourtant, ses déclarations au vitriol, appelant à la guerre sainte contre les « nouveaux croisés du vingtième siècle », ne cessent de défrayer la chronique.

Nous recevons dans sa maison située en plein centre d'Amman, il affirme tout de go : « Nous sommes pour la violence et nous ne la cachons pas. Nos objectifs sont clairs : mettre fin à l'Etat d'Israël, libérer la Palestine et frapper les intérêts des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de tous les pays qui participent à l'agression contre Bagdad ».

Né à Hébron, en Palestine, il y a soixante-six ans, il a fait ses études religieuses à l'université d'Al-Azhar, au Caire, avant de s'installer en Jordanie à partir de 1967. Son mouvement, affirme-t-il, n'est pas un parti politique mais un groupe consacré à l'action directe. Depuis quelques mois, avec d'autres organisations extrémistes islamistes, il est sorti de la clandestinité, profitant du climat créé dans le pays à la suite de la relative

démocratisation de la Jordanie et de la crise du Golfe. Il est cependant fort prudent et aime souligner qu'il n'en veut pas au gouvernement jordanien et l'appuie entièrement dans toutes ses initiatives. Il ne nourrit cependant aucune sympathie particulière pour les Frères musulmans (vingt-deux députés et cinq membres au gouvernement), avec lesquels il n'a aucun lien. Son programme peut se résumer en quelques idées vagues.

« Pourquoi l'Occident a-t-il peur de l'Islam alors que notre religion apporte la solution à tous les maux de la terre, interdit les boissons alcoolisées, les stupéfiants, ainsi que les meurtres dissolus et la débauche ? Lorsque je préconise des attentats contre les Etats-Unis et ses alliés, je ne crains pas de faire d'innocentes victimes. Elles sont des victimes innocentes », dit-il. Il reproche au président Mitterrand d'avoir voulu convaincre Saddam Hussein de quitter le Koweït. « Un musulman ne doit pas quitter le Koweït », ajoute-t-il, « car la famille des Sabah est impie et ne mérite pas de régner sur la destinée de l'émirat ».

Son amour et son attachement à l'égard du président irakien sont de fraîche date. Pendant la guerre irano-irakienne, il a été un fervent khéméiste. Il affirme candidement : « Je n'ai pas changé, c'est Saddam Hussein qui a changé en devenant un musulman dévoué. Le Baas irakien n'existe plus, je viens de rentrer de Bagdad, où les oulémas m'ont assuré que le retour à la religion est irréversible ».

Que pense-t-il de M. Arafat ? « Beaucoup de bien, j'ai d'excellents rapports d'amitié avec lui, mais je suis opposé à l'O.L.P. qui est un mouvement laïque ».

Une intervention américaine

Les organisations islamiques fondamentalistes de Jordanie ne constituent, pour l'instant, que des groupuscules bruyants qui tentent de profiter de la crise du Golfe pour essayer de grignoter l'audience de l'association des Frères musulmans qui, elle, est fort populaire. Jusqu'à tout récemment, les autorités avaient feint d'ignorer leurs propos incendiaires. Elles semblent avoir estimé que M. Atta Abou Rachta, le porte-parole d'un autre mouvement islamiste encore plus extrémiste, al Tahrir (le parti de libération islamique), avait dépassé les limites de la tolérance officielle en invitant, au cours d'une conférence de presse publique, les Arabes et les musulmans à s'en prendre aux intérêts des Etats-Unis et de leurs alliés. M. Atta Abou Rachta a mystérieusement disparu de la salle avant qu'il ait pu achever ses propos, et n'a pas réapparu. On apprendait

par la suite qu'il avait été arrêté par les forces de sécurité qui, bien que fort discrètes, savent, lorsqu'il le faut, agir avec beaucoup de détermination et d'efficacité.

Comme d'habitude, son arrestation n'a été annoncée que par le *Jordan Times*, destiné à la communauté étrangère ; la presse en langue arabe s'est abstenue de faire état de ce fâcheux incident. Le journal *al-Dustour* (« la Constitution ») est allé jusqu'à publier les propos de M. Abou Rachta en les édulcorant de manière à les rendre moins violents. Ses lecteurs ne sauront même pas que le porte-parole d'al Tahrir a été arrêté.

Le Tahrir, créé en 1952 à Gaza à la suite d'une scission à l'intérieur de l'association des Frères musulmans, se propose de créer un Etat islamique en Jordanie et d'y proclamer le califat. Mais les autorités jordaniennes n'ont jamais accepté de le légaliser en expliquant que son programme

était contraire à la Constitution. L'arrestation de M. Abou Rachta constitue un avertissement aux extrémistes de tous bords et une conséquence directe des entretiens que le roi Hussein a eus mardi avec l'ambassadeur du président Bush, l'ancien sous-secrétaire d'Etat américain Richard Armitage, à qui il aurait promis de mettre au pas les mouvements islamiques qui prêchent la violence.

L'avertissement semble avoir été entendu. Le cheikh Tammimi, qui devait prononcer un sermon « important » vendredi à la mosquée du camp de réfugiés palestiniens de la Baq'aa, a tenu un langage relativement modéré. La marche populaire prévue pour protester contre « l'agression de M. Bush » s'est déroulée sans incident, ne réunissant que quelques quatre cents manifestants.

JEAN GUEYRAS

Une frontière désertée

Amman ne reçoit plus de pétrole irakien

RUWAYSHED
(frontière jordanienne-irakienne)

de notre envoyé spécial

Vous ne pouvez plus passer, c'est un ordre du ministère de l'Intérieur. Les quelques rares journalistes qui s'étaient aventurés, vendredi 25 janvier, au poste frontalier jordanien de Ruwayshed, ont été poliment mais fermement priés de rebrousser chemin par la police des frontières. Le camp de transit situé dans un no man's land profond de 80 kilomètres, nous a-t-on dit sur tous les tons, est totalement vide. Les journalistes ont eu beau brandir l'autorisation officielle fournie par le ministère de l'Information, rien n'a modifié la fermeté des policiers, et ils ont dû obtempérer à l'ordre venu d'Amman.

Dans la petite bourgade de Ruwayshed, qui compte près de quatre mille habitants, les personnes interrogées affirment ne rien savoir des raisons qui ont poussé les irakiens à fermer la frontière où, selon certains, plusieurs milliers de candidats au départ attendent au poste frontalier irakien de Trabell une ouverture. Mais nul ne sait quand, exactement, celle-ci aura lieu. Le bourgade, qui ne vit que du trafic entre la Jordanie et l'Irak, est presque désertée et ressemble à une agglomération sinistrée.

J. G.

L'opposition en exil à Damas se dit prête à assumer le pouvoir après la défaite de Saddam Hussein

DAMAS

de notre envoyé spécial

De quoi sera fait, le cas échéant, l'après-Saddam Hussein ? Certains prédisent le chaos, l'Irak étant constitué d'ethnies, d'arabes et de kurdes pour l'essentiel, et de communautés chiites (majoritaire mais dominée) et sunnites (dominante), sans compter les minorités chrétiennes dont plus rien n'endigueait les contradictions.

Constitué à Damas, qui abrite de longue date les opposants irakiens de toutes obédiences, le Comité conjoint de l'opposition irakienne se prépare à tous les cas de figure. Regroupant, des islamistes aux communistes, dix-huit partis ou mouvements au total, cette coalition a réussi à s'entendre sur une plate-forme commune et se dit prête à assumer le pouvoir sur une base de démocratie et de pluralisme. Le leader des islamistes - sept mouvements sur les dix-huit - est l'ouléma As Sayed Hadi Al Modarressi, frère de l'ayatollah Mohamed Taki Modarressi. M. Jalal Talabani est, de son côté, depuis trente ans, le principal animateur sur la scène diplomatique des sept mouvements kurdes de la coalition.

« Le peuple irakien n'est pas avec Saddam Hussein, mais il est, bien sûr, contre la destruction de l'Irak », nous déclare As Sayed Hadi Al Modarressi, avant d'ajouter : « Saddam cherche l'amalgame entre lui-même et son pays. La coalition internationale qui le combat doit prendre garde à ce piège car face à des bombardements massifs, que peut faire le peuple sinon se souder dans un réflexe de solidarité nationale ? A la détention de la guerre, il y avait un Etat annihilé par l'Etat, un Etat annihilé par le parti, un parti annihilé par Saddam. Il existe dix organismes en Irak chargés de réprimer, terroriser, liquider les gens. Il y a même un « service du poison » dont le travail consiste à supprimer les indésirables. Cent un ulémas ont été exécutés, sans parler de centaines de disparus ».

« La tâche sera colossale »

M. Al Modarressi ajoute : « Outre que le peuple veut se débarrasser de Saddam, la revendication sur le Koweït n'a jamais été populaire. Mais si la coalition internationale bascule de la libération du Koweït vers la destruction de l'Irak, elle rend un service à Saddam : cela peut ressouder la population autour de lui ».

Le chef de file des Kurdes, M. Jalal Talabani, soutient qu'aux yeux de ses siens, rien ne peut égaler la « tyrannie » de Saddam : populations gazées, déportées, villages

rasés au point qu'il ne reste pas une des quelques cinq mille agglomérations du Kurdistan irakien. Il parle également de cinquante mille morts et de cent quatre-vingt-six mille disparus. « Nous avons arrêté nos opérations (de guérilla) depuis le début de la guerre pour qu'il ne soit pas dit que nous pactisons avec l'étranger et pour éviter de brouiller les cartes. Depuis trente et un ans, nous combattons seuls. Aujourd'hui, nous regardons du haut de nos montagnes les autres combattre. Cela dit, le peuple kurde est en fureur car il entrevoit l'espoir de se débarrasser de Saddam ».

Selon Al Modarressi, les pertes irakiennes sont infiniment plus lourdes qu'annoncé par Bagdad : il y aurait, estime-t-il, déjà plus de cent mille morts et blessés, dont trente mille civils et soixante dix mille militaires, principalement dans la Garde républicaine. M. Talabani affirme, de son côté, que les désertions se multiplient dans l'armée. « Les déserteurs fuient vers nos montagnes », dit-il.

Les deux dirigeants estiment que le régime peut s'effondrer brusquement, « comme un chapelet dont le fil finit par casser ». « Un putsch est possible, comme un attentat », estime l'ouléma, qui aurait préféré la poursuite du blocus à la guerre, « car il aurait finalement porté ses fruits et le tyran aurait été renversé de l'intérieur ».

Après la chute de Saddam, la tâche sera colossale : poursuit-il : il faudra restaurer les libertés, un Parlement, des institutions. Il faudra reconstruire le pays. Mais nous possédons des richesses : l'eau, le pétrole et un peuple. Comme l'Allemagne et le Japon, nous nous relèverons. M. Talabani précise à ce sujet : « Nous ne sommes pas une coalition d'exilés. Nous avons nos gens à l'intérieur. C'est pourquoi nous ne voulons pas de gouvernement en exil. Nous en constituerons éventuellement un à partir d'une portion libérée du territoire ».

Les deux hommes pensent que les risques de démembrement de l'Irak, après Saddam, sont inexistantes. « Les trois pays que l'on peut soupçonner de visées sur notre pays - la Turquie, l'Iran et la Syrie - ont prouvé qu'ils tiennent à l'intégrité de l'Irak. Ils se neutralisent mutuellement », affirme l'ouléma.

M. Talabani ajoute une raison spécifiquement kurde : « Ankar n'a pas intérêt à réunir les deux principales factions du peuple kurde, la turque et l'irakienne. Qu'il soit bien clair - et le premier ministre turc le sait - que nous ne pensons pas aujourd'hui à un Etat kurde parce qu'il est irréalisable. Nous avons accepté les accords d'autonomie du Kurdistan irakien et nous nous y tiendrons, dans l'Irak démocratique que nous construirons après Saddam ».

LUCIEN GEORGE

Les partis marocains d'opposition organiseront le 30 janvier une « marche populaire » en faveur de l'Irak

Au Maroc, la journée de grève du lundi 28 janvier constituera un test pour les organisations syndicales autant que pour le régime. Suivant l'exemple de l'Union marocaine du travail (UMT), qui avait appelé ses militants de Casablanca à vingt-quatre heures de débrayage (le Monde du 28 janvier), trois autres syndicats - la Confédération démocratique du travail (CDT), l'Union générale des travailleurs du Maroc (UGTM) et le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-sup) - ont lancé, vendredi après-midi, un mot d'ordre de grève générale en signe de « solidarité avec le peuple frère d'Irak ». Le mouvement de grève, désormais étendu à tout le pays, devrait toucher « tous les secteurs d'activité ».

A ce nouveau défi syndical - c'est à l'occasion d'une grève générale qu'avaient éclaté, les 14 et 15 décembre dernier, les « émeutes

de Fès » - s'ajoute celui des partis de l'opposition. Les cinq plus importants d'entre eux ont en effet appelé, vendredi, à une « marche populaire » pour le mercredi 30 janvier à Rabat, afin de « confirmer la solidarité absolue et l'appui total du peuple marocain au peuple irakien qui résiste aux forces de l'agression ». On ignorait encore, samedi 26 janvier, quelle serait la réaction des autorités. Il y a une quinzaine de jours, à la veille du déclenchement de la guerre, le roi Hassan II avait prévenu qu'il proclamerait l'état de siège aux premiers signes de désordre.

En Tunisie, le journal indépendant *le Temps* a vivement critiqué, vendredi, la « précipitation » avec laquelle la France a rejeté l'initiative maghrébienne de paix et dénoncé « la coalition des alliés, dirigée par les Etats-Unis » qui « se transforme en curée ordonnée pour anéantir l'Irak ». De son côté, l'ancien secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Khibi, a exhorté, vendredi à Tunis, les Etats arabes à joindre leurs efforts « non seulement pour sauver le Koweït, mais

pour arrêter la machine de guerre qui a entrepris d'écraser l'Irak et son peuple ».

En Mauritanie, une nouvelle manifestation favorable à Saddam Hussein - la quatrième depuis le début de la guerre - a rassemblé, juste après la prière du vendredi, plusieurs centaines de personnes dans les rues de Nouakchott. La manifestation, qui se déroulait loin du quartier des ambassades, a été rapidement dispersée par les forces de l'ordre, qui ont fait usage de matraques et de grenades lacrymogènes.

En revanche, les rues d'Alger sont restées calmes vendredi, malgré un nouveau préche violent de l'imam Belhadi, annonçant que des « cours de Jihad » (guerre sainte) allaient être désormais dispensés dans les mosquées. Cette déclaration traduit, selon les observateurs, un net recul du responsable du Front islamique du salut (FIS), qui avait adressé, en début de semaine dernière, un « ultimatum » à l'Etat pour l'ouverture de camps d'entraînement militaire pour les Algériens désireux rejoindre l'armée irakienne.

Les dirigeants israéliens ont exposé à M. de Beaucé leurs griefs contre la France

Les Israéliens ont renouvelé à M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, les griefs qu'ils n'ont cessé de formuler à l'encontre de la France depuis le début de la guerre du Golfe.

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Recevant M. de Beaucé, vendredi 25 janvier, le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy, lui a indiqué que la France ne devait pas s'étonner des critiques formulées à son encontre dans l'opinion israélienne. Celle-ci pouvait attendre une plus grande fermeté face à l'Irak de la part d'un allié traditionnel de l'Etat hébreu, a souligné M. Lévy, à en croire un compte-rendu de la rencontre fait de source diplomatique israélienne.

Compte tenu des liens privilégiés unissant les deux pays, Jérusalem pouvait espérer que Paris ne tente pas de jouer, jusqu'au dernier moment, la carte de la médiation auprès de Saddam Hussein, a encore dit le ministre, auquel M. de Beaucé venait de faire part des regrets de la France face à la campagne de critiques qui la vise. Des attaques que le secrétaire d'Etat a qualifiées de

« totalement injustes » et de « calomnies », dans un entretien diffusé par la radio israélienne. Israël reproche aussi à la France la constance avec laquelle elle a participé à la construction de l'appareil militaire irakien, ainsi que sa participation au développement de l'arsenal « non conventionnel » de Bagdad. M. de Beaucé a déclaré avoir voulu dissiper ce malentendu.

Le représentant de M. Mitterrand a en outre fait part aux autorités de l'Etat - le premier ministre, M. Yitzhak Shamir, ainsi que le président Haim Herzog - de l'attachement de la France à la sécurité d'Israël et de l'émotion ressentie à Paris après les tirs de missiles irakiens contre le territoire israélien. M. de Beaucé a également exprimé « la solidarité, l'amitié et le soutien » de Paris.

M. Lévy s'est en revanche félicité de la décision prise par la CEE de lever un certain nombre de « restrictions » à la coopération avec Israël décidées l'an passé afin de protester contre les atteintes aux droits de l'homme dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Ainsi les discussions sur vingt-sept projets de coopération scientifique vont reprendre de même que les pourparlers sur la perspective du marché unique de 1993.

YVES HELLER

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions dans le monde et en France

La prudence du Vatican

Critiqué pour avoir tardé à manifester sa « solidarité » avec Israël, le Saint-Siège a publié une mise au point pleine de retenue

ROME

de notre correspondant

Au septième jour de la guerre du Golfe, alors même que le pape Jean-Paul II appelait la semaine dernière à la réconciliation des « croyants dans le Dieu unique, chrétiens, juifs, musulmans », une nouvelle et forte crispation a marqué les rapports entre juifs et catholiques.

Critiqué pour la position jugée philo-arabe qu'il a prise dans le conflit du Golfe, accusé de faire montre d'une certaine réticence à l'égard des Israéliens bombardés par les Soudanais et, enfin, sévèrement tancé par la presse transalpine pour n'avoir jamais voulu établir de relations diplomatiques avec Israël alors qu'il entretient, aujourd'hui encore, une nonchalance (ambassade) à Bagdad, le Saint-Siège a décidé, vendredi 25 janvier, de passer à la contre-offensive.

Pas question de répondre à ceux qui reprochent au pape d'avoir attendu la troisième vague de Scud sur Tel-Aviv pour exprimer sa « solidarité particulière avec les populations qui, dans l'Etat d'Israël, souffrent sous les bombardements ». L'étrange « silence » de Jean-Paul II, au cours des jours précédents, avait été suffisamment remarqué et fustigé, pour que l'ambassadeur de l'Etat juif en Italie, M. Mordechai Drory, déclare le soir même et non sans quelque ironie, qu'après « les critiques des journaux, le fait que Sa Sainteté prononce enfin les paroles attendues », prouve que la mobilisation de l'opinion publique peut aider. D'une façon générale, on s'agit de paroles papales, même si certains regretteraient que Jean-Paul II ait ajouté qu'il se sentait « de la même manière, proche des populations du Golfe ».

Pas question non plus de répondre sur le fond à ceux qui reprochent à l'Eglise catholique d'avoir établi un lien entre l'annexion du Koweït et les autres problèmes du Proche-Orient. Sensible en revanche au mouvement d'opinion qui se des-

sine dans la péninsule pour l'inciter à établir au plus vite des relations diplomatiques avec l'Etat hébreu - plus de cinquante députés ont signé une pétition à leur gouvernement pour qu'il intervienne dans ce sens auprès du Saint-Siège et, pour la première fois, le Parti communiste lui-même soutient la même idée, - le gouvernement de l'Eglise a voulu dissiper « la confusion » qui entoure, selon lui, ses relations avec Israël. Utilisant une méthode sans précédent, une « déclaration » écrite par son porte-parole officiel, M. Joachim Navarro-Valls, le Saint-Siège croit d'abord utile de rappeler qu'il n'a « jamais mis en discussion l'existence de l'Etat d'Israël ».

Une reconnaissance « implicite »

L'absence de relations diplomatiques « n'implique pas la non-reconnaissance », précise-t-il, et le document fait l'inventaire des personnalités du gouvernement israélien royaumes au Vatican : de M. Abba Eban en 1969 à M. Shimon Peres, alors premier ministre, en 1985. Si Jean-Paul II, en onze années de pontificat et quarante-trois voyages à l'étranger, n'a encore jamais pris le chemin de Jérusalem, le Saint-Siège rappelle que Paul VI a effectué un voyage en Terre sainte en 1964 et rencontré à cette occasion le chef de l'Etat israélien. De même, la hiérarchie vaticane révèle qu'elle a des « contacts réguliers » avec l'ambassade d'Israël en Italie et que le délégué apostolique de Jérusalem, Mgr Andrea Di Montezemolo, a encore rencontré le président israélien Herzog en octobre dernier.

Dressant l'inventaire des « nombreuses références du Saint-Père à l'Etat d'Israël », M. Navarro Valls précise que, « selon le droit, la reconnaissance de l'Etat est implicite et n'a nul besoin de déclarations solennelles et explicites ». Pour ce qui

concerne les relations diplomatiques proprement dites, « c'est une autre chose ». Ces rapports « s'établissent de manière volontaire, aucun Etat n'est obligé d'entretenir des relations diplomatiques avec un autre » et, de toute manière, « elles dépendent d'un ensemble de circonstances ». L'Etat d'Israël, souligne le document, « n'est pas le seul avec lequel le Saint-Siège a jugé opportun d'attendre ». La République sud-africaine et le royaume jordanien sont cités à titre d'exemple.

Précision importante : l'absence de relations diplomatiques avec l'Etat juif « n'est certes pas de nature théologique mais juridique ». Il s'agit, poursuit diplomatiquement la déclaration officielle, « de difficultés non encore clarifiées concernant la présence d'Israël dans les territoires occupés et des rapports avec les Palestiniens, de l'annexion de la Ville sainte de Jérusalem, et de la situation de l'Eglise catholique en Israël et dans les territoires administrés par lui ». Le second de l'affaire, depuis la création d'Israël il y a quelque vingt ans, c'est Jérusalem. Jadis, le Saint-Siège évoquait souvent pour la Ville sainte un véritable statut international. Aujourd'hui on parle place Saint-Pierre d'un « statut particulier » qui garantirait la liberté de culte et le libre accès aux lieux saints pour les trois grandes religions monothéistes.

Pour l'heure, cependant, il n'est pas question d'initier en ce délicat moment un processus de rapports diplomatiques formels entre l'Etat juif et le gouvernement de l'Eglise. « Ce serait interpréter comme le choix délibéré d'un camp en guerre contre l'autre », dit-on au Vatican. Cela pourrait surtout se révéler très dangereux pour les dix millions de chrétiens arabes dispersés dans l'Océan islamique.

PATRICIE CLAUDE

La peur des Arabes de Marseille

Après l'expulsion de deux Algériens, interpellés, l'un à Marseille et l'autre à Aix-en-Provence, en raison de leur activité pro-irakienne, la communauté arabo-musulmane des Bouches-du-Rhône s'inquiète de la nouvelle vague d'hostilité qu'elle perçoit à son égard. Dans l'ensemble, elle fait cependant le dos rond, appelant à la paix dans le Golfe, d'une part, et rappelant son intégration à la communauté nationale, d'autre part.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Dans le cadre du plan Vigipirate, cinq spécialistes du déminage sont mobilisés vingt-quatre heures sur vingt-quatre à Marseille. Depuis le déclenchement des hostilités dans le Golfe, ils ne regagnent plus leur domicile, vivant dans une pièce aménagée au dernier étage de l'hôtel de police afin d'être disponibles à tout moment. Pendant une semaine, ils ont dû intervenir chacun plus de dix fois par jour en moyenne. Parmi les Phocéens qui ne les ont pas vus à l'œuvre au moins une fois, leurs opérations se déroulent selon un scénario désormais classique : à la suite d'un appel téléphonique aux services de police, un démineur arrive sur les lieux où des gardiens ont localisé l'objet suspect ; revêtu d'une combinaison métallique, l'opérateur s'en approche alors et le détruit avec un canon à eau sous très haute pression (450 bars).

Une cible privilégiée

Aucune alerte fort heureusement n'a été justifiée. Les paqueurs les plus hétéroclites, abandonnés ici et là, ont volé en éclats, cartons vides, sacs de litière pour chat, boîtes de couches culottes... Sur la Canebière, un autocouleur oublié sur le banc d'un aéroport a ainsi été pulvérisé alors qu'il contenait un registre de notes. Mais les histoires, n'ont pas de celle-ci.

Sept ans après l'attentat qui avait fait de nombreux blessés, gare Saint-Charles, la nuit de la Saint-Sylvestre, le déclenchement des hostilités contre l'Irak, pays réputé pour entretenir des groupes terroristes, a réveillé de vieilles craintes.

La proximité du complexe pétrochimique de Fos qui est considéré comme un des sites les plus sensibles, l'interpellation et l'expulsion de deux Algériens soupçonnés d'activisme en faveur de Saddam Hussein, l'influence attribuée aux islamistes dans une communauté immigrée originaire du Maghreb évaluée à quelques cent cinquante mille personnes : tout contribue à laisser penser que la ville pourrait être la cible privilégiée d'attentats. Cela peut expliquer cette psychologie de coïts ou de la voiture piégée qui règne en ville. En dépit des appels au calme qui sont lancés par la presse locale, cette tension est aussi alimentée par l'importance des dispositifs policiers autour des bâtiments publics. Les gardiens, dont les jours de repos ont été suspendus, semblent véritablement sur le pied de guerre.

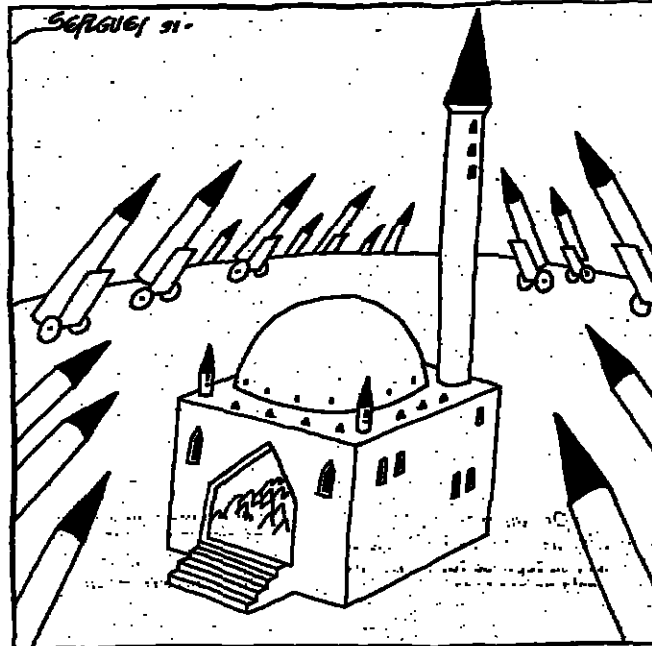
Y a-t-il pour autant des éléments plus objectifs qui expliqueraient mieux ces alarmes ? Si elle en a, la cellule de défense mise en place à la préfecture ne tient pas à les faire connaître et oppose le « secret défense » à la plupart des questions. On apprendra donc seulement que plusieurs individus soupçonnés dangereux font l'objet d'une surveillance accrue et que les vendeurs de la cassette enregistrée par le chanteur Saddam Hussein par le chanteur Mazouni pourraient avoir des ennemis.

Le préfet, M. Bussière, insiste pour sa part sur l'absence de tensions et « la coexistence » entre les communautés en dépit des événements. Jeudi 17 janvier, le maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, avait réuni les représentants de toutes les confessions religieuses de la ville qui ont posé, main dans la main, pour une photo après avoir lancé un appel à la fraternité.

L'évolution du conflit durant la première semaine n'a pas porté préjudice à ce geste symbolique. Le seul mot d'ordre émanant des représentants arabo-musulmans de la ville a été celui - largement suivi - d'une journée « rideau de fer baissé », lundi 21 janvier, en signe de deuil pour les victimes du conflit. Au fur et à mesure du déroulement du conflit, des heurts ne sont pas exclus, selon la police. Mais pour beaucoup des membres de la communauté arabo-musulmane, le premier réflexe a été de peur : « Ils ont craint les rumeurs, surtout les vieux », note une animatrice de la

maison... Beaucoup sentent que l'opinion publique est prête à formuler l'équation « Arabes-terroristes ». « Cet amalgame est un nouveau moyen d'exclusion sociale », déplore Saïd Oukenouch qui dirige l'association Perspective et solidarité arabo-musulmane. Il en résulte une opposition virulente à la guerre contre l'Irak « faite avec le soutien de tous les dictateurs du Moyen-Orient ».

Les religieux sont scandalisés par la présence allée sur les lieux saints de l'Irak : « Quand il y a une alerte à Ryad, les Américains forcent hommes et femmes à descendre dans les mêmes abris, ils ne respectent pas la séparation des sexes ». Les laïcs dénoncent à l'ONU le pouvoir de donner aux Etats-Unis le rôle de gendarme du monde : « Pourquoi Bush intervient-il pour le Koweït mais ne fait rien pour les Palestiniens ? » Les jeunes



Maison de l'étranger. Résultat, depuis une semaine, le marché Veltan, porte d'Aix, qui fourmille habituellement est déserté par les femmes voilées qui lui donnaient son cachet oriental.

Marchés fermés

A côté, le centre social Bel-sunce tourne également au ralenti, les femmes enceintes renonçant à sortir de chez elles. Vendredi, jour de la prière, la rue Bon-Pasteur n'a pas été bloquée par les fidèles qui, futa de place dans la mosquée Canaille-Pellier, s'agenouillaient habituellement sur la chaussée. Dimanche, les Pucelles, où vont se promener les familles des quartiers nord, sont aussi restées un marché fantôme. En revanche, les services de traduction qui aident les immigrés à remplir les formalités administratives connaissent un surcroît de travail : « Par les temps qui courent, il vaut mieux avoir des papiers en règle », explique le directeur du service, Aboukell Nouridine.

A la peur a succédé un violent sentiment d'injustice. Cette guerre et ce qu'elle engendre « gorgée » Malek, un jeune beur qui vit dans une cité du quartier Saint-Joseph : « Pour un pauvre, on ne dit que je me laisse pousser la moustache pour ressembler à Saddam Hussein ». Des jeunes femmes de son entourage, Hanifa ou Yamina, sont tout aussi ulcérées : des policiers contrôlent les voitures de jeunes dans la cité mais aucun ne protège les lieux de prière musulmans alors qu'il y en a devant les synagogues ; en guise de bonjour, on ne leur lance plus que des « pauvre France », comme si elles étaient responsables de la situation internationale.

ALAIN GIRAUDO

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises
- M. André Fontaine, gérant.

Imprimeur : « Le Monde » 12, rue M. Gombert 92521 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 347 ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et les éditions du Monde au (1) 40-85-25-33

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Orléans, directrice du développement

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDIPUB 206 136 F
Téléc : 45-55-04-70 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Téléc : LEMONDE ou 36-15 - Téléc : LAM

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez noter l'importance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Le trouble des travailleurs

de notre correspondant

« Nous sommes opposés à la guerre, mais nous rejoignons Saddam Hussein. » Prisonnière de ce dilemme, la mouvance pacifiste néerlandaise, hier active et bruyante, est aujourd'hui paralysée et quasiment muette.

Elèves modèles du pacifisme il y a dix ans, les Néerlandais sont désormais au fond de la classe : 84 % d'entre eux ont « approuvé » le déclenchement des hostilités, selon un sondage de la chaîne de télévision RTL-4, effectué le 17 janvier. Avant cette date, ils étaient déjà 65 % à reconnaître à la coalition anti-irakienne le droit de faire parler les armes.

Déchiré, sans résonance sociale, le pacifisme est privé de relais politiques qu'avait représentés, du temps des expositions, le Parti du Travail (PVD). Aujourd'hui allié du CDA (chrétien-démocrate) au sein de la coalition au pouvoir, le PVD a été écarté de la coalition au large consensus qu'a rencontré depuis août 1990 la ligne « atlantique » de plus en plus marquée suivie par la Haye.

Certes, la décision du gouvernement de faire participer au conflit armé les légions néerlandaises a donné à des milliers d'hommes à certains élus travaillistes. Le groupe parlementaire l'a toutefois finalement approuvé, à l'exception d'un seul membre qui a voté contre, avec le Parti Vert-Gauche. De plus, alors que les observateurs estimaient que le PVD était allé au maximum de sa souplesse, il semble que les tirs de missiles irakiens sur Israël et le traitement infligé par Bagdad aux pilotes alliés capturés ont annihilé les derniers états d'âme des plus hauts responsables travaillistes.

CHRISTIAN CHARTIER

NOMADE

VOYAGES... GRANDS ESPACES

AFRIQUE - MEDITERRANEE - YEMEN etc.

50017700 42-42-45-45

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le Monde

La prudence du Vatican

La peur des Arabes de Marseille

Le trouble des travailleurs

Le Monde PUBLICITE

Le Monde TÉLÉMATIQUE

ABONNEMENTS

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOMADE

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

EUROPE 1

G.O. 18

Jeudi 10.50

LA GUERRE DU GOLFE

Le rôle des médias et les manifestations pacifistes

M. Rocard intervient dans le débat sur l'information

Parallèlement aux initiatives du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de l'Observatoire parlementaire sur les médias (le Monde du 26 janvier), le premier ministre a jugé bon d'intervenir dans le débat déontologique sur la couverture médiatique du conflit. M. Michel Rocard a écrit, le 24 janvier à M. Jacques Boutet, président du CSA et à M. Claude Pihl, président de la Fédération de la presse française.

Tout en affirmant que les problèmes déontologiques « relèvent de la seule appréciation de la profession et du CSA », M. Rocard souligne « la contradiction entre la tendance parfois observée au spectaculaire et à la dramatisation et la rigueur de l'information qu'on s'attend à la cohésion nationale ».

Le premier ministre consacre la plus grande partie de sa missive aux problèmes soulevés par la diffusion des images de prisonniers par les autorités irakiennes. Il appelle les chaînes de télévision à réfléchir à l'opportunité d'une telle diffusion avant d'être confrontées à l'exhibition d'éventuels prisonniers français. Pour le premier ministre, ces images

« constituent, pour ceux qui sont contraints par la force à paraître publiquement, qu'ils soient ou non conduits à s'exprimer, un outrage, une humiliation insupportable devant tous leurs compatriotes et les placent dans une situation très grave, attentatoire à leur dignité ».

M. Rocard ajoute : « Aux souffrances et aux sévices éventuels subis par ces prisonniers, la diffusion de telles images ajoute - le passé l'a prouvé - un traumatisme qui dure bien au-delà de la durée de la captivité, pour les intéressés et pour leurs familles. Vous comprendrez qu'il est de mon devoir à l'égard des soldats de m'en préoccuper ».

Au moment où cette lettre parvenait au CSA, les directeurs de l'information de A2, FR3, la Cinq, M6, Canal Plus et RFO étaient reçus par les conseillers des « sages » pour évoquer les mêmes problèmes. Si l'autorité indépendante se dit satisfaite des efforts accomplis par les télévisions depuis la première réunion du 16 janvier, quelques dérapages continuent à susciter l'inquiétude des neuf membres. Le plus spectaculaire est celui de la Cinq qui a diffusé les images d'une manifesta-

tion algéroise en mélangeant celles d'un défilé du Hezbollah tournées au Liban. Sur la demande du CSA, la chaîne d'Hachette a diffusé un rectificatif. Les conseillers ont donc réitéré « l'obligation absolue » de s'assurer et de dater les documents en laissant entendre que de nouvelles manipulations d'images seraient sévèrement sanctionnées.

Les images des prisonniers

La réunion a aussi abordé les problèmes soulevés par les reportages sur les réactions des immigrés en France, et le communiqué du CSA souligne « la nécessité de traiter avec la pondération et la rigueur indispensables les sujets relatifs aux tensions intercommunautaires, en évitant d'exagérer la portée de tel ou tel incident ».

Repondant aux préoccupations du premier ministre, le CSA et les chaînes semblent s'être accordés sur la non-diffusion « de documents contraires à la dignité des personnes et aux stipulations de la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre et de renoncer à toute exploi-

ration complaisante des images des soldats tués, prisonniers ou blessés et des réactions de leurs proches ».

Au CSA, on insiste sur le consensus nécessaire entre les médias : « Nous ne voulons pas nous ériger en magistrat moral », affirme M. Jean-Eric Schoett, directeur général de l'institution. Nous cherchons à bâtir un sous-bassement éthique suffisamment solide pour affronter sereinement la couverture d'une guerre qui s'annonce, hélas, longue ».

Mais l'attitude de TF1 trouble ce consensus. Ses responsables de la Une n'ont pas voulu participer à la réunion du 25 janvier malgré une conversation téléphonique orageuse entre M. Boutet et M. Patrick Le Lay, président-directeur général de la chaîne. Une attitude que les membres du CSA jugent en privé « insultante et irresponsable ». Préférant fixer elle-même ses propres règles déontologiques, TF1 a décidé de ne pas diffuser des images muettes des prisonniers quelle que soit leur nationalité et de couper « le son de propos nécessairement tenus sous la contrainte ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Attentats anti-occidentaux en Grèce et au Pérou

De nouvelles manifestations contre la guerre devaient avoir lieu, notamment en France et en Allemagne, samedi 26 janvier, pour protester contre le développement de la guerre dans le Golfe. Par ailleurs des intérêts américains, français et britanniques ont été la cible d'attentats, notamment en Grèce et au Pérou.

Une nouvelle manifestation en faveur de la paix, organisée par les signataires de l'appel des 75, devait avoir lieu samedi 26 janvier à Paris au départ de la place de la République avec dispersion à Port-Royal. Une vingtaine d'associations représentatives de la population immigrée en France ont par ailleurs décidé de se regrouper au sein d'un collectif national « afin d'éviter les dérapages » et « d'assurer la protection de toutes les communautés », à l'initiative de Djida Tazdilt, députée européenne sur la liste des Verts. Cette action serait justifiée par la situation dans certains départements, notamment en Corse : ainsi, alors que de nombreux actes racistes ont été relevés dans l'île ces derniers jours, une tentative d'incendie criminel a été commise dans la nuit du 24 au 25 janvier contre les locaux du consulat du Maroc de Biguglia (Haute-Corse).

En Allemagne, une trentaine de trains spéciaux et des centaines de bus ont été réservés par un groupe de coordination des mouvements pacifistes, écologistes, chrétiens, et humanitaires ainsi que du parti social-démocrate, afin de drainer les quelque cent cinquante mille personnes attendues à Bonn samedi 26 janvier pour un rassemblement sur le thème : « Arrêtez la guerre dans le Golfe ». Une contre-manifestation devait avoir lieu au même moment à l'appel de l'Association d'amitiés germano-israéliennes sur le thème : « Solidarité avec Israël ».

En Turquie, la police a sévèrement réprimé, le 25 janvier, une manifestation pacifiste à Tatan, dans l'est du pays, un homme ayant été tué par balle et deux autres blessés. De nombreuses manifestations anti-américaines et pro-irakiennes ont eu lieu en Inde, à Bangalore, Bidar et Calcutta. Au Pakistan, le parti de l'ancien premier ministre, M. Benazir Bhutto, a dénoncé les bombardements commis par les alliés de l'Irak et a réclamé le rapatriement des soldats pakistanais déployés en Arabie saoudite.

Toujours au Pakistan, vendredi, au moins trois personnes ont été tuées et sept autres blessées - quatre morts et quinze blessés selon

Le général Schmitt conteste le compte rendu de ses propos

Polémique entre l'Etat-major et l'AFP

Le chef d'Etat-major des armées, le général Maurice Schmitt a mis en cause vendredi 25 janvier, le compte rendu par l'Agence France Presse de propos tenus par lui-même et le ministre de la Défense. Pour le général Schmitt, « le souci de réagir très vite conduit quelquefois à avoir des télégrammes très réducteurs ».

Le général affirme ainsi que le 17 janvier sur Europe 1, en réponse à Jean-Pierre Elkabbach qui lui disait : « On annonce que 80 % du potentiel aérien irakien avait été détruit », sa réponse fut : « Ecoutez 80 %, cela ne me paraît pas du tout possible. Je crois que je vous dirais aujourd'hui que si nous en étions à 50 %, je serais très heureux ». La dépêche de l'AFP résumait « le général Schmitt annonce que 50 % de l'aviation irakienne a été détruite » n'est donc « pas du tout la même chose » selon le général, qui ajoute « on alors j'écris dans le nouveau français, on ne parle un nouveau français ».

Pour sa part, la direction de l'AFP reprochait « à toutes fins utiles » la transcription des propos tenus en direct du général Schmitt. Question : « Est-ce que ce soir on peut dire que l'aviation irakienne est vraiment clouée au sol, ou ce qui était caché dans les hangars est inutilisable et ne peut plus intervenir dans le courant de cette phase de la guerre ? » Réponse du général Schmitt : « Je pense qu'on peut donner une certaine probabilité à cette affirmation là. Si vous voulez, en me risquant à des pourcentages, mais avec toute la prudence dont il faut faire preuve - car les avions irakiens sont dans des hangars protégés - je pense que l'on a bien causé de l'ordre de 50 % de pertes à l'aviation irakienne. En tous cas, il y a un constat, c'est qu'il y a très peu d'avions irakiens en vol ».

Le général Schmitt accuse aussi l'AFP d'avoir déformé les propos en conférence de presse de M. Jean-Pierre Chevènement le 17 janvier. Après avoir indiqué

que les objectifs traités par l'aviation étaient « des cibles au Koweït », le ministre de la Défense aurait répondu « non » à un journaliste lui demandant : « Est-ce que vous excluez - ou quelque chose comme ça - des cibles en Irak ? ».

Cette version du général Schmitt ne coïncide pas, là non plus, avec le script des propos du ministre, que l'AFP diffuse pour sa défense. Question : « Les avions sont intervenus sur le territoire du Koweït. Cela veut-il dire que la France a pris comme limite à son engagement de ne pas intervenir sur le territoire irakien ? » Réponse de M. Chevènement : « C'est exact. Il y a comme vous le savez un protocole qui a été fixé cette nuit même, avec le commandement américain pour régler les modalités du contrôle opérationnel ».

Enquêtes pénales sur des tracts racistes en Alsace. - Les parquets de Colmar Mulhouse et Strasbourg, ont ouvert des enquêtes pénales pour retrouver les auteurs de tracts anonymes contenant des propos racistes diffusés dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin depuis le début de la guerre du Golfe. Présentés comme des lettres qui seraient écrites par des « Algériens et Arabes », ces documents appellent à la constitution d'une « Francarabia musulmane » en utilisant des termes violents et injurieux.

Trois revues pro-irakiennes interdites. - Trois publications pro-irakiennes éditées en France ont été interdites à la circulation, à la distribution et à la vente par arrêté du ministre de l'Intérieur publié le 26 janvier, qui les estime « de nature à troubler l'ordre public ». Il s'agit de Al Arab, Ad Dastour, et Kol al Arab, le directeur de cette dernière ayant été expulsé de France cette semaine en application de la procédure d'urgence absolue.

Comme les stratégies militaires qu'ils s'efforcent de contrer, les opposants à la guerre du Golfe tout en continuant à distribuer des tracts dans la rue, utilisent à présent l'informatique pour organiser leur mouvement à l'échelle mondiale. Il s'agit de PeaceNet, un réseau informatique basé à San-Francisco et qui compte huit mille abonnés dans une cinquantaine de pays.

Au printemps 1989 lors des événements de Pékin, les étudiants chinois à l'étranger avaient déjà utilisé ce réseau pour faire circuler des informations en déjouant la censure. Les opposants à la guerre du Golfe se servent à présent de PeaceNet pour contrer ce qu'ils considèrent comme la couverture partielle du mouvement pacifiste par la presse. Ils échangent aussi des informations sur les activités du mouvement. « En 1987,

quand j'étais étudiant à Stanford, nous devions écouter les émissions des radioamateurs pour savoir ce qui se passait sur les autres campus à propos de la guerre du Vietnam » a déclaré M. Frederick, l'un des directeurs du réseau informatique. Aujourd'hui, il suffit de consulter PeaceNet moyennant 15 dollars à l'inscription et 10 dollars par mois. - (AFP.)

Les pacifistes américains se mettent à l'informatique

Comme les stratégies militaires qu'ils s'efforcent de contrer, les opposants à la guerre du Golfe tout en continuant à distribuer des tracts dans la rue, utilisent à présent l'informatique pour organiser leur mouvement à l'échelle mondiale. Il s'agit de PeaceNet, un réseau informatique basé à San-Francisco et qui compte huit mille abonnés dans une cinquantaine de pays.

Au printemps 1989 lors des événements de Pékin, les étudiants chinois à l'étranger avaient déjà utilisé ce réseau pour faire circuler des informations en déjouant la censure. Les opposants à la guerre du Golfe se servent à présent de PeaceNet pour contrer ce qu'ils considèrent comme la couverture partielle du mouvement pacifiste par la presse. Ils échangent aussi des informations sur les activités du mouvement. « En 1987,

quand j'étais étudiant à Stanford, nous devions écouter les émissions des radioamateurs pour savoir ce qui se passait sur les autres campus à propos de la guerre du Vietnam » a déclaré M. Frederick, l'un des directeurs du réseau informatique. Aujourd'hui, il suffit de consulter PeaceNet moyennant 15 dollars à l'inscription et 10 dollars par mois. - (AFP.)

quand j'étais étudiant à Stanford, nous devions écouter les émissions des radioamateurs pour savoir ce qui se passait sur les autres campus à propos de la guerre du Vietnam » a déclaré M. Frederick, l'un des directeurs du réseau informatique. Aujourd'hui, il suffit de consulter PeaceNet moyennant 15 dollars à l'inscription et 10 dollars par mois. - (AFP.)

EUROPE 1 SUR TOUS LES FRONTS

A PARIS 104.7 FM

AMIENS 104.7 FM	BEZIERS 96 FM	COURCHEVEL 104.7 FM	LE MANS 104.7 FM	MONTPELLIER 88.8 FM	PAU 104.7 FM	RENNES 104.7 FM	TOULOUSE 96.1 FM
ANGERS 104.7 FM	BIARRITZ 105.1 FM	DIJON 104.7 FM	LILLE 92 FM	MORLAIX 104.7 FM	PERPIGNAN 90.5 FM	ST-BRIEUC 104.7 FM	TOURS 104.7 FM
ARCAHON 104.7 FM	BORDEAUX 104.7 FM	GRENOBLE 104.6 FM	LIMOGES 104.7 FM	NANCY 105.5 FM	POITIERS 104.7 FM	ST-ETIENNE 104.7 FM	TROYES 104.7 FM
AUXERRE 104.4 FM	BREST 104.7 FM	GUERET 88.7 FM	LORIENT 104.7 FM	NANTES 104.7 FM	QUIMPER 104.7 FM	ST-MALO 104.7 FM	VALENCE 105.9 FM
AVIGNON 104.4 FM	CHALON S/S 106.7 FM	LA ROCHELLE 104.7 FM	LYON 104.6 FM	NEVERS 104.6 FM	REIMS 104.7 FM	ST-NAZAIRE 104.7 FM	VANNES 104.7 FM
BAYONNE 105.1 FM	CHAMBERY 97.6 FM	LAVAL 104.7 FM	MARSEILLE 104.7 FM	NIMES 104.7 FM		TOULON 104.7 FM	
BESANCON 104.9 FM	CLERMONT-FD 104.7 FM	LE HAVRE 104.7 FM	METZ 105.3 FM	ORLEANS 104.7 FM			

et G.O. 183 KHZ



LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions politiques en France

Le ministère de la justice ouvre une enquête après l'appel à la « désertion » lancé par l'écrivain Gilles Perrault

Le ministre de la justice, M. Henri Nallet, a demandé, vendredi 25 janvier, au procureur de la République du tribunal de Toulouse d'ouvrir une enquête à la suite de l'appel à la « désertion » et au « sabotage » lancé la veille par l'écrivain Gilles Perrault, lors d'une conférence de presse dans cette ville (le Monde du 26 janvier).

« De tels propos tombent sous le coup de l'article 25 de la loi du 29 juillet 1881 réprimant la provocation des militaires à la désobéissance », a souligné le ministre de la justice, en précisant que l'initiative de M. Nallet avait été prise « conformément à la décision du gouvernement ».

L'article 25 de la loi du 29 juillet 1881 prévoit une peine d'emprisonnement de un à cinq ans et une amende de 300 F à 300 000 F.

Les propos pacifistes de Gilles Perrault ont aussi suscité, vendredi après-midi 25 janvier, une vive réaction du porte-parole du gouvernement, M. Louis Le Pen, qui a jugé « particulièrement méprisables », Gilles Perrault « ne court lui-même aucun risque autre que celui de poursuites judiciaires qu'il compte mettre à profit pour assurer sa publicité personnelle », a ajouté M. Le Pen. « En revanche, s'il se trouvait des gens pour répondre à son appel, eux se trouveraient dans une situation extrêmement grave. Mais M. Perrault s'en moque car ce n'est pas lui qui supporterait les conséquences les plus lourdes », a conclu le ministre.

Le chef d'état-major des armées, le général Maurice Schmitt, a également exprimé son indignation en déclarant que l'attitude de l'écrivain « ne mérite que mépris » et en souhaitant des sanctions : « Il y a des lois ».

« M. Mazaud et le code de la nationalité... M. Pierre Mazaud, député RPR de Haute-Savoie, a estimé, vendredi 25 janvier, à Ecully (Rhône), que « les événements du Golfe ne justifient pas l'accélération de la réforme du code de la nationalité ».

« M. Pandraud et les conseillers militaires... Dans une question écrite au premier ministre, M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis, estime, à propos des généraux en activité qui participent à des émissions de radio et de télévision, que « la primauté républicaine du pouvoir civil sur le pouvoir militaire devrait amener les personnalités politiques ayant en charge la conduite de la guerre à ne pas déléguer leurs responsabilités sur les officiers généraux ».

« Les jeunes socialistes de Paris et l'Islam... La Fédération de Paris du mouvement des jeunes socialistes s'insurge « du malaise grandissant au sein de la jeunesse, notamment de la jeunesse arabe en mal d'identité », et indique que le conflit du Golfe n'est « ni une guerre de religion contre l'Islam, ni un conflit culturel entre monde occidental et monde arabe ».

« Des associations liées au monde arabe s'opposent à la guerre... Des associations issues de la communauté immigrée ou française originaires du monde arabe, parmi lesquelles l'association des Tunisiens de France et le mouvement des Beurs éviqués, exigent « l'arrêt immédiat de la guerre et du massacre, le retrait de toutes les troupes du Golfe », ainsi que « la convocation d'une conférence internationale pour le règlement des problèmes de la région et, prioritairement, de la question palestinienne ».

une justice, j'espère qu'elle sera rigoureuse. » Au nom du RPR, M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial du mouvement chrétien, a parlé de « véritable trahison. Au moment où les troupes françaises sont engagées dans le Golfe conformément aux décisions du Conseil de sécurité de l'ONU, de celles du président de la République et du Parlement, ces propos sont un coup de poignard dans le dos de nos soldats, qui doit être immédiatement dénoncé et sanctionné », a affirmé l'ancien ministre de l'Intérieur.

Un autre ancien ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, a exprimé la même exigence, le Parti républicain soulignant lui aussi que « les textes légaux permettent de sanctionner de tels propos ».

« Qui sont mes juges ? »

Nous avons reçu de M. Gilles Perrault la lettre suivante :

« Des politiciens et des chefs militaires qui, depuis des années, fournissent au dictateur Saddam Hussein les avions de combat, les chars d'assaut, les canons et les missiles qui sont aujourd'hui utilisés contre nos soldats. Ils feignent de découvrir à présent que leur client est un assassin, mais ce sont eux qui lui ont fourni l'arme du crime. »

« Qui prétend me juger ? Un Le Pen qui, non content d'entériner de fait l'annexion du Koweït, s'est fait le commis voyageur du dictateur irakien, son apologiste et son propagandiste. »

« On me menace de poursuites judiciaires. J'attends avec sérénité les procédures diligentées par le ministre de la défense nationale, membre fondateur des Amicitias franco-irakiennes. Contrairement à ce que feint de croire le général »

Pour le président du Front national « il serait dangereux pour la paix civile qu'après avoir tenté de déstabiliser le Maroc un tel individu (Gilles Perrault) puisse poursuivre en France son œuvre de subversion au profit de l'Union soviétique. » Il convient, de l'avis de M. Jean-Marie Le Pen, « que MM. Mitterrand et Rocard prennent leurs responsabilités et mettent hors d'état de nuire leur ami Perrault ».

Le PCF se démarque

Cette polémique divise, en outre, le mouvement pacifiste. Porte-parole de l'appel des 75, l'avocat Denis Langlois a précisé à l'AFP que Gilles Perrault était « la seule personne qui se soit retirée des 75 » et souligné que l'écrivain « s'est exprimé en son nom personnel ». « Sa prise de position lui appartient », a-t-il dit. Ce n'est pas à partir de celle-ci que les soixante-quinze travaillent. Que Gilles Perrault soit opposé à la guerre me réjouit. Ses déclarations le regardent. Je ne ferai aucun commentaire », a conclu M. Langlois en appelant à une « démarche unitaire contre la guerre ».

Dénouant les « tentatives de division » du mouvement pacifiste,

« Qui sont mes juges ? »

Schmitt, chef d'état-major des armées, n'appelle pas à désertion les hommes qui sont sur le terrain. Le voudraient-ils que les pauvres diables pourraient difficilement le faire ! En revanche, je répète que la jeunesse française n'a pas à se laisser happer par cette guerre au prétexte qu'elle serait la guerre de la France. Elle ne l'est pas. Elle ne peut pas l'être. De même, n'ai-je jamais exhorté les militaires à saboter leur matériel. Mais j'en appelle à la tradition du mouvement ouvrier français de lutte contre les guerres coloniales et impérialistes. Ce mouvement ouvrier ne peut pas contribuer à attiser une guerre irresponsable, donc criminelle. Elle enfonce le peuple palestinien dans son calvaire. Indéfectiblement elle dressera contre ses fauteurs l'assentiment des peuples arabes. Victorieux ou non, sanglante assurément, elle laissera le monde et la France dans une situation encore plus inextricable. »

« M. Mazaud et le code de la nationalité... M. Pierre Mazaud, député RPR de Haute-Savoie, a estimé, vendredi 25 janvier, à Ecully (Rhône), que « les événements du Golfe ne justifient pas l'accélération de la réforme du code de la nationalité ».

« M. Pandraud et les conseillers militaires... Dans une question écrite au premier ministre, M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis, estime, à propos des généraux en activité qui participent à des émissions de radio et de télévision, que « la primauté républicaine du pouvoir civil sur le pouvoir militaire devrait amener les personnalités politiques ayant en charge la conduite de la guerre à ne pas déléguer leurs responsabilités sur les officiers généraux ».

« Les jeunes socialistes de Paris et l'Islam... La Fédération de Paris du mouvement des jeunes socialistes s'insurge « du malaise grandissant au sein de la jeunesse, notamment de la jeunesse arabe en mal d'identité », et indique que le conflit du Golfe n'est « ni une guerre de religion contre l'Islam, ni un conflit culturel entre monde occidental et monde arabe ».

« Des associations liées au monde arabe s'opposent à la guerre... Des associations issues de la communauté immigrée ou française originaires du monde arabe, parmi lesquelles l'association des Tunisiens de France et le mouvement des Beurs éviqués, exigent « l'arrêt immédiat de la guerre et du massacre, le retrait de toutes les troupes du Golfe », ainsi que « la convocation d'une conférence internationale pour le règlement des problèmes de la région et, prioritairement, de la question palestinienne ».

« M. Mazaud et le code de la nationalité... M. Pierre Mazaud, député RPR de Haute-Savoie, a estimé, vendredi 25 janvier, à Ecully (Rhône), que « les événements du Golfe ne justifient pas l'accélération de la réforme du code de la nationalité ».

« M. Pandraud et les conseillers militaires... Dans une question écrite au premier ministre, M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis, estime, à propos des généraux en activité qui participent à des émissions de radio et de télévision, que « la primauté républicaine du pouvoir civil sur le pouvoir militaire devrait amener les personnalités politiques ayant en charge la conduite de la guerre à ne pas déléguer leurs responsabilités sur les officiers généraux ».

« Les jeunes socialistes de Paris et l'Islam... La Fédération de Paris du mouvement des jeunes socialistes s'insurge « du malaise grandissant au sein de la jeunesse, notamment de la jeunesse arabe en mal d'identité », et indique que le conflit du Golfe n'est « ni une guerre de religion contre l'Islam, ni un conflit culturel entre monde occidental et monde arabe ».

« Des associations liées au monde arabe s'opposent à la guerre... Des associations issues de la communauté immigrée ou française originaires du monde arabe, parmi lesquelles l'association des Tunisiens de France et le mouvement des Beurs éviqués, exigent « l'arrêt immédiat de la guerre et du massacre, le retrait de toutes les troupes du Golfe », ainsi que « la convocation d'une conférence internationale pour le règlement des problèmes de la région et, prioritairement, de la question palestinienne ».

« M. Mazaud et le code de la nationalité... M. Pierre Mazaud, député RPR de Haute-Savoie, a estimé, vendredi 25 janvier, à Ecully (Rhône), que « les événements du Golfe ne justifient pas l'accélération de la réforme du code de la nationalité ».

« M. Pandraud et les conseillers militaires... Dans une question écrite au premier ministre, M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis, estime, à propos des généraux en activité qui participent à des émissions de radio et de télévision, que « la primauté républicaine du pouvoir civil sur le pouvoir militaire devrait amener les personnalités politiques ayant en charge la conduite de la guerre à ne pas déléguer leurs responsabilités sur les officiers généraux ».

« Les jeunes socialistes de Paris et l'Islam... La Fédération de Paris du mouvement des jeunes socialistes s'insurge « du malaise grandissant au sein de la jeunesse, notamment de la jeunesse arabe en mal d'identité », et indique que le conflit du Golfe n'est « ni une guerre de religion contre l'Islam, ni un conflit culturel entre monde occidental et monde arabe ».

Pour le président du Front national « il serait dangereux pour la paix civile qu'après avoir tenté de déstabiliser le Maroc un tel individu (Gilles Perrault) puisse poursuivre en France son œuvre de subversion au profit de l'Union soviétique. » Il convient, de l'avis de M. Jean-Marie Le Pen, « que MM. Mitterrand et Rocard prennent leurs responsabilités et mettent hors d'état de nuire leur ami Perrault ».

Le PCF se démarque

Cette polémique divise, en outre, le mouvement pacifiste. Porte-parole de l'appel des 75, l'avocat Denis Langlois a précisé à l'AFP que Gilles Perrault était « la seule personne qui se soit retirée des 75 » et souligné que l'écrivain « s'est exprimé en son nom personnel ». « Sa prise de position lui appartient », a-t-il dit. Ce n'est pas à partir de celle-ci que les soixante-quinze travaillent. Que Gilles Perrault soit opposé à la guerre me réjouit. Ses déclarations le regardent. Je ne ferai aucun commentaire », a conclu M. Langlois en appelant à une « démarche unitaire contre la guerre ».

Dénouant les « tentatives de division » du mouvement pacifiste,

« Qui sont mes juges ? »

Schmitt, chef d'état-major des armées, n'appelle pas à désertion les hommes qui sont sur le terrain. Le voudraient-ils que les pauvres diables pourraient difficilement le faire ! En revanche, je répète que la jeunesse française n'a pas à se laisser happer par cette guerre au prétexte qu'elle serait la guerre de la France. Elle ne l'est pas. Elle ne peut pas l'être. De même, n'ai-je jamais exhorté les militaires à saboter leur matériel. Mais j'en appelle à la tradition du mouvement ouvrier français de lutte contre les guerres coloniales et impérialistes. Ce mouvement ouvrier ne peut pas contribuer à attiser une guerre irresponsable, donc criminelle. Elle enfonce le peuple palestinien dans son calvaire. Indéfectiblement elle dressera contre ses fauteurs l'assentiment des peuples arabes. Victorieux ou non, sanglante assurément, elle laissera le monde et la France dans une situation encore plus inextricable. »

« M. Mazaud et le code de la nationalité... M. Pierre Mazaud, député RPR de Haute-Savoie, a estimé, vendredi 25 janvier, à Ecully (Rhône), que « les événements du Golfe ne justifient pas l'accélération de la réforme du code de la nationalité ».

« M. Pandraud et les conseillers militaires... Dans une question écrite au premier ministre, M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis, estime, à propos des généraux en activité qui participent à des émissions de radio et de télévision, que « la primauté républicaine du pouvoir civil sur le pouvoir militaire devrait amener les personnalités politiques ayant en charge la conduite de la guerre à ne pas déléguer leurs responsabilités sur les officiers généraux ».

« Les jeunes socialistes de Paris et l'Islam... La Fédération de Paris du mouvement des jeunes socialistes s'insurge « du malaise grandissant au sein de la jeunesse, notamment de la jeunesse arabe en mal d'identité », et indique que le conflit du Golfe n'est « ni une guerre de religion contre l'Islam, ni un conflit culturel entre monde occidental et monde arabe ».

« Des associations liées au monde arabe s'opposent à la guerre... Des associations issues de la communauté immigrée ou française originaires du monde arabe, parmi lesquelles l'association des Tunisiens de France et le mouvement des Beurs éviqués, exigent « l'arrêt immédiat de la guerre et du massacre, le retrait de toutes les troupes du Golfe », ainsi que « la convocation d'une conférence internationale pour le règlement des problèmes de la région et, prioritairement, de la question palestinienne ».

« M. Mazaud et le code de la nationalité... M. Pierre Mazaud, député RPR de Haute-Savoie, a estimé, vendredi 25 janvier, à Ecully (Rhône), que « les événements du Golfe ne justifient pas l'accélération de la réforme du code de la nationalité ».

« M. Pandraud et les conseillers militaires... Dans une question écrite au premier ministre, M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis, estime, à propos des généraux en activité qui participent à des émissions de radio et de télévision, que « la primauté républicaine du pouvoir civil sur le pouvoir militaire devrait amener les personnalités politiques ayant en charge la conduite de la guerre à ne pas déléguer leurs responsabilités sur les officiers généraux ».

« Les jeunes socialistes de Paris et l'Islam... La Fédération de Paris du mouvement des jeunes socialistes s'insurge « du malaise grandissant au sein de la jeunesse, notamment de la jeunesse arabe en mal d'identité », et indique que le conflit du Golfe n'est « ni une guerre de religion contre l'Islam, ni un conflit culturel entre monde occidental et monde arabe ».

« Des associations liées au monde arabe s'opposent à la guerre... Des associations issues de la communauté immigrée ou française originaires du monde arabe, parmi lesquelles l'association des Tunisiens de France et le mouvement des Beurs éviqués, exigent « l'arrêt immédiat de la guerre et du massacre, le retrait de toutes les troupes du Golfe », ainsi que « la convocation d'une conférence internationale pour le règlement des problèmes de la région et, prioritairement, de la question palestinienne ».

« M. Mazaud et le code de la nationalité... M. Pierre Mazaud, député RPR de Haute-Savoie, a estimé, vendredi 25 janvier, à Ecully (Rhône), que « les événements du Golfe ne justifient pas l'accélération de la réforme du code de la nationalité ».

« M. Pandraud et les conseillers militaires... Dans une question écrite au premier ministre, M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis, estime, à propos des généraux en activité qui participent à des émissions de radio et de télévision, que « la primauté républicaine du pouvoir civil sur le pouvoir militaire devrait amener les personnalités politiques ayant en charge la conduite de la guerre à ne pas déléguer leurs responsabilités sur les officiers généraux ».

« Les jeunes socialistes de Paris et l'Islam... La Fédération de Paris du mouvement des jeunes socialistes s'insurge « du malaise grandissant au sein de la jeunesse, notamment de la jeunesse arabe en mal d'identité », et indique que le conflit du Golfe n'est « ni une guerre de religion contre l'Islam, ni un conflit culturel entre monde occidental et monde arabe ».

Pour le président du Front national « il serait dangereux pour la paix civile qu'après avoir tenté de déstabiliser le Maroc un tel individu (Gilles Perrault) puisse poursuivre en France son œuvre de subversion au profit de l'Union soviétique. » Il convient, de l'avis de M. Jean-Marie Le Pen, « que MM. Mitterrand et Rocard prennent leurs responsabilités et mettent hors d'état de nuire leur ami Perrault ».

Le PCF se démarque

Cette polémique divise, en outre, le mouvement pacifiste. Porte-parole de l'appel des 75, l'avocat Denis Langlois a précisé à l'AFP que Gilles Perrault était « la seule personne qui se soit retirée des 75 » et souligné que l'écrivain « s'est exprimé en son nom personnel ». « Sa prise de position lui appartient », a-t-il dit. Ce n'est pas à partir de celle-ci que les soixante-quinze travaillent. Que Gilles Perrault soit opposé à la guerre me réjouit. Ses déclarations le regardent. Je ne ferai aucun commentaire », a conclu M. Langlois en appelant à une « démarche unitaire contre la guerre ».

Dénouant les « tentatives de division » du mouvement pacifiste,

« Qui sont mes juges ? »

Schmitt, chef d'état-major des armées, n'appelle pas à désertion les hommes qui sont sur le terrain. Le voudraient-ils que les pauvres diables pourraient difficilement le faire ! En revanche, je répète que la jeunesse française n'a pas à se laisser happer par cette guerre au prétexte qu'elle serait la guerre de la France. Elle ne l'est pas. Elle ne peut pas l'être. De même, n'ai-je jamais exhorté les militaires à saboter leur matériel. Mais j'en appelle à la tradition du mouvement ouvrier français de lutte contre les guerres coloniales et impérialistes. Ce mouvement ouvrier ne peut pas contribuer à attiser une guerre irresponsable, donc criminelle. Elle enfonce le peuple palestinien dans son calvaire. Indéfectiblement elle dressera contre ses fauteurs l'assentiment des peuples arabes. Victorieux ou non, sanglante assurément, elle laissera le monde et la France dans une situation encore plus inextricable. »

« M. Mazaud et le code de la nationalité... M. Pierre Mazaud, député RPR de Haute-Savoie, a estimé, vendredi 25 janvier, à Ecully (Rhône), que « les événements du Golfe ne justifient pas l'accélération de la réforme du code de la nationalité ».

« M. Pandraud et les conseillers militaires... Dans une question écrite au premier ministre, M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis, estime, à propos des généraux en activité qui participent à des émissions de radio et de télévision, que « la primauté républicaine du pouvoir civil sur le pouvoir militaire devrait amener les personnalités politiques ayant en charge la conduite de la guerre à ne pas déléguer leurs responsabilités sur les officiers généraux ».

« Les jeunes socialistes de Paris et l'Islam... La Fédération de Paris du mouvement des jeunes socialistes s'insurge « du malaise grandissant au sein de la jeunesse, notamment de la jeunesse arabe en mal d'identité », et indique que le conflit du Golfe n'est « ni une guerre de religion contre l'Islam, ni un conflit culturel entre monde occidental et monde arabe ».

« Des associations liées au monde arabe s'opposent à la guerre... Des associations issues de la communauté immigrée ou française originaires du monde arabe, parmi lesquelles l'association des Tunisiens de France et le mouvement des Beurs éviqués, exigent « l'arrêt immédiat de la guerre et du massacre, le retrait de toutes les troupes du Golfe », ainsi que « la convocation d'une conférence internationale pour le règlement des problèmes de la région et, prioritairement, de la question palestinienne ».

« M. Mazaud et le code de la nationalité... M. Pierre Mazaud, député RPR de Haute-Savoie, a estimé, vendredi 25 janvier, à Ecully (Rhône), que « les événements du Golfe ne justifient pas l'accélération de la réforme du code de la nationalité ».

« M. Pandraud et les conseillers militaires... Dans une question écrite au premier ministre, M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis, estime, à propos des généraux en activité qui participent à des émissions de radio et de télévision, que « la primauté républicaine du pouvoir civil sur le pouvoir militaire devrait amener les personnalités politiques ayant en charge la conduite de la guerre à ne pas déléguer leurs responsabilités sur les officiers généraux ».

« Les jeunes socialistes de Paris et l'Islam... La Fédération de Paris du mouvement des jeunes socialistes s'insurge « du malaise grandissant au sein de la jeunesse, notamment de la jeunesse arabe en mal d'identité », et indique que le conflit du Golfe n'est « ni une guerre de religion contre l'Islam, ni un conflit culturel entre monde occidental et monde arabe ».

« Des associations liées au monde arabe s'opposent à la guerre... Des associations issues de la communauté immigrée ou française originaires du monde arabe, parmi lesquelles l'association des Tunisiens de France et le mouvement des Beurs éviqués, exigent « l'arrêt immédiat de la guerre et du massacre, le retrait de toutes les troupes du Golfe », ainsi que « la convocation d'une conférence internationale pour le règlement des problèmes de la région et, prioritairement, de la question palestinienne ».

« M. Mazaud et le code de la nationalité... M. Pierre Mazaud, député RPR de Haute-Savoie, a estimé, vendredi 25 janvier, à Ecully (Rhône), que « les événements du Golfe ne justifient pas l'accélération de la réforme du code de la nationalité ».

« M. Pandraud et les conseillers militaires... Dans une question écrite au premier ministre, M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis, estime, à propos des généraux en activité qui participent à des émissions de radio et de télévision, que « la primauté républicaine du pouvoir civil sur le pouvoir militaire devrait amener les personnalités politiques ayant en charge la conduite de la guerre à ne pas déléguer leurs responsabilités sur les officiers généraux ».

« Les jeunes socialistes de Paris et l'Islam... La Fédération de Paris du mouvement des jeunes socialistes s'insurge « du malaise grandissant au sein de la jeunesse, notamment de la jeunesse arabe en mal d'identité », et indique que le conflit du Golfe n'est « ni une guerre de religion contre l'Islam, ni un conflit culturel entre monde occidental et monde arabe ».

La tentation de la facilité

par Alain Rollat

La guerre a ses raisons que la raison ne connaît pas. Elle permet aux gouvernants, fussent-ils les plus démocrates, d'invoquer le salut public pour s'affranchir des règles auxquelles ils se réfèrent en temps de paix. Le concert de protestations provoqué par l'appel incohérent à la « désertion » et au « sabotage » de la machine de guerre française » de Gilles Perrault, soudain promu au rang de traître national numéro un, tout comme les recommandations du premier ministre au président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, procèdent de cette même tentation dangereuse bien connue des polémologues.

Il en résulte inévitablement des polémiques intérieures dont l'explosion immédiate apparaît tout aussi inévitablement disproportionnée par rapport aux faits qui les suscitent.

La profession de foi personnelle de l'auteur du *Pull-over rouge* et de *Notre ami le Roi* ne fait que s'inscrire dans la tradition très française du pacifisme militant, bien qu'elle vise à côté de la cible puisque les soldats du contingent ne sont pas engagés dans le Golfe. Il n'est pas besoin de remonter aux guerres pharaoniques de Babylone pour la situer dans cette continuité qui a toujours vu les intellectuels antimitaristes désemparés la guerre et s'insurger contre les consignes nationales. Depuis la « déclaration de 14-18 », les écrits d'André France et les œuvres de Jacques Prévert parodièrent les théories belléquistes sont devenues des références classiques (1).

Pourtant, voilà qu'une fois de plus les gouvernants et tous ceux qui les soutiennent dans la guerre, en accord avec la majorité des Français, s'élèvent par les sondages, réagissant de telle sorte qu'ils risquent d'amplifier eux-mêmes les effets qu'ils redoutent.

L'épisode de 1960

Le dernier épisode comparable remonte à la fin de la guerre d'Algérie. En septembre 1960, un groupe d'écrivains et d'artistes, signataires d'une déclaration dite des « 121 », avait fait scandale en revendiquant « le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie ».

Le gouvernement avait aussitôt engagé des poursuites contre les signataires, les parades de la guerre avaient rédigé leur propre manifeste, dénonçant l'existence d'une « cinquième colonne », et finalement le tumulte avait atteint un tel degré qu'il avait aggravé les difficultés de l'exercice du pouvoir en aboutissant surtout à manifester l'existence d'un trouble profond à travers tout le pays. Serait-ce bien opportun aujourd'hui ? Ne serait-ce pas pour le moins paradoxal que la première conséquence intérieure d'une guerre acceptée par la France au nom d'une conception extensive de la défense du droit international prenne la forme de mesures restrictives dans le champ d'expression des droits individuels ?

La lettre de M. Rocard démentant au président du CSA, M. Jacques Bourlet, d'entreprendre auprès des chaînes de télévision « les démarches appropriées » pour empêcher la diffusion de certaines images — notamment sur les prisonniers détenus par l'Irak — de nature à « traumatiser » certaines personnes et à contrarier le « souci de cohésion nationale » participe, comme le procès fait à Gilles Perrault, du même réflexe : il s'agit, compte tenu des circonstances exceptionnelles, de « mobiliser » la vie publique au nom des intérêts supérieurs du pays.

Cette tentation constitue une autre des constantes du comportement des gouvernements en temps de conflit, celle que le fondateur de la polémologie moderne, le professeur Gaston Bouthoul, appelle « la solution de facilité » pour résumer les accommodements auxquels l'homme d'Etat se livre volontiers à l'intérieur de son pays lorsqu'il est engagé dans une guerre extérieure.

(1) On se réfère, en particulier, à *The des Pingouins*, d'André France, et à la *Bataille de Fontenoy*, la pièce de Jacques Prévert.

L'armée et la nation des unités mixtes

« L'armée et la nation des unités mixtes » est un livre de Gilles Perrault, paru chez Grasset. L'auteur y expose ses idées sur la guerre et la paix, et sur le rôle de l'armée dans la société. Le livre est divisé en deux parties : la première traite de la guerre et de la paix, la seconde de l'armée et de la nation. Gilles Perrault est un écrivain engagé, et son livre est une œuvre de réflexion et de critique.

Lectures letton et étrangères de la politique contre

« Lectures letton et étrangères de la politique contre » est un livre de Gilles Perrault, paru chez Grasset. L'auteur y expose ses idées sur la guerre et la paix, et sur le rôle de l'armée dans la société. Le livre est divisé en deux parties : la première traite de la guerre et de la paix, la seconde de l'armée et de la nation. Gilles Perrault est un écrivain engagé, et son livre est une œuvre de réflexion et de critique.

AFRIQUE Une vingtaine de pays restent en

« AFRIQUE Une vingtaine de pays restent en » est un livre de Gilles Perrault, paru chez Grasset. L'auteur y expose ses idées sur la guerre et la paix, et sur le rôle de l'armée dans la société. Le livre est divisé en deux parties : la première traite de la guerre et de la paix, la seconde de l'armée et de la nation. Gilles Perrault est un écrivain engagé, et son livre est une œuvre de réflexion et de critique.

L'ASTRADUL
Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

EUROPE

URSS : pour assurer le maintien de l'ordre

L'armée et la milice vont former des unités mixtes dans les grandes villes

Un nouveau pas a été franchi en URSS dans la politique de durcissement et de reprise en mains, avec l'annonce, vendredi 25 janvier, de la création de patrouilles conjointes de l'armée et de la milice dans les grandes villes à partir du 1^{er} février.

En vertu d'un ordre signé par le ministre de l'Intérieur, M. Boris Pougov, et par son collègue de la Défense, le maréchal Dmitri Iazov, ces patrouilles mixtes - armées et équipées de blindés - seront déployées à Moscou et dans les principales villes du pays en cas de manifestations ou durant certains

week-ends, a annoncé l'agence non officielle Interfax.

C'est la première fois depuis le début de la perestroïka, en 1985, que l'armée soviétique se trouve aussi associée de façon permanente à des opérations de maintien de l'ordre. Cela s'apparente à l'état d'urgence et il est possible que des instructions secrètes accompagnent cet ordre, a estimé un député du Parlement de Russie, l'officier Sergueï Iouchchenkov, cité par Interfax. L'ordre des ministres insiste sur la nécessité de constituer des patrouilles et de tenir prêt dans chaque garnison militaire, une compagnie ou un bataillon avec ses armes et ses munitions.

Toutes les grandes villes sont

concernées par ce dispositif : les capitales de république ou de région, mais aussi les grandes villes industrielles. Il sera fait appel à ces unités « en cas de manifestations, d'événements politiques importants ou les week-ends et les jours de fête si nécessaire », ajoute Interfax.

L'armée n'était employée jusqu'à présent que ponctuellement pour des opérations de maintien de l'ordre, dans le Caucase ou en Asie centrale, des régions où se produisent des troubles interethniques. Elle n'est notamment jamais intervenue dans les rues de Moscou, cette tâche étant jusqu'ici de la seule compétence de la milice (police) et des troupes du ministère de l'Intérieur (régiments constitués

sur le modèle militaire et équipés de blindés).

L'armée est intervenue directement ces dernières semaines dans les Républiques baltes, participant notamment, en collaboration avec les troupes de l'Intérieur, à l'attaque des installations de la Télévision lituanienne du 13 janvier, qui a fait quatorze morts.

Ce changement de politique, justifié officiellement par la chasse aux milliers de réfractaires au service militaire, constitue un tournant important dans l'attitude de l'armée devant les événements intérieurs qui ont eu lieu en Union soviétique. - (AFP)

YUGOSLAVIE

Un compromis se dessine entre les autorités fédérales et la Croatie

La présidence yougoslave et les dirigeants de la Croatie ont annoncé, samedi matin 26 janvier, être convenus d'un moyen d'éviter un affrontement entre la République fédérale et l'armée fédérale. Les dirigeants de Zagreb ont accepté, lors d'une réunion de crise tenue au cours de la nuit, de démobiler le même jour les réservistes de la milice locale (police armée). L'armée a accepté, de son côté, de lever en même temps les mesures qui plaçaient ses soldats en état de préparation au combat.

Un affrontement direct risquait d'opposer l'armée aux miliciens croates, le gouvernement de centre-droit de la Croatie ayant négligé l'ordre que lui avaient donné le pouvoir fédéral et les chefs militaires de démanteler les unités armées gardant les bâtiments stratégiques et les ponts de Zagreb depuis le week-end dernier.

Vendredi soir, l'armée yougoslave, dans un film présenté à la télévision de Belgrade avait accusé les autorités nationalistes de Croatie de préparer un « soulèvement armé » et d'avoir déjà dressé des listes de militaires à abattre. Avant la diffusion de ce documentaire, le ministre fédéral de la Défense avait annoncé que « plusieurs personnes » soupçonnées de préparer des actes terroristes et des attaques contre des militaires avaient été arrêtées en Croatie. Ces personnes seraient parties des « unités paramilitaires illégales » dont les autorités fédérales avaient exigé, sans succès, le démantèlement (le Monde du 26 janvier).

On s'interroge à Belgrade sur l'authenticité des documents présentés dans ce film, manifestement monté par les services spéciaux de l'armée, qui met également en cause les États-Unis, soupçonnés d'avoir proposé à la Croatie une aide militaire gratuite, et la Hongrie, accusée d'avoir « vendu illégalement » à la Croatie plusieurs milliers de kalachnikov. « Une armée terroriste a été formée en Croatie », a estimé le commentateur militaire anonyme, en accusant le président de la République de Croatie, M. Franjo Tudjman, d'avoir couvert ces opérations.

L'ambassadeur des États-Unis à Belgrade, M. Warren Zimmerman, de même qu'un porte-parole de l'ambassade de Hongrie ont démenti ces informations.

M. Tudjman se trouvait vendredi soir à Belgrade, où il a rencontré son homologue serbe, M. Stobodan Milosevic, pour discuter des relations entre la Croatie et la Serbie et de l'avenir de la Fédération. Au cours d'une session d'urgence du Parlement croate le matin même, M. Tudjman avait averti que la Croatie ferait sécession en cas d'intervention de l'armée yougoslave. « C'est une situation où l'armée populaire yougoslave tente d'opérer une sorte de putsch militaire », a déclaré M. Tudjman.

Le gouvernement britannique a fait savoir aux autorités yougoslaves qu'il « déplorait tout usage de la force contre les gouvernements démocratiquement élus de Croatie et de Serbie ». A Washington, le porte-parole du département d'État, Mme Margaret Tutwiler, a fait savoir à Belgrade que les États-Unis prenaient « le danger de violence » très au sérieux. - (AFP, Reuters)

POLOGNE

L'interdiction de l'avortement sera soumise à une « consultation sociale »

Les députés polonais ont décidé, vendredi 25 janvier, de soumettre le projet de loi proposant d'interdire l'avortement à une « consultation sociale ». Ils ont refusé de se prononcer sur ce texte déjà adopté par le Sénat et prévoyant jusqu'à deux ans de prison pour les médecins pratiquant des interruptions de grossesse (le Monde du 26 janvier). Cette consultation aura lieu du 15 février au 31 mars dans tout le pays. Une tentative d'adopter immédiatement la proposition controversée des sénateurs a également été repoussée par les députés,

qui ont décidé de mettre sur pied une commission ad hoc, alors que, pour la deuxième journée consécutive, partisans et adversaires de l'avortement ont défilé sous les fenêtres de la Diète.

L'Eglise catholique a mis tout son poids pour faire interdire l'avortement, une mesure présentée comme « un don de la Pologne à l'Europe », selon l'expression du cardinal-primat Józef Glemp. Le pape Jean Paul II est lui-même intervenu pour demander que la loi de 1956, très libérale, soit abrogée. - (AFP)

La conférence de Vienne sur les migrations en Europe

Entre 1,5 et 2 millions de Soviétiques sont susceptibles de quitter leur pays

VIENNE

de notre envoyé spécial

L'URSS estime le nombre de Soviétiques susceptibles de quitter le pays pour l'Occident entre 1,5 et 2 millions de personnes, a indiqué vendredi 25 janvier M. Vladimir Tchitcherbakov, chef de la délégation soviétique à la conférence internationale sur les migrations d'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest, organisée à Vienne par le Conseil de l'Europe (le Monde du 26 janvier).

M. Tchitcherbakov, président du comité d'État pour le travail et les questions sociales, a assuré devant la presse qu'il n'y aura toutefois pas de vague humaine déferlant sur l'Europe en provenance d'URSS. S'adressant auparavant aux ministres représentant les trente-quatre pays présents à la conférence, il a proposé d'« encourager les gouvernements à faciliter l'immigration de personnes qui ne sont pas des migrants, mais, ce qui [nous] importe bien plus, assurer un haut niveau de protection sociale aux ressortissants soviétiques travaillant à l'étranger ». M. Tchitcherbakov a indiqué que Moscou était « en train de négocier des accords d'immigration » avec la RFA, la Finlande, la Suède et la Belgique. Avant de lancer un plaidoyer en faveur d'une aide à l'URSS, le délégué soviétique a accusé les pays occidentaux de vouloir limiter la libre circulation des citoyens soviétiques. « Nous insistons sur la sortie du pays, et en particulier, nous insistons sur l'autorisation, certains ministres de l'Intérieur ici présents proposent de nous

interdire l'entrée dans leurs pays, a-t-il affirmé. (...) Ces mesures discriminatoires portent atteinte aux droits des citoyens soviétiques à la libre circulation en Europe ; ce qui contredit, à notre avis, non seulement la lettre mais aussi l'esprit des accords d'Helsinki et de la Charte européenne ».

La conférence a clos ses travaux par l'adoption d'une résolution recommandant aux États de coopérer notamment en matière de formation, d'harmonisation des politiques d'asile, d'échange d'informations et de lutte contre le travail clandestin. Et afin que cette résolution ne reste pas lettre morte, les ministres ont convenus de prolonger, au niveau de leurs experts, cette première concentration à l'échelle du continent. Une réunion entre hauts fonctionnaires doit avoir lieu le 15 février.

M.-P. S.

M. Tchourkine n'exclut pas un retour à la « guerre froide ». - « Un retour à la guerre froide est possible », a estimé vendredi 25 janvier à Moscou, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vitali Tchourkine. Répondant à quelques journalistes à l'issue d'un point de presse, M. Tchourkine, précisant qu'il s'agissait d'un avis personnel a expliqué : « Une réaction hâtive à des événements qui ont pu se produire ou qui peuvent encore se produire en URSS peut mettre en danger les résultats que nous avons eu tant de mal à obtenir depuis cinq ans ». - (AFP)

En visite à Paris

Les ministres letton et lituanien des affaires étrangères demandent des sanctions politiques contre Moscou

Alors que des dizaines de milliers de personnes participaient, vendredi 25 janvier à Riga, aux obsèques des victimes de la fusillade du dimanche 20 janvier, qui a fait quatre morts, les ministres letton et lituanien des affaires étrangères, MM. Janis Jurjans et Algirdas Saudargas, ont plaidé la cause balte à Paris auprès des dirigeants français. Ils ont déclaré que si les militaires soviétiques étouffaient le processus démocratique dans les Républiques baltes, ils ne tarderaient pas à faire de même en Europe de l'Est.

Reçus par le premier ministre, M. Michel Rocard, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et les présidents des deux chambres, MM. Laurent Fabius et Alain Pöcher, les deux ministres se sont déclarés satisfaits de la « véritable compréhension » qu'ils ont rencontrée auprès d'eux, comme d'ailleurs dans d'autres pays occidentaux où ils s'étaient rendus auparavant. M. Rocard leur a indiqué que le gouvernement français était prêt à faciliter, « y compris financièrement », l'ouverture d'un bureau d'information et de représentation des pays baltes à Paris.

Les deux ministres ont insisté au cours d'une conférence de presse sur la gravité de la crise qui, selon eux, ne le cède en rien à celle du Golfe, estimant au passage que les Soviétiques avaient fait « un faux calcul » en pensant que la seconde

occulterait la première. M. Jurjans n'est pas moins exprimé sa conviction que l'on allait entrer en URSS dans « une phase de dictature, militaire ou autre ». Il a affirmé que M. Mikhaïl Gorbatchev n'avait « pas le contrôle de la situation » et déploré qu'il soit « trop faible même pour condamner les morts survenues à Vilnius et Riga, parce que cela l'obligerait à condamner ceux qui les ont provoqués ». M. Saudargas a constaté « un changement dans le raisonnement des pays occidentaux, qui jusqu'à présent n'avaient vu en Gorbatchev, et dans le processus en cours en URSS, que ce qu'ils voulaient bien y voir ».

Ils ont d'autre part « attiré l'attention » des dirigeants français sur le fait que les responsables soviétiques « qui ont mené l'action » répressive dans les pays baltes ne se souciaient pas d'économie et ne craignaient pas les sanctions économiques des Occidentaux. « Peut-être est-il nécessaire, a précisé M. Saudargas, de passer à des sanctions politiques, de faire des démarches diplomatiques avec les pays baltes. Il faudrait aussi que les Occidentaux adoptent une position plus ferme sur la sécurité en Europe et que le problème balte soit passé devant le Conseil de sécurité ». - (AFP)

AFRIQUE

SOMALIE

Les rebelles rejettent une offre de démission du président Syaad Barré

« Si un cessez-le-feu intervient, je quitte mon poste », a annoncé, vendredi 25 janvier, sur les ondes de la radio nationale, le président Mohamed Syaad Barré. Ce geste sans précédent de la part du vieux dirigeant, au pouvoir depuis 1969, a été aussitôt rejeté, à Londres, par les représentants des rebelles de l'Union de la Somalie unifiée (USC), qui ont qualifié l'offre présidentielle de « tactique de trahison ».

La proposition du chef de l'Etat survient alors qu'un nouveau gouvernement vient d'être mis en place, dirigé par un ancien opposant, M. Omar Arteh Galeb, et que Mogadiscio est dévastée par les combats que se livrent l'USC et les forces régulières depuis le 30 décembre dernier. Plus des deux tiers des habitants ont fui la capitale. Ceux qui restent n'ont plus ni eau ni nourriture.

En l'espace de quatre semaines, près de 100 000 civils somaliens se sont réfugiés en Ethiopie, tandis que quelque 10 000 autres arrivent au Kenya. Selon des pêcheurs kényans, une centaine d'habitants de Mogadiscio, tentant de s'enfuir par la mer, ont péri noyés. - (AFP, Reuters, UPI)

DJIBOUTI

Une vingtaine de présumés putschistes restent en prison

La « tentative de complot » ayant visé, selon le ministère de l'Intérieur, à renverser le régime du président Gouled début janvier s'est soldée par une vague importante d'arrestations, touchant essentiellement les membres de la communauté des Afars dont une vingtaine restent en prison sous l'inculpation d'« association de malfaiteurs », d'« atteinte à la sûreté de l'Etat », d'« assassinat » ou de « tentative d'assassinat ». Dernière arrestation en date : celle, mercredi 23 janvier, d'un des assesseurs du tribunal de la caserne de Tadjoura (Nord). Au cours de cette attaque, survenue dans la nuit du 8 au 9 janvier, un soldat avait été tué et deux autres blessés.

Plusieurs autres incidents - embuscade près de la localité de Dittion, manifestation dans le quartier sûr de Djibouti-ville - ont secoué la minuscule république et ravivé les frustrations ethniques. Située au débouché de la mer Rouge, Djibouti, qui subit indirectement les ravages de la guerre du Golfe, se serait bien passée de ces querelles de famille.

Les Afars, écartés du pouvoir après l'indépendance en 1977, représentent de 40 à 45 % des quelque 450 000 habitants de Djibouti. Certains opposants, dénonçant la « répression aveugle » dont la communauté afar serait victime, n'hésitent pas à brandir le spectre d'une prochaine « guerre civile ». Selon eux, la thèse du « putsch manqué », défendue dans les cercles gouvernementaux, ne serait qu'un « prétexte » pour justifier les coups de filet policiers.

La saisie d'un stock de 700 kilos d'armes, mercredi 16 janvier, dans le district de Tadjoura - aussitôt annoncée par le quotidien gouvernemental la Nation - semble pourtant accréditer la version des autorités. « Si complot il y a eu, ce qui reste à prouver, je suis persuadé qu'aucun Afar n'est impliqué », s'insurge M. Mohamed Kadamy, chercheur djiboutien d'origine afar, résident en France. « Or, alors, ce ne seraient que des gens isolés », ajoute-t-il prudemment.

D'après les témoignages recueillis par M. Kadamy, trois des inculpés, actuellement détenus à Djibouti, auraient été « torturés par l'armée ». L'officier Mohamed Ahmed « Diny », Amnesty International, qui s'est officiellement inquiété des conditions de détention des prisonniers, n'était pas en mesure, samedi, de confirmer ou démentir ces déclarations - dont elle n'a pas été informée.

En revanche, l'organisation humanitaire a reçu l'assurance du ministère de l'Intérieur que les droits des présumés sont respectés, ces derniers bénéficiant notamment d'un droit de visite de leurs familles et de leurs avocats. Parmi les principaux inculpés figurent MM. Ali Araf Bourhan (ancien président du conseil du gouvernement à la veille de l'indépendance), Araf Mohamed Araf (neveu du président) et Mohamed Daoud, directeur des finances.

C. S.

AMÉRIQUES

COLOMBIE

Une opération contre les « extraditables » se termine par la mort d'un otage

Une opération montée par la police pour récupérer deux des journalistes retenus en otage par le cartel de Medellín s'est terminée tragiquement, vendredi 25 janvier. Dans Turbay, fille de l'ancien président de la République Julio Cesar Turbay, et directrice de la revue *Eloy por Eloy*, de Bogota, blessée de plusieurs balles pendant l'assaut, est morte à l'hôpital.

La police avait appris que les « extraditables », bras militaire du cartel, gardaient deux de leurs otages dans une villa de Copacabana, localité située à quelque 40 kilomètres au nord-est de Medellín. Selon une radio locale, elle pensait trouver sur les lieux Pablo Escobar, numéro un du cartel. Une opération fut montée, avec une centaine de membres de l'unité d'élite spécialisée dans la lutte antiterroriste. Dans la fusillade qui s'ensuivit, cinq des quinze ravisseurs ont été tués. L'un des deux otages, un cameraman, Ricardo Becerra, a été libéré sain et sauf, mais sa compagne de détention, Diana Turbay, a été atteinte de trois balles tirées, selon la version officielle, par ses gardiens. Transportée aussitôt dans un hôpital de Medellín, la journaliste a été opérée, mais sans succès.

Diana Turbay avait été enlevée le 30 août dernier en même temps que cinq collègues alors qu'elle tentait d'interviewer le chef d'un des principaux mouvements de guérilla, Manuel Perez, de l'ELN (Armée de libération nationale). - (AFP, Reuters)

EN BREF

■ BELGIQUE : nouvelle démission d'un diplomate dans l'affaire Walid Khaled. - Un troisième diplomate, M. Jan Van Dessel, conseiller de M. Mark Eyskens, ministre belge des affaires étrangères, a démissionné à la suite de l'affaire Walid Khaled, membre du groupe d'Abou Nidal qui s'est récemment rendu en Belgique pour d'ultimes tractations secrètes liées à l'échange des otages belges du SILCO contre un terroriste palestinien. Deux hauts responsables du ministère des affaires étrangères avaient déjà démissionné lundi 21 janvier à la suite de la visite à Bruxelles du porte-parole du Fatah-CR. - (AFP)

ASIE

CHINE

L'ancien dirigeant étudiant Wang Dan condamné à quatre ans de prison

L'ancien dirigeant étudiant chinois Wang Dan a été condamné, samedi 26 janvier, à quatre ans de prison pour son rôle au cours du « printemps de Pékin », en 1989. Selon l'agence Chine nouvelle, le tribunal du peuple de Pékin l'a jugé coupable de « crimes graves », mais sa peine a été atténuée parce qu'il avait fait des aveux et avait impliqué d'autres personnes.

Cinq autres militants ont également été condamnés à des peines de prison. Le défenseur des droits de l'homme Ren Wandong s'est vu infliger la plus lourde d'entre elles : sept ans. - (Reuters)

■ ITALIE : explosion dans une discothèque. - Une jeune femme de vingt-sept ans, Léona Rossi, a été tuée et une trentaine de personnes blessées dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 janvier, dans une discothèque d'Arezzo, en Toscane, lors d'une violente explosion. Selon les premiers éléments de l'enquête, la déflagration se serait produite dans les toilettes de l'établissement et pourrait être due à une fuite de gaz, mais l'hypothèse d'une explosion d'origine criminelle n'est pas écartée. - (AFP)

■ ROUMANIE : nouvelle manifestation à Timisoara. - Plus de dix mille personnes ont manifesté, vendredi 25 janvier, à Timisoara pour demander la démission du président Ion Iliescu et du gouvernement de M. Petre Roman. Les manifestants s'étaient rassemblés à l'appel de l'association humanitaire « 17 décembre » qui milite en faveur des victimes de la révolution roumaine de décembre 1989 et de leurs héritiers. - (AFP)

■ Décès de la princesse Hélène. - La princesse Hélène de Roumanie, tante du roi Michel, est décédée aux États-Unis lundi 21 janvier à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Plus connue sous le nom de « Mère Alexandra », la princesse Hélène, sœur de Carol II, avait été mariée à l'archiduc Anton d'Autriche. Elle avait quitté Bucarest avec sa famille en 1948, lors de l'instauration du régime communiste, et s'était établie en Suisse, puis en Argentine et aux États-Unis. Après la mort de son second fils dans un accident d'avion, elle s'installa en France et entra dans les ordres en 1967. Deux années plus tard, de retour aux États-Unis, elle fonda un couvent orthodoxe en Pennsylvanie. Pendant trente ans elle ne cessa d'envoyer des messages vers la Roumanie.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'installation du nouveau procureur général de Bastia

Le pari corse de M. Henri Nallet

BASTIA

de notre envoyée spéciale

Si M. Henri Nallet a décidé de ne pas annoncer sa visite en Corse, ce n'est ni par goût du secret, ni, comme on le murmure à Bastia, pour des raisons de sécurité. Le ministre de la justice voulait, en réalité, par ce geste peu habituel, assister personnellement à l'installation du magistrat à qui il vient de confier la mission de diriger l'action publique sur l'île. M. Jean-Louis Nadal, ancien procureur de la République à Créteil (le Monde du 11 janvier), et, en menaçant l'effet de surprise, donner plus de retentissement à son déplacement.

Certes, au cours des discours protocolaires prononcés devant le corps judiciaire le barreau et toutes les autorités locales, certains magistrats ont tenu à souligner que les juridictions insulaires « fonctionnent aussi bien que sur le continent et avec la même indépendance » et ont estimé que la justice en Corse ne mérite pas « les critiques et les sarcasmes » dont elle fait l'objet.

Mais chacun avait en tête la récente vague d'assassinats et le désaveu implicite du ministre délégué à la justice, M. Georges Kiej-

man qui (le Monde du 5 janvier) avait appelé les magistrats de Corse à accomplir leur tâche « avec plénitude et avec pugnacité ». A Bastia, deux juges d'instruction sont toujours suspendus et l'inquiétude, face à une criminalité et une petite délinquance que l'on a du mal à poursuivre, va croissant.

Une vision extensive de la tâche

M. Jean-Louis Nadal, le nouveau procureur général, n'est pas allé par quatre chemins en définissant les axes de la politique pénale qu'il entend conduire, rappelant, ce qui ailleurs pourrait être une évidence, que « la loi s'applique à tous sur toute l'étendue du territoire (...). Je ne saurais pas rappeler la place de la loi. Elle est applicable à tous. Il ne peut y avoir de supra, d'infra ou de non-droit, en un mot de passe-droit. L'exigence d'égalité entre tous les citoyens est une nécessité, une obligation. C'est la donnée incontournable : la loi ne peut être bafouée (...). On ne transige pas avec l'ordre public ».

En annonçant qu'il entend travailler étroitement non seulement avec la police et la gendarmerie, avec qui il veut mettre en place des

« observatoires de la délinquance », mais aussi avec les services chargés de l'application « des législations économiques, financières et fiscales » et ceux chargés de « l'urbanisme et de l'environnement », M. Nadal a clairement montré qu'il avait une vision extensive de sa tâche.

C'est pour lui « un pari, un défi » que « cette île si libre à juste titre de son originalité, de sa capacité, de sa richesse, de sa diversité, de son identité, de son caractère, de son esprit, de son cœur, de son âme, de son âme, de son âme ».

Le soutien du garde des sceaux ne lui sera, d'évidence, pas compté. Celui-ci a déjà annoncé que les moyens humains comme matériels de la cour d'appel de Bastia seraient sensiblement renforcés, qu'il s'agisse de postes de magistrats et de fonctionnaires vacataires qui seront rapidement pourvus, ou de la dotation — en Corse, ce n'est pas un luxe — de cinq voitures pourvus de radiotéléphone.

Deux télécopieurs « sécurisés », c'est-à-dire codés — ils seraient les premiers du genre à être utilisés par la justice — seront aussi mis à la disposition des magistrats, ce qui en dit long sur la fameuse « originalité » de la justice corse. AGATHE LOGEART

Simone Weber devant la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle

Le secret d'un mariage

Avant d'examiner le premier crime reproché à Simone Weber et malgré une série d'incidents de procédure, la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle a évoqué, vendredi 25 janvier, les conditions dans lesquelles elle aurait épousé, en 1980, un homme âgé de soixante-dix-neuf ans, décédé vingt-deux jours plus tard dans des conditions indéterminées.

NANCY

de notre envoyée spéciale

« Simone Weber, vous fixez ? C'est ainsi que le président Nicolas Pécoud désigne l'accusée. Pourtant, selon l'accusation, son mariage avec Marcel Fizard, le 22 avril 1980, serait un faux réalisé avec l'aide d'un complice qui aurait joué le rôle du marié. A l'époque, ce mariage avait été gardé secret. Les bans n'avaient pas été publiés grâce à une dispense spéciale et même les proches de Marcel Fizard ignoraient cette union, une fois connue, a cependant soulevé quelques murmures ».

Etat-il normal qu'une femme de quarante-neuf ans épouse un homme de soixante-dix-neuf ans ? Le président Pécoud lui pose la question en s'étonnant qu'elle n'ait pas préféré vivre avec un homme de son âge. « Autour de moi, ce genre de mariage n'a toujours conduit qu'à des échecs, répond tranquillement Simone Weber. Les hommes plus âgés ont plus de sagesse. Et il avait de grande

qualités de cœur. Je ne cherchais pas un homme à mettre dans mon lit. C'est ainsi qu'elle a rencontré ce militaire en retraite par le biais des annonces matrimoniales, et le courrier saisi à son domicile est émaillé de phrases d'une poésie touchante. Mais le président ne fait qu'effleurer cette partie du dossier et décide d'entendre un témoin ».

Un témoin et des irrégularités

M^{me} Marie-Joséphine Walter, soixante-seize ans, n'était pas au courant du mariage mais elle a vu le couple vivre lorsqu'elle promenait son chien. Pour elle, Marcel Fizard, « c'était un beau monsieur, un bel homme quoi ». Le président avait compris, mais le témoin ajoute : « Un beau militaire ». L'homme qui pourrait avoir joué le rôle de Marcel Fizard lors du mariage étant atteint d'un léger strabisme, le magistrat voudrait savoir si M^{me} Walter a regardé les yeux du retraité qu'elle admirait tant. « Je ne regarde pas les yeux des hommes », s'offusque la dame qui ajoute : « Je ne vais pas voir s'ils ont un œil qui prend le même et l'autre qui n'a pas de billette ». La salle, jurés compris, éclate de rire.

La détenté sera de courte durée car un incident survient à propos des photographies que la police a montrées à M^{me} Walter. Elle affirme n'en avoir vu que quatre alors que le procès-verbal dit qu'il y en avait seize. La défense demande qu'on lui en

donne acte. Pour authentifier sa signature, on montre la déposition à M^{me} Walter qui en profite pour la lire : « On me donne à lire, je lis ». Nouvel incident. La défense exige qu'on lui donne acte de cette nouvelle irrégularité. L'avocat général Philippe Ker se met en colère et menace de s'en aller.

La cour se retire pour délibérer. Et, pendant une heure, M^{me} Walter reste seule au milieu de la salle, assise sur une chaise avec deux gardiens de la paix à proximité qui s'assurent que personne ne vient influencer le témoin. La cour revient et donne partiellement raison à la défense. L'audition du témoin reprend. Mais, au détour d'une phrase, cette femme un peu sourde, qui parle abondamment, révèle que son mari a assisté à sa déposition devant la police. Nouvel incident. Nouvelle demande de donner acte. Nouvelle colère de l'avocat général. Me Henri-René Garsud lui rétorque : « On y passera le temps qu'il faudra. Ma cliente n'est pas là pour risquer une simple amende ». Cette fois la cour libère le témoin. Mais le président lui explique qu'elle devra revenir le 8 février et qu'entre-temps elle « ne devra pas confier de l'affaire avec d'autres ».

Franchement inquiète, M^{me} Walter rassure la cour : « Je vais rester chez moi ».

MAURICE PEYROT

MÉDECINE

Sida et discrimination

Le gouvernement américain propose de lever l'interdiction de séjour pour les séropositifs

Le gouvernement américain a proposé, vendredi 25 janvier, de lever l'interdiction de séjour frappant les étrangers contaminés par le virus du sida qui souhaitent se rendre aux Etats-Unis. Selon une proposition, publiée mercredi 23 janvier par le ministère de la santé, seule la tuberculose, à cause de sa possible contamination par les virus séropositifs, ferait encore partie de la liste des maladies infectieuses limitant l'entrée sur le territoire américain. Cette mesure,

qui devrait prendre effet le 1^{er} juin, supprimerait de cette liste la lèpre et six autres maladies infectieuses, dont la contamination par le virus du sida, ont précisé les autorités sanitaires. « Le sida provoque une grande émotion chez certains — et c'est compréhensible — mais nous sommes pratiquement le seul grand pays à essayer d'interdire les voyageurs atteints par le virus HIV d'entrer sur notre territoire », a expliqué le docteur Louis Sullivan, secrétaire américain à la santé.

« Cette mesure, a-t-il ajouté, nous permettra de nous aligner sur la réflexion médicale qui est la meilleure, ici comme à l'étranger ».

La législation américaine, considérée par beaucoup comme discriminatoire, avait conduit de nombreuses organisations de lutte contre le sida à boycotter la sixième conférence internationale sur le sida, en juin, à San Francisco (le Monde du 5 janvier). — (UPI)

Un inculpé dans l'affaire de Sages-Cannes. — M. René Cros, l'industriel qui avait entrepris la démolition, sans autorisation, d'une batterie militaire sur la commune de Vallauris (Alpes-Maritimes) a été inculpé, vendredi 25 janvier, d'infraction aux règles d'urbanisme par M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse. M. Cros avait

acquis, en 1987, un terrain inconstructible de 24 000 mètres carrés sur lequel se trouvait la batterie, puis obtenu un simple permis d'urbanisme de l'époque. Il avait ensuite revendu le terrain à un promoteur en vue de la construction d'une résidence de loisirs dont les travaux ont été interrompus à la fin de décembre 1990 (le Monde du 8 janvier).

PARIS

MM. Sarre et Chirac polémiquent sur la réforme des finances locales

M. Georges Sarre a répondu, vendredi 25 janvier, à M. Jacques Chirac à propos de la réforme des finances locales. « Le maire, a déclaré le président du groupe socialiste au Conseil de Paris, est le plus mal placé pour critiquer une nouvelle répartition de la dotation globale de fonctionnement, la DGF ». Le gouvernement souhaite que la DGF, qui l'on peut définir comme la subvention que l'Etat verse chaque année aux communes, s'attache davantage à aider les villes pauvres, au détriment des villes riches. Ce principe recevrait une application encore plus sévère en Ile-de-France où joueraient des dispositions particulières. M. Chirac, soulignant que la réforme envisagée amputerait de 340 millions de francs les ressources de Paris en 1991, a violemment réagi. Il a adressé une lettre à tous les Parisiens pour dénoncer l'intention du gouvernement (le Monde du 23 janvier). Dans sa réponse, M. Sarre rappelle que « l'Etat verse à Paris 4,1 milliards de francs, soit près de 8 % du total des dotations nationales » alors que la capitale, « avec ses 2 millions d'habitants, ne représente pourtant que 3,5 % de la population française ».

Le président du groupe socialiste conteste aussi l'affirmation de M. Chirac selon laquelle la réforme entraînerait une augmentation des impôts réclamés par la Ville aux Parisiens. « Paris, a déclaré M. Sarre, a dérogé l'an dernier 719 millions de francs d'excédents budgétaires cumulés, de fonds de roulement » et a versé 90 millions de francs en réserve ». M. Chirac, dit-il, « s'il veut prouver sa capacité de bon gestionnaire, peut redéployer son budget sans faire appel à des impôts nouveaux ».

En revanche, M. Sarre s'est « félicité » de la signature d'un protocole entre la Ville et l'Etat. La municipalité s'est engagée à accueillir, dans 10 % des logements construits ou réattribués, des familles aux revenus très modestes puisque compris entre le RMI et le SMIC. Ces accords ne concernent que 800 logements par an, l'Etat socialiste considère qu'il faudrait attendre, à court terme, 15 %, « comme il en va, en général, dans les autres communes de France ».

CHARLES VIAL

Les dictionnaires et la nouvelle orthographe

Les trois principaux éditeurs de dictionnaires — Larousse, Hachette et le Robert — renouent à publier dans le corps des ouvrages les rectifications orthographiques publiées dans les annexes du Journal officiel le 6 décembre 1990 (le Monde du 19 janvier). Elles seront simplement signalées dans un lexique, en fin de volume, « à titre d'information et de curiosité ». Les éditions Hachette ont, en outre, décidé de ne pas diffuser Sarre et communication, la première grammaire scolaire rédigée avec l'orthographe rectifiée. Le tirage de l'ouvrage a été interrompu. Il devrait sortir, comme prévu, en septembre prochain mais dans une orthographe classique.

EN BREF

■ Tirs de plomb à Evry : un mineur interpellé. — Un jeune homme âgé de dix-sept ans, interpellé vendredi 25 janvier à Evry (Seine-et-Marne), aurait reconnu, selon la police, être l'auteur des tirs de plomb qui ont légèrement blessé cinq enfants, vendredi matin, devant l'école Notre-Dame de Sion à Evry (le Monde du 26 janvier). Il aurait affirmé s'être rendu devant l'entrée de l'établissement et avoir tiré avec un pistolet à air comprimé, sans toutefois en fournir la raison.

■ M. Antoine Waechter soutient les défenseurs du square Villamin. — M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, s'est rendu, jeudi 24 janvier, dans le square Villamin à Paris (dixième arrondissement), où des riverains s'opposent depuis un mois et demi au travail des bulldozers. Le square est en réaménagement et des habitants du quartier, regroupés dans l'association VIVRE, dénoncent la construction d'un ensemble immobilier sur une partie du jardin (le Monde du 15 novembre). Le 14 janvier, M. Brice Lakodé, ministre de l'Environnement, leur avait apporté son soutien et promis qu'il évoquerait le classement du site — où se trouve l'ancien couvent des Récollets — auprès du ministre de l'Équipement.

SPORTS

TENNIS

Monica Seles championne en Australie

La Yougoslave Monica Seles a gagné le titre féminin des Internationaux d'Australie de tennis en battant, samedi 26 janvier, au stade Flinders Park de Melbourne la Tchèque Jana Novotna en trois manches 5-7, 6-3, 6-1. C'est le deuxième titre du grand chelem pour la jeune fille de Novi-Sad âgée de dix-sept ans, qui avait déjà remporté les Internationaux de France 1989.

Désormais entraînée par son père, Karlo, Monica Seles, qui joue essentiellement du fond de court en tenant la raquette à deux mains, vit en Floride à Sarasota. Pour parvenir en finale, la principale difficulté qu'elle eut à surmonter fut l'Américaine Mary Jo Fernandez en demi-finale.

■ Patinage artistique : Viktor Petrenko champion d'Europe. — Champion d'Europe en titre, le Soviétique Viktor Petrenko a gagné, vendredi 25 janvier, à nouveau la médaille d'or de ces championnats disputés à Sofia en devançant, au terme d'un programme libre proche de la perfection, le Tchèque Jiri Borsari et le Soviétique Viatcheslav Zagorodnikov. A noter les bonnes performances des Français Eric Millot et Philippe Candelero qui terminent respectivement quatrième et cinquième.

■ La meilleure adresse pour vos affaires, au centre de Genève. — HOTEL DU RHONE GENÈVE. Tél. 022 731 11 11. Fax 022 731 11 11.

LIVRES POLITIQUES

TENNIS

Monica Seles championne en Australie

Depuis que les hommes font de la politique, ils s'interrogent à son sujet : elle était déjà objet de réflexion, en même temps que méthode d'action, avant d'être connue sous ce nom. Lui doute qu'elle est devenue la matière d'études sérieuses, rigoureuses, au fur et à mesure que les sociétés humaines ont affiné leurs systèmes d'organisation et enrichi l'étendue de leurs connaissances.

Doit-on croire pour autant à la réalité de la science politique ? Certaines des nombreuses productions qui se réclament de cette discipline entretiendraient le doute, et le cours même des événements politiques semble dénier toute tentative d'approche rationnelle, comme le montre, jusqu'à l'absurde, l'actualité. Surtout si l'on attend de la science qu'elle soit, non seulement un moyen de connaissance, mais aussi un instrument d'action. Il y a, peut-être, une science politique mais point encore de politique scientifique.

C'est que, nous dit un expert, « la politique se révèle irréductible à la seule connaissance scientifique ». François Borella, universitaire et acteur politique, se réfère à sa double expérience du savoir et de l'action « pour tenter de comprendre ce que veut faire la science sociale du politique ». Dans sa Critique du savoir politique, il rappelle que la première guerre mondiale fut « la démonstration poussée jusqu'à l'horreur des deux dangers cosmogoniques de l'époque : la rationalisme progressiste et l'évolutionnisme et le marxisme ». La seconde guerre mondiale, si elle élimina l'hitlérisme, n'ouvrit pas davantage, comme on l'avait espéré, les portes d'un monde nouveau. Coup dur pour les grandes idéologies se réclamant d'un statut scientifique !

Les chercheurs ont eu, alors, tendance à se retourner vers le

La science de l'imprévisible

réel, à se réfugier dans l'étude du comportement politique. La science politique s'enferme dans des approches qui sont exclusivement sociologiques, idéologiques ou juridiques, puis elle emprunte à d'autres modèles de discipline scientifique : cependant la dimension politique de grands événements de la période continue de lui échapper. Sans doute parce qu'elle reste une énigme, ce qui ne condamne pas toute interrogation de nature scientifique mais en réduit les prétentions.

Au terme de son survol critique du savoir politique, François Borella constate que l'objet politique, qui justifie la science du politique, n'est pas de même nature que les autres champs d'investigation de la connaissance, car « la conscience, individuelle et collective, est constitutive du phénomène » que représente la réalité politique. Léon de Modeste que le militant donne au professeur, lequel en convient volontiers. « Non, écrit-il, la connaissance politique ne peut avoir comme objectif de prédire et de dominer les comportements politiques, car elle se substituerait à son objet, ou du moins en aurait l'illusion. Elle peut prétendre à la description intelligible des institutions et de la vie politiques, elle peut tenter d'en expliquer l'existence en repérant les régularités, elle peut avoir l'audace de proposer des schémas généraux de lecture de la réalité politique. Mais la porte de l'avenir lui reste fermée ».

ANDRÉ LAURENS

TENNIS

Monica Seles championne en Australie

Un autre universitaire, François Manasta, professeur de sociologie à l'université de Lausanne — alors que François Borella enseigne à Nancy et assume des responsabilités politiques dans cette région, comme élu socialiste (ex-PSU) — a ressenti les insuffisances, ou, plutôt, constaté les impasses de la réflexion sur le social. Aussi propose-t-il de penser les principes d'une anthropologie politique « à partir d'une lecture d'un certain nombre d'auteurs et d'une compréhension particulière des impasses dans lesquelles ceux-ci nous conduisent, en agissant de l'analyse du fait politique dans les sociétés humaines ».

L'auteur se livre donc aussi à un travail critique qui lui permet de libérer la politique de tout ce à quoi on l'a successivement réduit : l'Etat, la relation dominant-dominé, la notion de classe, ou un champ d'expérience trop limité dans le temps et trop localisé en Occident. Il souligne la dimension contraignante de toute vie sociale, en refusant d'y voir le seul facteur de production politique. Celle-ci lui paraît procéder du couple nécessité-liberté. « En rendant compte, au niveau théorique, de l'ambivalence du politique, écrit-il, le problème de la liberté et de la nécessité permet de comprendre comment — et au profit de qui — chaque société gère la relation entre le possible et l'impossible ».

Comme l'auteur précédent, François Manasta pense qu'il n'y a pas de direction prédéterminée, et donc scientifiquement prévisible, du changement social. La connaissance peut servir, mais l'essentiel est affaire de volonté, de volonté politique bien sûr.

■ Critique du savoir politique, par François Borella. PUF, 232 pages, 128 F.

■ Le Politique et la Liberté, par François Manasta. L'Harmattan, 288 pages, 140 F.

Noir couse

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

Chirac

THÉÂTRE

Noir cousu de fil blanc

« En conduisant miss Daisy », Robert Liensohl et Tsilla Chelton vont au succès

Une pluie d'oscar est tombée sur le film *Driving Miss Daisy*, adaptation d'une pièce d'Alfred Uhry, qui a écrit pas mal de choses : *America's Sweetheart*, *Swing*, *Mystic Pizza*... Ici, une gentille et riche Américaine n'est plus capable de prendre le volant de sa Cadillac sans rentrer dans un réverbère. Elle a soixante-douze ans et bougonne quand son fils l'oblige à engager un chauffeur, un grand black du même âge que la vieille dame, mais bon pied, bon oeil. Dès qu'il apprend que maman et fils sont juifs, il est partant. Nous sommes invités à comprendre qu'en dehors des juifs et des noirs les Américains sont des sauvages.

Le fils confirmera la méchanceté, peut-être le racisme ambiant, quand sa mère l'invite à un meeting de Martin Luther King. Il a une grosse situation à Atlanta et ne refuserait pas de devenir sénateur. Mais si à New-York on apprendait que lui, un juif du Sud, est allé écouter un Noir, sa carrière serait fichue.

Le propos de la pièce n'est pas tout à fait clair, il y a une fillette entre les doigts parce que l'auteur décrit des racines, des intolérances, des exclusives, mais en même temps, semble dire que tout s'arrange, tout va bien. Et en fait, la soirée est très sympathique et attachante, avant tout de par l'ascendant de deux grands acteurs : Tsilla Chelton - miss Daisy - et Robert Liensohl - son chauffeur. Ils ont choisi la meilleure voie : ils évitent de jouer « au pied de la lettre ». Il y a toujours eu chez la grande Tsilla Chelton, depuis sa géniale création des *Chaises de l'océan*, un phénomène unique d'énergie spirituelle, fonceuse, risquée, comme d'une



MICHEL RUBINER (L'ESPRESSO)

conscience emballée qui se jeterait vers la démente, mais qui, au dernier instant, survole l'obstacle, et alors il y a un contre-coup de chaleur généreuse. C'est un art violent, à part, très beau, par lequel l'irréalisme, le sur-réalisme et une apparente anarchie rejoignent un dessin de la ligne la plus pure. Robert Liensohl, c'est plus calme. Son jeu est tout d'intériorité claire, de réserve élégante. C'est un feu ardent sous la montagne verte. C'est le magicien, à mains nues.

La mise en scène de Gérard Vergez, toute en animations, en diversions, avec des parenthèses rapides comme dans les meilleures comédies musicales de Broadway, contribue à faire de cette *Miss Daisy* une soirée assez merveilleuse.

MICHEL COURNOT

► Théâtre Antoine, du mardi au samedi à 21 heures. Matinées samedi à 17 h 30 et dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-08-77-71 et 42-08-78-58.

DANSE

La Rambert Dance Company au palais Garnier

On nous dira que c'est une bien fâcheuse conséquence de la guerre du Golfe, mais le public parisien a passablement perdu au change en voyant, au palais Garnier, la Rambert Dance Company en lieu et place de la Martha Graham Dance Company - qui s'est décommandée par crainte du nid de terroristes qu'est devenu Paris à ses yeux.

Doyenne des troupes de Grande-Bretagne (Marie Rambert, qui assista Nijinski pour le *Sacre du printemps* chez Diaghilev, la fonda en 1926), la Compagnie Rambert s'est longtemps consacrée presque exclusivement aux chorégraphes anglais, ce qui n'en a pas fait la plus excitante du monde. On nous assurait qu'elle avait changé sous l'impulsion de Richard Alton, son directeur artistique depuis 1986; qu'elle faisait aujourd'hui appel au dessin du panier des chorégraphes américains... Aussi placions-nous tous nos espoirs en Lucinda Childs, l'ardente et glaciale marcheuse de Bob Wilson, la mathématicienne, inspirée de *Radical Curves* ou de *Dance #1*. Hélas, ce qu'elle a réglé pour les Rambert, *Four Elements*, n'est que le devoir laborieux d'une élève pas très douée de Cunningham.

Glen Tetley est l'un des plus redoutables raseurs de l'époque; revoir son ténissant *Embrace tiger and return to mountain* est une épreuve qu'on ne pense pas avoir méritée. Par comparaison, *Roughcut*, de Richard Alton, paraît fringant parce qu'il y a dedans un peu d'enjouement, d'énergie, de modestie. Et la musique entêtante de Steve Reich.

SYLVIE DE NUSSAC

► Opéra de Paris-Garnier, 28 janvier, 20 heures.

CINÉMA

« Mauvaise fille » de Régis Franc

Au dernier Festival de Cannes, on a vu, dans la section « Perspectives du cinéma français », le premier long métrage d'un auteur de bandes dessinées (le *Café de la plage*, *Nuits de Chine*, *Tonton Marcel*) Régis Franc. Le film qui s'appelle alors *Tous les hommes se ressemblent* est devenu *Mauvaise fille*.

« Mauvaise fille », Rose, l'héroïne, dix-huit ans, ne peut que s'être aux yeux de sa famille quand elle décide de s'en séparer. C'est une famille d'hommes, dans un village de Camargue. Le père, artisan, veut faire régner sa loi. Le frère, un apprenti, traîne avec des copains. Tous considèrent que Rose leur appartient, qu'elle se doit à eux. Autrement, sa mère, après avoir subi la même situation, a quitté le village. Et puisque toutes les femmes se ressemblent, la grande affaire du film sera le départ de Rose, à la suite du passage dans la région d'un météorite blessé et paumé. Lui, c'est Nicolas Rojas qui débute à l'écran, et l'amoureux transi, ouvrier des salines, c'est Christian Vadim. Avec Daniel Gélin en père rongé d'amertume et Yvan Attal en frère macho, la distribution paraît hétéroclite.

Il est vrai que Régis Franc a laissé la bride sur le cou à ses acteurs, sans doute pour réserver toute son attention à Florence Pernel, la Rose de cette Camargue sans pittoresque, où règnent ennui et mélancolie. La manière de traiter la liberté de la femme rappelle le *Dérive* de Paula Delo, qui se passait à Palavas-les-Flots au début des années 60. Moins la révolte et le défi sexuel, Rose, fille d'aujourd'hui confrontée à un clan masculin, porte en elle, et grâce à l'exemple de sa mère, ses propres ressources. Il ne manque à cette étude de comportement qu'un style plus affirmé.

JACQUES SICLIER

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

Prudences, craintes, censures

Un nombre croissant de spectacles et de manifestations publiques sont annulés. Une raison, avouée ou non : la guerre du Golfe

Les concerts, tournées, spectacles et manifestations supprimés en raison de la guerre du Golfe se multiplient sur l'ensemble du territoire français. Un seul cas de censure caractéristique, à Saint-Etienne, où la préfecture de la Loire a fait annuler un concert du chanteur de raï Cheb Khaled, ainsi qu'une autre représentation au cours de laquelle devaient se produire plusieurs artistes, dont la chanteuse Elsa (le *Monde* daté 20-21 janvier). Au cabinet du préfet, on affirmait ne pas viser particulièrement le « rock islamique », faisant preuve d'une bonne conscience proportionnelle à la méconnaissance d'une musique qui n'a rien à voir avec le rock et a toujours eu des relations tumultueuses avec l'islam.

Pourtant, le même soir, la direction du *New-Morning* décidait de maintenir le spectacle de Fawzy El Aidy, musicien d'origine irakienne, de nationalité française. « *Compte tenu du climat* », les responsables de la salle avaient souhaité que peu de publicité soit donnée à la soirée et demandé une protection policière renforcée. Une semaine plus tard, le Théâtre de la Ville, serein jusqu'alors - le récit de musique iranienne donné le 19 janvier s'était déroulé sans encombre - décidait in extremis d'annuler le concert de la Mauritanienne Dimi Mint Abba, qui avait bénéficié d'une large promotion. « *Nous avons reçu des menaces très précises* », explique Gérard Violette, directeur du théâtre. Sans penser au pire, nous voulons éviter les perturbations, par respect pour l'artiste, pour le public et pour cet endroit qui a toujours été au carrefour des civilisations. L'Office de la culture de la mairie de Séclin (Nord), où le groupe mauritanien se produisait le vendredi 23, s'était pour sa part vu assailli d'éventuelles réactions hostiles. Les concerts de Milan (le 28), étape suivante de la tournée des Mauritanais, de Marseille (le 29) n'ont fait, pour le moment, l'objet d'aucun remous. En revanche, le climat psychologique a été jugé néfaste dans la capitale belge : la salle de l'Ancienne-Bequette, au centre de Bruxelles, n'accueillera pas Dimi Mint Abba le 31 janvier comme il était prévu. La taille et la réputation de la salle paraissent ainsi déterminantes : plus la soirée est discrète, plus elle a de chance de se dérouler sans encombre. A l'Auditorium des Halles, les concerts de Cheb Mami (le 30), Larbi Dida et Rachid Taha (le 31) sont maintenus, malgré un très faible taux de réservation - faiblesse commune à toutes les salles.

La Maison des cultures du monde indique à son tour qu'elle a reporté sine die son cycle consacré aux « Grands maîtres du luth oriental » (prévu les 8, 9, 10 février), et devant la difficulté d'obtenir des visas et à assurer le transport des musiciens en provenance de Syrie, d'Égypte, de Jordanie et du Yémen. De même, la troupe de théâtre libanaise qui devait interpréter *Arène*, de Paul Chaoui, du 22 février au 3 mars, ne viendra pas. « *La thématique de cette pièce, totalement axée sur la guerre du Liban, aurait été faussée par les événements du Golfe* ». Si le cycle « Grands voix d'Orient » (Azerbaïdjan, Tadjikistan et Turquie) - du 8 au 29 mars, toujours à la Mai-

son des cultures du monde - est maintenu, les Marseillais devront attendre quelques mois avant de découvrir les *Paravents*, mis en scène par Marcel Maréchal (le *Monde* du 26 janvier). A l'Olympia, des mesures de sécurité exceptionnelles ont été adoptées pour le concert de l'irakien Samir Choukri (les 26 et 27 janvier) et pour le spectacle conjoint de Smaim, Boudjenah et Bedos (le 4 février).

La préfecture de police rappelle qu'aucune obligation d'inspection n'est faite aux salles, sauf en cas de présence de personnalités ou de membres du gouvernement. Des officiers privés peuvent offrir leur concours, mais c'est en principe le service de la Sécurité publique, qui assure, gratuitement, le « déminage ». Il peut en prendre l'initiative au vu de l'affiche. L'interdiction d'un spectacle incombe au préfet lorsqu'il estime que l'ordre public peut être troublé. Mis à part le cas de Cheb Khaled, ce sont les salles qui, toutes, ont pris d'elles-mêmes la décision d'annuler une manifestation, et dans certains cas, après avoir pris l'avis des commissariats de leur quartier.

Renvoyé

à des jours meilleurs
C'est également la peur d'attentats terroristes qui a conduit certains artistes américains à bouder l'Europe. Elton Jones, Quincy Jones et Ray Charles ont décliné l'invitation du MIDEM, à Cannes. Les groupes de hard rock Cinderella et Slaughter ont annulé les concerts qu'ils devaient donner les 11 et 13 février à La Cipale. Le rappeur LL Cool J, qui devait se produire à l'Elysée-Montmartre, a préféré, lui aussi, suivre les recommandations du département d'Etat et rester dans son Queens natal. Enfin la tournée de l'Orchestre symphonique de Saint-Louis, qui devait se produire au Théâtre des Champs-Élysées, le 11 février est également supprimée.

Sur la Côte d'Azur, les festivités vont se réduire considérablement. Premier visé, le célèbre carnaval de Nice, dont l'annulation est plus que probable. Quant au festival du film italien qui devait se tenir dans cette ville, il est renvoyé à des jours meilleurs.

VERONIQUE MORTAIGNE

MUSIQUE

Les « Noces » du micro

Georg Solti dirige « les Noces de Figaro » au Théâtre des Champs-Élysées. S'est-il assez soucie du public ?

Aller au concert réserve quelques surprises, ces temps-ci. Après l'IRCAM qui convie une foule d'invités, la presse française et internationale à assister à la vraie-fausse création d'« *Explosions* » de Pierre Boulez (6 minutes 8 secondes de bonheur, une heure et demie de verbiage - le *Monde* du 15 janvier), le Théâtre des Champs-Élysées programme les *Noces de Figaro* de Mozart, en version studio d'enregistrement.

Mercredi soir, les chanteurs, le chœur, le continuo et l'orchestre étaient disposés à l'envers. Au fond, les chanteurs évoluent sur une estrade surélevée, trop peu surélevée, face à sept micros; devant eux l'orchestre et ses quatre micros haut perchés, à gauche les chœurs et leur couple de micros, au centre droit le clavier et son micro au ras des cordes, au centre, le chef commandant aux uns et aux autres. Cette disposition a été expressément demandée par Sir Georg Solti, le chef souhaitant qu'un enregistrement d'archives soit réalisé. Le TCE n'en a eu connaissance que quelques jours avant la date du concert. Passé

l'ouverture, avalée par l'Orchestre de chambre de l'Europe dont les cordes et les vents patinent à vouloir suivre la direction de Solti, les chanteurs « entrent en scène ». Les ! ils ont des difficultés pour projeter leur voix. Il ne leur faudra pas moins des deux premiers actes pour trouver leurs marques. Les actes III et IV les montreront au meilleur de leurs possibilités vocales.

A une exception près, les femmes dominent la distribution. La voix de Margaret Price a certes perdu de sa vaillance, de sa limpidité. Si ses vocalises ne sont plus aussi impeccables qu'autrefois, si sa justesse parfois vacille, son timbre a toujours des reflets éclatants qui s'ombrent parfois d'une douce patine. Ils donnent à la Comtesse une allure digne, blessée, si étonnante qu'elle fait regretter ces instruments à vent anodins, pour ne pas dire insuffisants, incapables de se fondre dans son chant, de respirer avec une chanteuse dont la voix « instrumentale » aurait dû inspirer l'Orchestre de chambre de l'Europe.

La Suzanne d'Adelina Scaramelli est impeccable; son timbre, sa mise et son allure si piquantes qu'on cherche en vain une chanteuse à lui opposer sérieusement dans ce rôle. Comment résister au Chérubin d'Anne Sophie von Otter? Tant de grâce enjouée, d'élégance, un chant si pur, si suggestif, ravissent l'oreille... et l'œil, captivé par la présence physique d'une artiste qui, d'un geste à peine perceptible, réussit à donner vie à son personnage. Depuis Fredericka von Stade, pareil Chérubin n'était apparu sur scène.

Voix petite, diction imprécise, Patricia Rozario n'est pas inoubliable.

ble en Barberine : « *L'ho perduto* » peine à franchir l'obstacle de l'orchestre. La Marcelline de Della Jones, voilà bien, avec les hommes, la pierre d'achoppement de cette distribution des *Noces*. Sa voix est dure, sa ligne de chant assez grossière, son personnage ordinaire. Le Comte de William Stone (le chanteur américain remplaçant Olaf Bar souffrant) semble sortir d'un opéra de province de la pire époque : voix tonante, vocalises savonnées, effets pesant leur poids de vulgarité (les deux derniers actes l'exposeront sous un meilleur jour, il y sera plus alerte). Mais est-il une alternative envisageable au magnifique baryton de Bar? Nous ne le pensons pas.

Un chef trop effervescent

Le cas de Ferruccio Furlaletto est plus complexe. Quel fringant Figaro! Si bonnette avelte, autorité de la voix. Furlaletto (le Figaro de la Bastille - le *Monde* du 14-18 janvier) serait un baryton de premier choix s'il n'était affublé de ce timbre ingrat, d'une voix curieuse, dont les harmoniques vocales gâchent l'épanouissement.

Curieuse soirée en vérité qui, malgré de graves inégalités de distribution, un orchestre avec à sa tête un chef à la gestuelle, certes efficace, mais trop effervescent, s'est peu à peu affranchie des contingences matérielles pour nous plonger au cœur de la comédie douce-amère de Beaumarchais et Mozart. Heureux d'avoir assisté à des *Noces* qui, en costumes, auraient ravi les spectateurs de l'Opéra-Bastille.

ALAIN LOMPECH

interflora

CHEZ VOTRE FLEURISTE OU AVEC NOTRE
NUMERO VERT 05 203 204



Maison des Cultures du Monde
jusqu'au 3 février
CRIGITAN
SPECTACLE
FLAMENCO
avec les danseurs
MANOLETE
IRENE ILLANES
deux guitaristes
et
deux chanteurs
45.44.72.30

SÉLECTION OFFICIELLE BERLIN 91

NINO MANFREDI
PATRICK ROUCHTEY
MARGARITA LOZANO
VIRGINIE LEDOYEN
mima
UN FILM DE
PHILOMÈNE ESPOSITO

AGENDA

SAMEDI 26 JANVIER

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAI DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Ava Gardner : Pandora (1951, v.o. s.t.f.), de Albert Lewin, 15 h ; Rex Harrison : Escapade (1948, v.o.), de Joseph L. Mankiewicz, 17 h 30 ; Kouchkov et les siens : Le Gal Canari (1928), de Lev Kouchkov, 19 h 15 ; Kouchkov et les siens : Deux Bouds Dées (1930), de Lev Kouchkov, 21 h.

DIMANCHE

Georges Conchon (1966), de Jacques Rouffio, 15 h ; Jeanne d'Arc : Theodora devient folle (1936, v.o.), de Richard Boleslawski, 17 h 30 ; Kouchkov et les siens : L'Affaire des Femmes (1929), d'Alexandre Khokhlov, 19 h 15 ; Kouchkov et les siens : Le Baiser de Mary Pickford (1927), de Sergueï Komarov, 21 h.

PALAI DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI

Mademoiselle Ogün (1962, v.o. s.t.f.), de Kinyo Tanaka, 18 h 30 ; Le Boud du Saké (1963, v.o. s.t.f.), de Yasujiro Ozu, 20 h.

DIMANCHE

Barberousse (1966, v.o. s.t.f.), de Akira Kurosawa, 19 h.

CENTRE

GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-28)

SAMEDI

Zavattini : L'île des amours interdites (1950, v.o. s.t.f.), de Damiano Damiani, 14 h 30 ; Umberto Lenzi : L'île des amours interdites (1950, v.o. s.t.f.), de Damiano Damiani, 16 h 30 ; Teresa Venerdì (1941, v.o. s.t.f.), de Vittorio De Sica, 20 h 30.

DIMANCHE

Zavattini : Bellissima (1951, v.o. s.t.f.), de Luciano Visconti, 14 h 30 ; Solenne (1946, v.o. s.t.f.), de Vittorio De Sica, 17 h 30 ; Station Terminus (1953, v.o. s.t.f.), de Vittorio De Sica, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI

Paris qui chante : Lyrique : Le Vrai Paris (1932) de J.C. Bernard, Griseiras (1935) de John Cromwell, 14 h 30 ; Trénet : Portrait : Charles Trenet (1970) de Pierre Philippe, Roméo (1941) de Jean Boyer, 16 h 30 ; Une Américaine à Paris : Bande annonce : Femmes de Paris (1953) de Jean Boyer, 18 h 30 ; Chevalier : Maurice de Paris (1950) de Jean-Paul Sassy, Maurice de Paris (1950) de Jean-Paul Sassy, 20 h 30.

DIMANCHE

Paris qui chante : Chansonnette : Eclair-Journal, Circonstances atténuées (1938) de Jean Boyer, 14 h 30 ; Chevalier : Maurice de Paris (1950) de Jean-Paul Sassy, Maurice de Paris (1950) de Jean-Paul Sassy, 16 h 30 ; Roumelle : Actuelles : Gaumont, Le Paradis perdu (1939) d'Abel Gance, 18 h 30 ; Régine et Gaumont : Les Petits Posters (1986) de Fabrice Cost, Actuelles : Gaumont, Régine (1987) de Jacqueline Joubert, Noël à Vaugrand (1966) de Jacques Escoffier, Actuelles : Gaumont, Gaumont, Noël à Vaugrand (1966) de Jacques Escoffier, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A. v.o.), de Les Trois Batares, 45-81-10-80.

L'AMOUR DANS DE BEAUX DRAPS (A. v.o.), de Forum Horizon, 15-08-57-57 ; Pathé Marignan-Concorde, 8-43-59-82-82 ; v.f., Pathé Marignan, 14-43-20-12-06 ; Pathé Clichy, 18-45-22-46-01 ; La Gambetta, 20-46-36-10-86.

ATTACHE-MOI ! (Esp. v.o.), de Lucien, 8-45-44-57-34.

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), de Lina, 4-42-78-47-86 ; Le Berry Zébre, 11-43-57-51-55 ; Saint-Lambert, 15-43-32-91-68.

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A. v.o.), de Le Berry Zébre, 11-43-57-51-55 ; Saint-Lambert, 15-43-32-91-68.

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov. v.o.), de La Femme de Pétrole, 6-43-26-58-00.

CABAL (*) (A. v.o.), de Gaumont Ambassade, 8-43-59-19-08 ; v.f., UGC Opéra, 8-45-74-95-40 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Les Montparnasse, 14-43-27-62-37.

LA CASA DE BERNARDA ALBA (Esp. v.o.), de Lina, 4-42-78-47-86.

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.), de Cinoche, 8-46-33-10-82 ; George V, 8-45-82-41-68.

CERTAINES NOUVELLES (Fr.), de L'Entrepôt, 14-45-43-41-63.

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.), de Gaumont Ambassade, 8-43-59-19-08 ; Gaumont Parnasse, 14-43-35-30-40 ; Gaumont Aléa, 14-43-27-84-50.

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES OSSES (A. v.o.), de République Cinéma, 11-48-05-51-33 ; Saint-Lambert, 15-43-32-91-68.

CHUCKY LA POUPÉE DE SANG (*)

(A. v.o.), de George V, 8-45-82-41-68 ; v.f., de Paramount Opéra, 9-47-42-56-31.

CINÉMA PARADISO (Fr.-It. v.o.), de Grand Pavois, 15-45-54-48-86.

LA CITÉ DES DOULEURS (Chin. v.o.), de République Cinéma, 11-48-05-51-33 ; Denfert, 14-43-21-41-01.

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8-45-74-95-40 ; Sept Parnassiens, 14-43-20-12-06.

DAMES GALANTES (Fr.) : Cinoche, 8-46-33-10-82.

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Cinoche, 8-46-33-10-82.

DESPERATE HOURS (*) (A. v.o.), de Ciné Beaubourg, 3-42-71-52-38 ; UGC Champs-Élysées, 8-45-82-41-68 ; v.f., de UGC Montparnasse, 6-45-74-94-94 ; Paris Ciné 1, 10-47-20-21-71.

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 11-40-28-12-12 ; Gaumont Opéra, 2-47-42-60-33 ; Pathé Hautes-Fallues, 6-46-33-10-82 ; Gaumont Ambassade, 8-43-59-19-08 ; Saint-Lazare-Pasquier, 8-43-57-51-55 ; La Bastille, 11-43-07-48-80 ; Fauvette, 13-43-31-58-83 ; Gaumont Parnasse, 14-43-35-30-40 ; Gaumont Aléa, 14-43-27-84-50 ; Gaumont Convention, 15-48-22-46-01 ; Pathé Wexler II, 18-45-22-46-01.

DO THE RIGHT THING (A. v.o.), de Cinoche, 8-46-33-10-82.

DOC'S KINGDOM (Fr.-Por. v.o.), de Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrand, 6-42-22-87-23.

L'ECHELLE DE JACOB (*) (A. v.o.), de Gaumont Les Halles, 11-40-28-12-12 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; v.f., de Gaumont Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Les Montparnasse, 14-43-27-62-37 ; Pathé Clichy, 18-45-22-46-01.

EUROPA EUROPA (Fr.-All. v.o.), de République Cinéma, 11-48-05-51-33 ; Denfert, 14-43-21-41-01.

HENRY V (Brit. v.o.)

Forum Orient Express, 1-42-33-42-28 ; 14 Juillet Odéon, 6-43-25-59-83 ; Publicis Champs-Élysées, 8-47-20-76-23 ; Max Linder Panorama, 9-45-24-88-88 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15-45-75-79-79 ; Kinopanorama, 15-43-06-50-50 ; v.f., de Pathéon, 5-43-54-15-04 ; Saint-Lazare-Pasquier, 8-43-57-51-55 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06.

HOT SPOT (*) (A. v.o.), de Ciné Beaubourg, 3-42-71-52-38 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Rotonde, 6-45-74-94-94 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01.

INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ÉTÉ (A. v.o.), de Cinoche, 8-46-33-10-82.

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin. v.o.), de Forum Orient Express, 1-42-33-42-28 ; Racine Odéon, 6-43-28-19-68 ; La Bastille, 11-43-07-48-80 ; Escurial, 13-47-07-28-04.

JU DOU (Chin. v.o.), de La Juliette Parnasse, 6-43-26-58-00 ; Les Trois Batares, 4-45-81-10-80.

KOUCHEV ET LES SIENS (Sov. v.o.), de Ciné Beaubourg, 3-42-71-52-38 ; UGC Rotonde, 6-45-74-94-94.

LACENAIRES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3-42-71-52-38 ; UGC Triomphe, 8-45-74-95-40 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Les Montparnasse, 14-43-27-62-37 ; Pathé Clichy, 18-45-22-46-01.

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin. v.o.), de République Cinéma, 11-48-05-51-33 ; Denfert, 14-43-21-41-01.

LES LAISSONS DANGEREUSES (A. v.o.), de Cinoche, 8-46-33-10-82 ; Grand Pavois, 15-45-54-48-86.

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A. v.o.), de George V, 8-45-82-41-68 ; v.f., de Rex, 2-42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 6-45-74-94-94 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Les Montparnasse, 14-43-27-62-37 ; Pathé Clichy, 18-45-22-46-01.

NETCHAÏEV EST DE RETOUR. Film français de Jacques Deray, Forum Horizon, 1-45-08-57-57 ; Rex, 2-42-36-83-93 ; UGC Danon, 6-42-25-10-30 ; UGC Rotonde, 6-45-74-94-94 ; Pathé Marignan-Concorde, 8-43-59-19-08 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-22-46-01 ; UGC Odéon, 6-42-25-10-30 ; UGC Biarritz, 8-45-82-41-68 ; UGC Opéra, 2-47-42-60-33 ; UGC Montparnasse, 14-43-35-30-40 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-01-59 ; UGC Gobelins, 13-45-81-94-95 ; Mistral, 14-45-35-32-43 ; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-06 ; UGC Convention, 15-48-

Journal 150

Le Monde

HEURES LOCALES

Les cadres territoriaux tentés par le privé

Pour éviter une « fuite des cerveaux », le gouvernement examine la crise du recrutement qui affecte la fonction publique territoriale

La fonction publique territoriale exerce un attrait certain auprès des diplômés de haut niveau, qui rêvent souvent de travailler non loin des pouvoirs de décision. Mais cette jeune institution présente de tels défauts en matière de salaires et de carrières que ces diplômés préfèrent de plus en plus exercer leurs talents dans la fonction publique d'Etat ou dans le secteur privé.

Jean-Gabriel, l'un des *happy few* reçus en 1990 au redoutable concours d'administrateur, a dû attendre quatre mois avant de percevoir son premier traitement. En effet, le triste privilège de la territoriale — la formation initiale des élèves fonctionnaires, qui donne droit à une rémunération, n'est pas organisée après leur succès au concours, mais seulement après leur recrutement. Or, les élus n'ayant plus l'obligation, depuis 1987, de choisir leurs collaborateurs sur les listes d'aptitude, il arrive que ce recrutement tarde.

Bien qu'il ait été embauché, en août 1990, au conseil général du Cher, Jean-Gabriel n'est pas sûr de pouvoir occuper, en juillet 1991, le poste de directeur des services financiers et techniques pour lequel il a été engagé. « La collectivité avait prévu un délai d'un an pour ma formation. Le Centre national de la fonction publique territoriale a décidé de l'organiser en janvier 1991 — le temps que les seize lauréats aient obtenu un emploi, — mais il l'a encore repoussé de trois mois. En attendant, je dois vaquer à d'autres tâches. »

Si le mécanisme de la formation initiale irrite les débutants, il déplaît encore plus aux élus, qui se plaignent de payer des collaborateurs absents pendant un certain nombre de mois (environ dix-huit pour les administrateurs, douze pour les attachés), au lieu de pouvoir disposer d'eux immédiatement. « Dans les petites collectivités, où la gestion prévisionnelle fait défaut, c'est encore plus insupportable. L'indigne le maire d'Aubenas, Bernard Hugo (RPR). Lorsque j'ai eu besoin d'un attaché, je me suis adressé aux fonctionnaires déjà en poste. Mais, comme leur formation n'était pas assez polyvalente, j'ai finalement recruté un contractuel. »

Décentralisation à deux vitesses

Ces pratiques alarment un certain nombre de syndicats, qui craignent de voir le service public passer aux mains du privé. Pour inciter les élus à recruter des fonctionnaires territoriaux, le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) a proposé de modifier la formation initiale: les lauréats suivraient un tronc commun avant leur recrutement, et une formation spécialisée après. Pendant la première période, ils seraient rétribués par le CNFPT, qui devrait alors disposer de ressources supplémentaires.

Cette solution, qui exigerait un déplacement des cotisations des élus, sera étudiée le 5 février par un groupe de travail associant, autour de Philippe Marchand, ministre chargé des collectivités territoriales, les représentants des syndicats, des élus, des groupes parlementaires, du CNFPT et du

demi-douzaine d'entre elles (qui revendiquent huit mille adhérents) se sont regroupées pour demander à participer au groupe de travail. Le ministre a promis d'entendre ce « lobby », assez puissant pour avoir obtenu, fin novembre, deux amendements améliorant son statut. L'un d'eux autorisait

parer aux mieux lois: les fonctionnaires du budget, ironise un secrétaire général. Toutefois il paraît plus logique de demander 44 %, comme les administrateurs civils du ministère de l'Intérieur. Pour cet ingénieur de l'Est, en revanche, « il serait temps de réclamer 77 % du salaire, comme aux Ponts et Chaussées, plutôt que de plafonner à 40 %... »

De meilleures passerelles vers l'Etat

Cet amendement convient aussi aux présidents de conseil général et aux maires, qui s'inquiètent de voir fuir vers le privé les cadres expérimentés. Ils n'ont d'ailleurs pas la moindre intention de respecter la circulaire du ministère de l'Intérieur qui recommande d'appliquer le texte de la façon la plus restrictive. En revanche, les syndicats redoutent un certain « clientélisme », le régime indemnitaire devant être négocié au plan local. Ils ne veulent pas non plus d'une « décentralisation à deux vitesses », qui creuserait le fossé entre les villes riches et les autres.

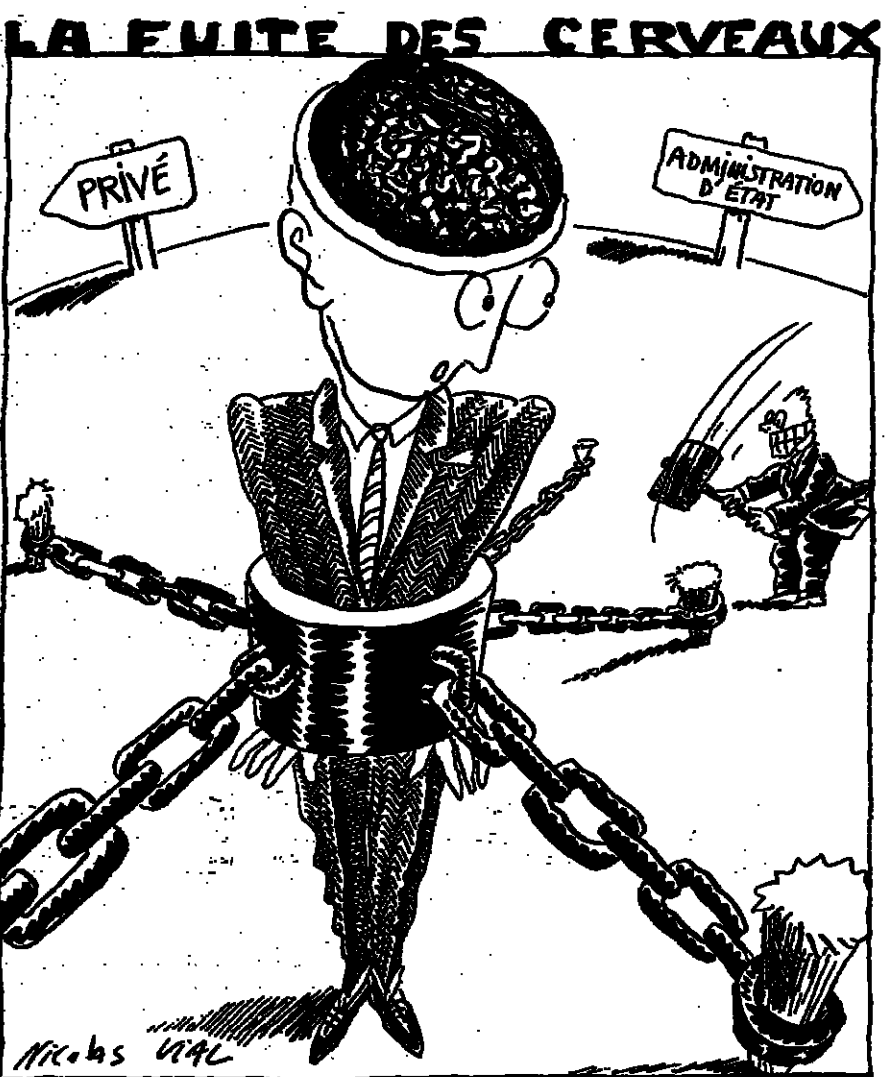
En effet, les collectivités n'ayant pas tardé à saisir l'opportunité de grandes disparités sont déjà apparues. A Tours, les administrateurs ont obtenu 40 %, ce qui leur donne le même régime que les ingénieurs. A Plouvienn (Finistère), le secrétaire général a obtenu une indemnité de « confection des documents budgétaires » établie « dans la limite de l'indemnité de conseil versée au receveur principal », de 3 000 francs... par an.

Pour les fonctionnaires territoriaux, la crise du recrutement est largement imputable au principe d'équivalence institué entre les différents versants de la fonction publique. « Notre promotion interne, par exemple, s'appuie sur des quotas nationaux inapplicables dans les collectivités. Pour améliorer notre statut, nous en sommes réduits à passer des concours », remarque un technicien, qui fait allusion au grade d'ingénieur en chef de première catégorie.

Les cadres souhaitent que la décharge de fonction soit assortie de garde-fous et que le reclassement soit facilité par de meilleures passerelles vers l'Etat. « Pour dix préfets passant à la territoriale, combien de secrétaires généraux font le chemin inverse ? » Ils se battent aussi contre les seuils démographiques, qui freinent l'avancement. Une ville devrait pouvoir recruter un administrateur dès qu'elle compte 20 000 habitants, sans attendre le seuil des 40 000.

Pour Jacques Marsaud, secrétaire général de la ville de Saint-Denis, « le drame de la fonction territoriale vient de ce qu'elle est conçue par des fonctionnaires de l'Etat, qui ne connaissent pas nos métiers. Comment leur faire comprendre que le personnel décentralisé a besoin de statuts différents et d'une formation spécifique ? »

RAFAËLE RIVAIS



Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT). Au cours de cette réunion, les syndicats, CGT en tête, pourraient aussi revenir sur le principe de la loi Galland, adoptée sans enthousiasme dans le difficile contexte de la cohabitation. En autorisant les élus à choisir leurs collaborateurs, celle-ci leur donne en effet la liberté de refuser les lauréats des concours territoriaux.

Le malaise est tel, dans les associations de cadres administratifs et techniques, qu'une

des collectivités locales à fixer elles-mêmes les primes de leurs collaborateurs (Le Monde daté 9-10 décembre 1990).

Les régimes indemnitaires ne doivent pas dépasser « ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat », stipule cet article. Mais, comme aucun décret d'application ne fixe d'équivalences entre les fonctions de la territoriale et celles de l'Etat, toutes les interprétations — les plus avantageuses, notamment — sont permises. « Nous pourrions nous com-

Le rural en campagne

« Le problème du monde rural est avant tout culturel. » C'est à cette conclusion qu'est parvenue une mission sénatoriale d'information, après plus d'un an d'investigations à travers la province et dans les pays européens.

L'état des lieux dressé par les sénateurs montre, certes, des Vosges au Sud-Ouest, une « diagonale aride » qui menace plus du tiers du territoire de désertification, mais les membres de la mission ont trouvé aussi plus d'une raison d'espérer. « L'espace rural n'est pas, comme le pensent les Français, un monument historique en perdition, mais un espace d'avenir », estime Jean-François Poncet, président de la mission sénatoriale, fondant son optimisme sur les analyses de futurologues américains pour qui « le vingt et unième siècle sera celui de la dispersion des activités économiques en zone rurale ».

Créer une structure interministérielle

Cette « modernité » sera proclamée le 28 février au 1^{er} mars à Bordeaux, au cours d'une « Convention pour l'avenir de l'espace rural » à laquelle doivent participer quelque deux mille élus locaux et spécialistes de l'aménagement du territoire. Des propositions seront formulées dans les domaines des institutions, des finances, des services, de la diversification des activités et de l'agriculture. Les conclusions du colloque devraient servir de support à une véritable « croisade » en faveur des campagnes.

Pour M. François-Poncet, lui-même président de Lot-et-Garonne, « le département, élément décisif de la fédération des efforts communaux, est la clé de voûte du système ». Il faut « lui restituer son rôle d'aménageur du territoire rural ».

Au niveau gouvernemental, l'ancien ministre plaide pour une structure interministérielle sur laquelle régnerait « un ministre d'Etat de haut niveau chargé de l'aménagement du territoire ». Un ministre de la campagne après celui de la ville ? Ce serait, pour Jean-François-Poncet, un des moyens de guérir la France de son « obsession urbaine ».

J.-J. B.

Les promoteurs font leur pelote sur la côte basque

Les appétits immobiliers, encouragés par les maires, provoquent un tollé et lézardent certaines alliances politiques

BAYONNE

de notre correspondant

VENDREDI 11 janvier, cinq « bombinettes », visant des bureaux de vente de promoteurs et des agences immobilières, ont cassé quelques carreaux. Ces gros pétards ont réveillé plus que le voisinage. Les nationalistes, clandestins ou légaux, dénoncent depuis vingt ans la priorité économique accordée au tourisme. L'urbanisme en appelle même à « l'ensemble des forces vives pour donner un coup d'arrêt à l'expansion effrénée de l'immobilier touristique ». Aujourd'hui, leur croisade déborde leurs chapelles: de nombreux Basques sont mobilisés contre le béton qui se déverse sur leur littoral.

Le Pays basque est à la mode: la fréquentation touristique s'est considérablement accrue au cours de ces cinq dernières années. Les grands promoteurs immobiliers, après avoir bétonné le littoral méditerranéen et une partie de la côte vendéenne, s'attaquent aujourd'hui au rivage basque, relativement protégé.

De l'embouchure de l'Adour à la frontière espagnole, les chantiers se multiplient. Bien que, dans l'Atlantique, la moyenne annuelle de sortie en mer des plaisanciers n'excède pas

deux jours, les deux ports de plaisance existants seront bientôt cinq. Les golfs au nombre de quatre vont passer à huit. Et pour rentabiliser ces équipements, les maires modifient les plans d'occupation des sols pour concéder à tout va des permis de construire. Pour elles, il s'agit de satisfaire rapidement à la demande croissante des touristes, qui n'ont pu l'être totalement durant les étés de 1989 et 1990.

Guerre des greens

Qu'ils soient de droite comme à Biarritz et à Anglet, de gauche comme à Ciboure ou à Hendaye, les maires veulent leur part de gâteau. Chacun y va de son projet plus ou moins grandiose, sans aucune concertation avec ses voisins, ne serait-ce que pour éviter une concurrence néfaste entre réalisations de même nature.

Dans cette course au béton, on ne prend pas le temps d'évaluer les retombées sur le tissu social, culturel, économique ainsi que sur l'environnement. Or c'est près de 20 000 lits qui devraient être construits d'ici deux ans, avec, dans certaines communes, des accroissements de population de 100 %. Sur quelles plages, déjà très fréquentées,

iront-ils s'entasser ? Si des milliers de places de parking seront aménagées à leurs abords, encore faudrait-il pouvoir y accéder, les routes du littoral ayant déjà connu, l'été dernier, des encombrements mémorables.

« Les projets que nous mettons en place ne visent pas un tourisme estival », assure M. Bernard Marie, maire de Biarritz (RPR), convaincu que les 8 000 lits prévus sur sa commune ne seront pas occupés en même temps. « Hôtels et résidences (entre 12 000 et 25 000 francs le mètre carré) seront implantés autour du golf que nous venons d'aménager, et leurs occupants seront pour l'essentiel des pratiquants de ce sport », dit-il.

La capacité maximale d'accueil quotidien d'un parcours de dix-huit trous étant de trois cents joueurs, la liste d'attente risque d'être longue. Peut-être pourront-ils tenter leur chance sur le golf d'Arcangues, construit sur les terres du châtelain du village et qu'il comptait « rentabiliser » grâce à la construction de villas et de logements collectifs.

Lire la suite page 15
PHILIPPE ETCHEVERRY

Marseille libère des hectares

Pour enrayer l'hémorragie de sa population la cité phocéenne révisé son plan d'occupation des sols

MARSEILLE

de notre correspondant

MILLE hectares de plus réservés à la construction et mille autres consacrés à l'accueil d'entreprises ou d'activités: ce sont les deux modifications majeures apportées au plan d'occupation des sols (POS) de Marseille élaboré en 1972, appliqué depuis 1978 et qui était dépassé face aux réalités, en dépit de six modifications ponctuelles intervenues entre-temps.

Pourquoi, ces révisions que Robert Vigouroux a tenu à présenter en personne aux représentants des associations avant de les soumettre au vote du conseil municipal ? Il paraît clair que le maire de Marseille voit dans cette « libération » d'espaces à construire ou à consacrer aux activités industrielles ou commerciales (stockages, bureaux, laboratoires, industries non polluantes) un moyen de lutter contre la lente démolition de population dont souffre la ville, qui a perdu quelque 100 000 habitants en sept ans.

Les raisons de cet exode sont à rechercher notamment dans le désir des classes moyennes d'accéder à la propriété individuelle et dans les facilités offertes sur ce plan par les com-

munes périphériques, notamment entre Marseille, les rives de l'étang de Berre, la région d'Aix-en-Provence et Aubagne. Le taux de la taxe d'habitation à Marseille, qui a la réputation de détenir le record de France — plus de 32 % mais elle a grimpé jusqu'à 36 % — a aussi certainement joué son rôle dans l'incitation au départ.

« Nous étions en manque de terrains convenables pour l'accueil des entreprises », a reconnu le maire qui les a vues répondre nombreuses aux avantages consentis pour leur installation par ces mêmes communes périphériques, qui ont vu en perdre Marseille de sa substance industrielle et commerciale.

Protection accrue des bastides

Le manque de terrains est aggravé dans le POS actuel par le nombre de réservations en faveur d'équipements publics qui n'ont jamais été réalisés. 1 300 hectares avaient été « gelés » en 1981. Le nouveau document d'urbanisme n'en comptera plus que 300.

Les nouveaux espaces réservés aux activités sont principalement situés dans le nord et l'est de la ville (notamment à proximité du technopôle de Château-Gombert), tandis que les dix nouvelles zones consacrées à la construction indivi-

duelle ou au « petit collectif » touchent essentiellement les 8^e et 9^e arrondissements (quartiers sud) et les 12^e et 13^e (quartiers est).

Parallèlement, 660 hectares d'espaces verts supplémentaires seront classés (Marseille en compte 9 000). Une dizaine de « taches blanches » subsistent sur le plan, qui concernent des « zones de projet » dont la vocation reste à préciser.

Le nouveau POS de Marseille, qui sera applicable en 1992, prévoit enfin la protection accrue des bastides, ces résidences secondaires (version cossue du « cabanon ») bâties à la périphérie par les bourgeois marseillais des siècles derniers, fuyant la chaleur et les nuisances industrielles du centre-ville. Il y avait plus de 2 000 bastides au début du siècle, il en reste à peine 200. La plupart — non protégées — ont disparu à la sauvette sous les coups de boutoirs des promoteurs, à l'occasion de chantiers de construction. Les Télécoms ont ainsi détruit Valbroy, un joyau du dix-huitième, en toute impunité. Désormais, toute transformation devra faire l'objet d'une demande d'autorisation spéciale.

JEAN CONTRUCCI

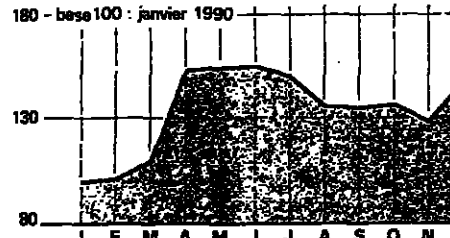
HEURES LOCALES

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

«LE MONDE» FINANCES/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

Jusqu'à ce jour, aucun indicateur ne donnait d'éléments d'actualité sur la conjoncture des finances communales. Le Crédit local de France a mis en place, avec l'appui de Bpce Conseil, des indicateurs qui permettent de suivre mensuellement l'évolution de la situation financière des communes de plus de 5 000 habitants. Ces indicateurs donnent une information en temps réel et significative, même s'ils ne peuvent prétendre à l'exhaustivité. L'évolution sur l'ensemble de l'année 1990 de trois éléments-clés de l'activité des communes et de leur situation financière (emprunt, investissement, trésorerie) sera analysée ce mois-ci.

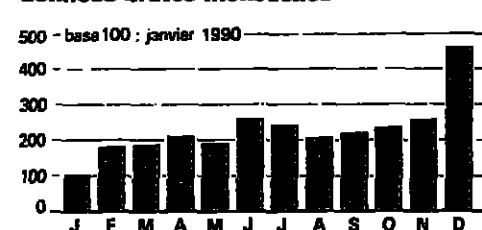
Évolution mensuelle de la trésorerie



□ Au premier trimestre, le niveau de la trésorerie est resté modeste. Il s'agit d'une période difficile pour les collectivités locales en raison, notamment, des dépenses effectuées en début d'année mais rattachées à l'exercice précédent. La trésorerie devient plus abondante à partir du deuxième trimestre, du fait du versement des dotations de l'État et de rentrées fiscales plus importantes, mais aussi de la constitution de réserves destinées à financer les dépenses d'investissement du second semestre. La croissance

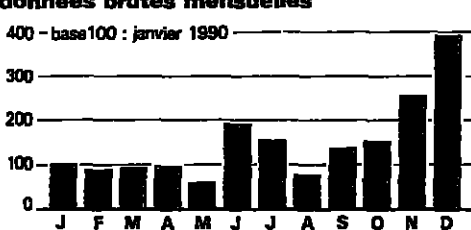
observée en décembre est liée à une mobilisation d'emprunts non encore utilisés. L'évolution annuelle du solde de trésorerie est plus heurtée pour les communes de moins de 10 000 habitants que pour les autres, du fait de flux d'investissement plus irréguliers. Les communes disposant de lignes de trésorerie auprès d'un organisme financier en maîtrisent mieux l'évolution : en leur permettant de disposer de fonds dans un bref délai, ces lignes leur évitent de constituer une trésorerie de précaution sans risque de rupture de paiement.

Investissement : données brutes mensuelles



□ Après une évolution irrégulière des dépenses d'investissement des communes du panel sur les huit premiers mois de l'année 1990, on constate une progression continue à partir du mois d'août. L'analyse du comportement des communes en fonction de leur taille montre cependant que, si les programmes des petites communes (moins de 10 000 habitants) ont fortement progressé en fin d'année, les plus grandes sont parvenues à maintenir un flux constant d'investissement toute l'année. Les collectivités de grande taille ont réalisé la majeure partie de la masse totale des dépenses d'investissement. Toutefois, le poids relatif de ces dépenses diffère selon les communes. Ainsi, le montant moyen des dépenses rapportées au nombre d'habitants n'est que de 985 francs pour les communes de plus de 200 000 habitants contre 1 415 francs pour celles de 10 000 à 50 000 habitants.

Emprunt : données brutes mensuelles



□ En 1990, les communes du panel ont emprunté moins des 2/3 de ce qu'elles avaient prévu lors de l'adoption de leur budget primitif. Ce décalage entre prévisions et réalisations est traditionnel. Il a pu être amplifié cette année par la forte croissance des recettes fiscales des communes en 1990 ainsi que par la hausse des taux d'intérêt, accentuée par la crise du Golfe. Ce moindre recours à l'emprunt s'inscrit de surcroît dans une tendance longue de baisse de la part de l'emprunt dans le financement de l'investissement : alors que cette part représentait entre 55 et 75 % des dépenses d'équipement dans les années 70, elle n'était plus que de 33 % en 1989. L'autofinancement a, en effet, progressivement pris de l'importance à partir de 1983, sous l'effet conjugué de la croissance des recettes fiscales et du ralentissement des dépenses de fonctionnement.

Association des Maires de France

VILLE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Un enjeu majeur : l'équilibre des villes ; un élément essentiel : l'action économique ; une exigence : la clarification du rôle de tous les partenaires.

rendez-vous les 6 et 7 février 1991 au colloque de CAMBRAI

Travaux en ateliers

- des échanges et réflexions des élus locaux et de leurs partenaires sur : les stratégies, les initiatives, la coopération, le partenariat, la formation et l'insertion sociale ;
- la présentation d'expériences multiples ;
- la participation d'intervenants extérieurs et d'experts ;

intervention de Jacques CHEREQUE, ministre de l'Aménagement du Territoire et des Reconversions.

Synthèse des travaux par :

Michel GIRAUD (président de l'AMF), Rodolphe PESCE (maire de Valence), animée par Jacques-François SIMON (Le Monde).

Table ronde avec :

Robert VIGOURoux (sénateur-maire de Marseille), André ROSSINOT (député-maire de Nancy), Pierre RICHARD (président du CLF), Jean-Pierre DUPORT (délégué à l'Aménagement du Territoire), Maurice PANGAUD (vice-président du CNPF), Philippe CLEMENT (président de l'ACFCI).

Clôture par :

Michel DELEBARRE, ministre d'Etat, ministre de la Ville.

En collaboration avec **Le Monde**

et la participation de l'AMGVF, la FNVM et de l'AMVBF.

Renseignements : AMF, 41, quai d'Orsay 75007 PARIS Tél. 45 51 66 46 Gérard Masson José Guntzburger



FRANCE TELECOM



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOCIÉTÉ FRANCE ÉCOLES-UNIVERSITÉS

DÉBAT

Pour une répartition plus juste de la DGF

par Joël Bourdin

La loi de 1979 prévoit un système de répartition de l'impôt global de la DGF — fût-ce chaque année dans la loi de finances — en fonction de la population des communes (pour 40 %) mais en tenant compte, complémentarément, de critères qualitatifs ou quantitatifs visant à introduire, dans le calcul, la richesse fiscale et les sujétions relatives des communes. Ainsi la péréquation intercommunale est-elle explicitement inscrite dans le dispositif des lois instituant la DGF. Or, une étude récente réalisée par la direction générale des collectivités locales et dont les résultats figurent dans le dixième rapport du conseil des impôts (1) fait apparaître qu'en pratique on est loin du compte. À partir de ce document technique, on peut faire trois observations :

1) Toutes les communes dont la population est inférieure à 10 000 habitants enregistrent, après péréquation, une DGF par habitant inférieure à ce que procurerait un strict système de répartition *per capita* (selon la population communale). Dans ce groupe, même les communes « défavorisées » (potentiel fiscal par habitant et revenus par habitant inférieurs aux moyennes du groupe) sont pénalisées quant aux dotations qui leur sont attribuées. Ainsi, pour une commune « défavorisée » de 5 000 habitants, la perte, relativement à ce que procurerait une répartition *per capita*, est de 16 %. À l'égard de ces communes on ne peut plus parler de péréquation mais de péréquation inversée ou de contre-péréquation !

2) À l'inverse, toutes les communes de plus de 20 000 habitants, quel que soit le niveau de leur richesse fiscale, bénéficient d'une DGF par habitant supérieure à ce que donnerait un simple mécanisme de répartition *per capita*. C'est ainsi que, pour prendre le cas le plus outré, les communes les plus « favorisées » de 200 000 habitants et plus enregistrent une DGF par habitant de 70,38 % supérieure à ce que donnerait une répartition *per capita*.

3) Dans le groupe des communes de plus de 200 000 habitants, l'écart (positif) entre la DGF effectivement attribuée et celle qui serait versée en fonction de la population est plus élevé pour les communes « favorisées » (+ 70,38 %) que pour les communes « défavorisées » (+ 44 %). Non seulement la péréquation favorise largement les communes de ce groupe, mais elle est encore plus avantageuse pour la commune qui bénéficie de la plus grande richesse fiscale !

À l'évidence, le système de la DGF doit être revu, car il est profondément injuste, en dépit de la préoccupation d'équité inscrite dans la loi. En fait, deux contre-péréquations conjuguées jouent ses effets néfastes :

— La première, verticale, pénalise largement les communes de moins de 10 000 habitants et certaines communes de moins de 20 000 habitants. Alors que leur potentiel fiscal par habitant est plus faible, voire nettement plus faible, que celui des communes de taille moyenne, elles bénéficient d'un supplément de DGF — s'il n'y avait pas de péréquation en fonction du potentiel fiscal. Comprenez qui voudra !

— La seconde, horizontale, pénalise sensiblement les communes « défavorisées » par rapport aux communes « favorisées » quand elles ont plus de 20 000 habitants. Dans un cas, même (communes de plus de 200 000 habitants), il y a une contre-péréquation puisque onze communes de ce groupe perçoivent 16 % en moins par habitant que la commune la plus favorisée.

Force est bien de constater que la péréquation souhaitée n'est pas réalisée. Bien au contraire. Il y a bien

des facteurs qui expliquent ces biais que des économistes pourraient éventuellement mesurer :

— Tout d'abord, le système de pondération de la population prise en compte dans le mécanisme n'est sans doute pas étranger à l'anomalie constatée. En comptant pour 1 l'habitant d'une commune de moins de 500 habitants et pour 2,5 l'habitant d'une commune de plus de 200 000 habitants (alors que 40 % de la DGF est répartie en fonction de la population) on exagère sans doute l'écart des charges nettes assumées par les communes rurales, d'une part, et les villes, d'autre part.

— La stratification des communes selon le critère de la taille, afin de réaliser une péréquation stricte par strate, c'est-à-dire horizontalement, ne garantit aucunement la péréquation verticale. Prenons l'exemple de deux communes de taille voisine : l'une, A, a 19 000 habitants et un potentiel fiscal par habitant de 1 700 francs, l'autre, B, a 21 000 habitants et un potentiel fiscal par habitant de 1 750 francs. A appartient au groupe des communes de 5 000 à 20 000 habitants, dont le potentiel fiscal moyen par habitant est de 1 675 francs, et ne bénéficie pas d'attribution de péréquation puisque son potentiel fiscal est plus important que la moyenne du groupe. B appartient au groupe des communes de 20 000 à 100 000 habitants, dont le potentiel fiscal moyen est de 1 810 francs, et va ainsi bénéficier d'une attribution supplémentaire de DGF. Ainsi, A, bien que moins riche, ne touchera rien au titre de la péréquation, tandis que B obtiendra un supplément de DGF.

— La garantie minimale, accordée à toutes les communes, d'une progression de 55 % du montant de l'évolution de l'enveloppe globale de DGF fige les inégalités, en les transférant d'une année à l'autre.

La justice d'une répartition *per capita*

Partant de là, dès l'instant qu'on souhaite que les objectifs de la loi soient atteints, on imagine les voies qui peuvent être empruntées afin de rééquilibrer les mécanismes prévus. S'il est difficile de s'engager, *ex abrupto*, dans une réforme du mode de pondération des populations (qui reste néanmoins envisageable), trois possibilités, parmi d'autres, sont envisageables :

— Revoir le calcul de la dotation de péréquation en élargissant substantiellement les strates de population afin d'augmenter les moyennes de références des potentiels fiscaux des communes de faible taille et d'abaisser celles des communes de taille plus élevée. Cela permettrait une meilleure péréquation horizontale et verticale.

— Redéfinir, voire diversifier la notion de garantie de progression minimale. *A priori*, à condition d'être en mesure de mieux cerner leur définition, on ne voit pas pourquoi il n'y aurait pas trois niveaux de garantie, en faveur des communes les plus « favorisées », « défavorisées » ou dans une situation intermédiaire.

— Préciser, affiner les critères de mesure de la richesse fiscale des communes en intégrant des éléments jusqu'ici omis.

Il reste évident que faute de pouvoir apprécier les incidences exactes de modifications soulevées, la mise en œuvre d'un système de répartition *per capita* améliorerait déjà plus de justice. Il aurait par ailleurs le mérite de devenir compréhensible à tous.

(1) Conseil des impôts, Dixième rapport au président de la République, tome II, 1989, Journal officiel.

Joël Bourdin est secrétaire de l'Eure (UDF), professeur de finances à l'université de Caen, auteur de l'ouvrage « Finances communales », chez Economica.

BLOC-NOTES

NOMINATIONS

□ M. Georges Cardona au SIVOM de l'agglomération rouennaise. Le président de l'Association des administrateurs territoriaux de France, M. Georges Cardona, est nommé secrétaire général du SIVOM de l'agglomération rouennaise. Ainsi, après avoir été secrétaire général de la ville de Limoges de mai 1982 à mai 1990, M. Cardona n'aura pas eu que quelques mois au Crédit local de France.

[Né le 11 décembre 1945 à Londres, M. Georges Cardona est diplômé de l'IEP de Paris. Il a été attaché d'administration centrale, puis attaché principal au ministère de l'Économie et des finances de 1968 à 1982.]

□ Un nouveau directeur général au CNPPT. — M. Alain Verray a été nommé directeur général du Centre national de la fonction publique territoriale (CNPPT) le 16 janvier, en remplacement de M. Michel Delafosse, qui avait démissionné en novembre 1990. M. Verray occupait depuis plusieurs mois le poste de directeur général adjoint chargé des moyens (ressources humaines, questions financières, organisation des marchés). Il devra poursuivre deux objectifs : la décentralisation de la formation vers les régions et le repartiment des tâches de gestion vers le siège. M. Verray ne sera pas remplacé. En effet, l'organigramme du CNPPT sera refondu de façon à donner une place prépondérante à la formation. Une seule des quatre directions générales adjointes est ainsi préservée : celle de la formation, dont est chargé M. Hugues Brunel.

[Né le 30 janvier 1950 à Rouen-Breux (Ain), M. Alain Verray a été, pendant dix ans, directeur général de la mairie d'Amiens. Il a mené à bien des missions d'audit et d'enseignement dans le cadre de diverses institutions.]

AGENDA

□ Ergonomie et collectivités territoriales. — L'adaptation des systèmes et des méthodes de travail aux techniques modernes dans les collectivités locales fera l'objet d'un colloque à Toulouse les 24 et 25 janvier. Il est organisé par la délégation Midi-Pyrénées de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (MIDACT) et par le RESACT (Recherche scientifique et amélioration des conditions de travail).

► Inauguration de la Bibliothèque, 11, boulevard des Récollets, Toulouse. Inauguration : MIDACT. 47, rue de Metz, 31000 Toulouse. Tél. : 61-23-98-84.

□ Tourisme urbain. — Une série de cinq colloques intitulés « Sites et cités du tourisme » débutera à Nantes le 5 février. Cette ville a été choisie pour les nombreux travaux déjà effectués par ses commissions touristiques. Les colloques sont organisés par le ministère du tourisme et la revue *Urbanisme et architecture*, dont le rédacteur en chef est Michel Cantal-Dupart.

□ Précision. — L'arbitre de football Michel Vautrot, ex-arbitre international, n'anime pas une radio locale, comme nous l'avons écrit dans l'article intitulé « Besançon s'annonce le Prix Goncourt » (Le Monde cité 6-7 janvier) : il produit une émission hebdomadaire, « Mi-temps », le samedi, sur Radio-France Besançon.

PUBLICATIONS

□ Les finances locales. — Les éditions Economica, associées au Centre national de la fonction publique territoriale, publient un ouvrage pratique sur les budgets, les dépenses, les impôts et les interventions financières des collectivités locales.

Les budgets (700 milliards de francs) représentent près de 60 % du budget de l'État.

Les auteurs sont Jean-François Copé, administrateur civil, et François Werner, inspecteur des finances.

► Finances locales, Economica, 49, rue Harcourt, 75015 Paris, 215 p., 95 F.

□ Aquitaine Eco. — Le supplément économique annuel édité par Sud-Ouest, est consacré cette année aux grands chantiers de l'Aquitaine : l'arrivée du TGV, le tunnel du Sornport, l'aménagement des quais de Bordeaux, le réseau autoroutier Aquitaine, constituent les principales têtes de chapitre de cette revue qui dresse d'autre part un bilan par secteur d'activité de l'économie régionale.

► Aquitaine Eco, 70 francs, Sud-Ouest, 8, rue de Chevannes, 33081 Bordeaux Cedex.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Gérard Buisson (Lyon), Ginette de Mathe (Bordeaux) et Gérard Vallès (Toulouse).

La Seyne met son...

Pour sortir le... de la... re relance industrielle de l'...

La Seyne-sur-Mer, commune de 15 000 habitants, a lancé une opération de relance industrielle. Elle a financé la création de deux nouvelles entreprises : une société de conseil en informatique et une société de services à la clientèle. Ces deux entreprises ont été créées par des jeunes diplômés de l'université de la Méditerranée. La commune a également financé la création d'un centre de formation pour les jeunes diplômés. Ce centre a pour but de leur offrir une formation continue et de leur permettre d'acquiescer de nouvelles compétences. La commune a également financé la création d'un centre de recherche et développement. Ce centre a pour but de leur permettre de développer de nouvelles technologies et de les mettre à disposition des entreprises locales. La commune a également financé la création d'un centre de gestion des déchets. Ce centre a pour but de leur permettre de gérer de manière efficace les déchets de la commune. La commune a également financé la création d'un centre de gestion des déchets. Ce centre a pour but de leur permettre de gérer de manière efficace les déchets de la commune.

La Seyne-sur-Mer, commune de 15 000 habitants, a lancé une opération de relance industrielle. Elle a financé la création de deux nouvelles entreprises : une société de conseil en informatique et une société de services à la clientèle. Ces deux entreprises ont été créées par des jeunes diplômés de l'université de la Méditerranée. La commune a également financé la création d'un centre de formation pour les jeunes diplômés. Ce centre a pour but de leur offrir une formation continue et de leur permettre d'acquiescer de nouvelles compétences. La commune a également financé la création d'un centre de recherche et développement. Ce centre a pour but de leur permettre de développer de nouvelles technologies et de les mettre à disposition des entreprises locales. La commune a également financé la création d'un centre de gestion des déchets. Ce centre a pour but de leur permettre de gérer de manière efficace les déchets de la commune. La commune a également financé la création d'un centre de gestion des déchets. Ce centre a pour but de leur permettre de gérer de manière efficace les déchets de la commune.

Christian Jullienne, apôtre du management. Christian Jullienne est un expert en management. Il a écrit de nombreux livres sur le management et a donné de nombreuses conférences. Il est considéré comme un apôtre du management. Il a écrit de nombreux livres sur le management et a donné de nombreuses conférences. Il est considéré comme un apôtre du management. Il a écrit de nombreux livres sur le management et a donné de nombreuses conférences. Il est considéré comme un apôtre du management.

Journal de la Région

HEURES LOCALES

La Seyne met son avenir en chantier

Pour sortir la ville du marasme, les élus hésitent entre une relance industrielle et l'aménagement d'un pôle touristique

TOULON

de notre correspondant

NES au début du dix-huitième siècle, les Chantiers navals de La Seyne (Var) sont sortis de l'histoire économique de la deuxième ville du département le 8 janvier dernier. Ce jour-là était signé un acte de vente des terrains vacants depuis la liquidation judiciaire (le 27 février 1989) de cette entreprise qui fut longtemps la seconde du département. Avec 5 000 emplois il y a une dizaine d'années, et 2 400 en 1986, les Chantiers représentaient la principale source de revenus de la municipalité qui, aujourd'hui, bénéficie d'une « subvention compensatoire » de 13 millions de francs par an, allouée par le conseil général, en vue de sauvegarder artificiellement le budget communal.

Au terme de cette signature, la Société anonyme d'économie mixte (SAEM), mise en place le 23 novembre 1990 (au sein de laquelle siègent la municipalité seynoise, le conseil général, des communes avoisinantes et des partenaires économiques), a la maîtrise des 42,5 hectares occupés par l'ex-entreprise navale en plein centre de la ville. Cet accord n'aura été possible qu'après que l'Etat eut accepté de racheter pour 30 millions de francs les 18,5 hectares situés sur le domaine public maritime, et dont la chambre de commerce et d'industrie du Var avait, jusqu'à la jouissance, Le conseil général a acquis pour 45 millions de francs les terrains (14 hectares) jouxtant le domaine public maritime et qui était propriété privée des Chantiers (NORMED).

Mise à nu du site

Malgré la mise en place de bassins d'emploi pour compenser les emplois perdus, La Seyne n'a pas bénéficié, à ce jour, d'attention ou d'investissements prioritaires, ce qui explique sans doute une rapide relance des anciens chantiers dans un hypothétique domaine lié à la recherche ou aux hautes technologies. C'est dans cet espoir qu'avait été monté, dès juin 1988, le dossier « Marépoles ». Il avait pour ambition de transformer les Chantiers en « technopôle de la mer » alliant recherches, bassin d'essai sous-marin, zone industrielle et pôle touristique. Faut-il dire que le projet n'eut pas plus de débouchés que celui de « Centre mondial de la mer ».

En charge de l'espace sinistré, la SAEM envisage une « mise à nu » du site pour dresser un schéma d'aménagement industriel. Elle bénéficiera de 35 millions de francs, alloués par le conseil général, pour des travaux de désenclavement routier. La traversée de la ville pourrait se faire en souterrain, l'actuel port de plaisance étant légèrement

déplacé vers le nord et comblé en vue de créer un espace vierge d'un hectare et demi sous lequel serait implanté un parc à voitures.

Quant à l'avenir du site, « pas question d'y faire de l'immobilier », précise Arthur Pasch, vice-président du conseil général en charge du dossier. Nous sommes en face d'un port de guerre et il est exclu de prévoir la construction d'un port ou d'une marina. J'ai eu un contact personnel avec M. Chénouard : il a été convenu que le préfet maritime sera consulté avant tout projet et son approbation sera nécessaire à sa réalisation. En fait, nous voulons, en partie, mettre en place un « pôle d'excellence » pour attirer des entreprises de haute technicité. Quant à la zone restante — les deux tiers environ — nous allons lancer un concours international d'aménagement. Les travaux pourraient donc commencer en juin 1992.

Pour le moment, une entreprise de réparation navale pouvant induire 300 emplois s'est déjà manifestée. Une quarantaine d'autres souhaiteraient s'implanter à La Seyne. Il en faudra encore de nouvelles pour parvenir aux 2 000

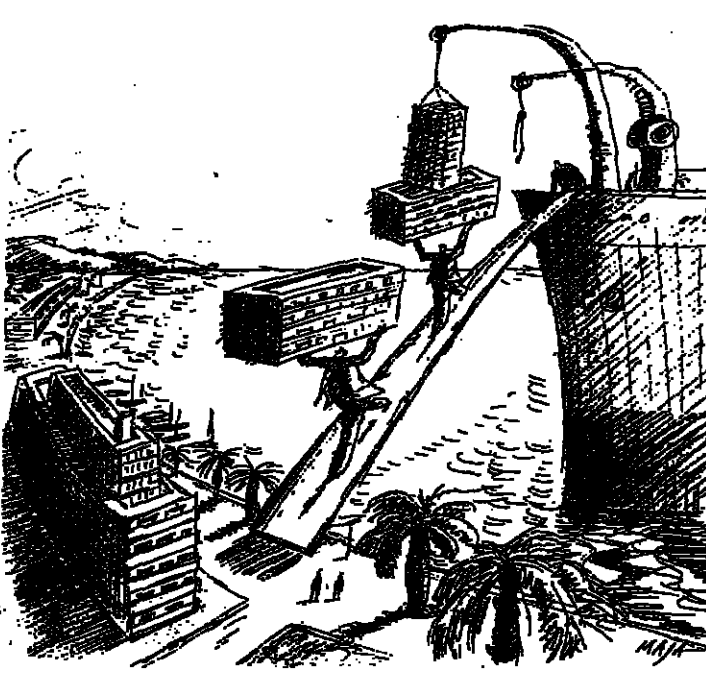
emplois que la SAEM s'est fixé comme objectif pour une relance économique de cette ville dont le taux de chômage frôle les 25 %.

Même si on le refuse, le pôle touristique fait partie de la relance de La Seyne, et depuis de nombreuses années. Dans le prolongement est du futur site industriel, en baie du Lazaret, un port de 1 000 anneaux, doté d'un complexe hôtelier, est déjà programmé.

A l'ouest, le port de commerce, construit il y a une dizaine d'années, est chroniquement déficitaire ; il pourrait bien être transformé en port de plaisance, d'autant plus que dans ce département (le premier de France en la matière avec 23 000 postes à quai), la carence en anneaux avoisine les 3 000.

Cette nouvelle zone d'activités, enclavée en centre-ville, pourrait trouver un nouvel équilibre entre recherche et tourisme balnéaire. Une ambition assez logique pour cette ville, désormais incluse dans le grand Toulon, riche de vingt-cinq kilomètres de littoral, et dont la capacité hôtelière n'est que de 300 chambres.

JOSÉ LENZINI



La décentralisation atteint le Pacifique sud

Un entretien avec Paul Néaoutyine, président de l'Association des maires de Nouvelle-Calédonie

Après le Sénat, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité, le 12 décembre dernier, le projet de loi portant séparation de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie.

Ce texte, qui étend et adapte les lois de décentralisation aux communes du territoire, répond à l'un des engagements figurant dans la loi référendaire du 9 novembre 1988. De création récente (1969), les trente-deux communes calédonniennes vont donc disposer, au 1^{er} janvier 1991, des mêmes droits et libertés que les communes métropolitaines, à l'exception de deux compétences majeures : l'urbanisme et le développement économique. Un projet de loi devrait venir compléter ce texte pour fixer le régime de la fiscalité communale en Nouvelle-Calédonie. Dans l'entretien qu'il accorde au Monde, Paul Néaoutyine, président du FLNKS, maire de Pointe-à-Pit, présente les observations de l'Association des maires de Nouvelle-Calédonie, qu'il préside. Jusqu'en 1984, l'Association des maires de Nouvelle-Calédonie, affiliée à l'AMF, regroupait l'ensemble des communes du territoire. Depuis la scission de dix maires légalistes, deux associations coexistent.

« Quelle appréciation porte l'Association des maires de Nouvelle-Calédonie sur la loi du

12 décembre dernier, qui adapte les lois de décentralisation aux communes du territoire ?

— Nous accueillons favorablement le projet de ce texte. Il répond à l'un des points des accords de Matignon. Après une première décentralisation au niveau des trois provinces, la décentralisation au niveau communal était attendue. Toutefois, nous regrettons de ne pas avoir été consultés sur ce texte dès le début de son élaboration. Quand le projet nous a été soumis, il n'était plus possible d'envisager des modifications. Nous souhaitons certains amendements, cela va peut-être nécessiter un nouveau texte de loi.

— Parmi vos propositions, vous avez souhaité que les communes disposent de compétences en matière d'urbanisme. Voulez-vous revenir sur une compétence donnée aux provinces du territoire ?

— Nous devons pouvoir maîtriser au niveau des communes l'urbanisme et la politique d'aménagement qui conditionnent le développement local. Actuellement, l'articulation de cette compétence entre les provinces et les communes n'est pas satisfaisante. Là où les rapports sont bons entre communes et la province — c'est le cas pour les provinces du Nord et

des îles — il serait possible de s'accommoder de ce mécanisme. Mais les communes du Sud font état de certaines difficultés de blocage avec la province. Je souhaite que cette question puisse être rediscutée pour aller vers une plus grande responsabilisation des communes.

— L'Association des maires de Nouvelle-Calédonie a souhaité qu'un amendement permette d'accroître la DGF pour les trente communes calédonniennes de moins de dix mille habitants. Pourquoi ce traitement de faveur ?

— Parce que nous craignons qu'en l'absence de nouvelles possibilités de financement, il ne nous soit pas possible de mettre pleinement en œuvre les nouvelles compétences. Les maires de notre association sont à la tête de petites communes où tout reste à faire : routes, écoles, services publics les plus élémentaires, etc. Or le niveau de ressources reste limité, nous devons même modifier le recours à l'emprunt tant la capacité de remboursement est faible.

— Aujourd'hui, les dotations et les subventions aux communes reposent sur des critères de répartition liés en grande partie à la population. Cela avantage Nouméa au détriment des petites communes. C'est pourquoi nous avons fait des propositions jouant sur les

critères de répartition de la DGF.

— Au-delà des moyens financiers, comment les élus municipaux et les personnels communaux s'approprient-ils à prendre en charge leurs nouvelles responsabilités après tant d'années de complète tutelle administrative ?

— Nous avons essayé de prévoir cette situation en mettant en place un plan de formation pour les secrétaires de mairie et les maires ou leurs adjoints. Déjà cette année, treize communes ont pu bénéficier en métropole d'une formation longue. En 1991, quinze autres devraient être concernées. Pour ces formations, nous avons été activement soutenus par des partenaires publics, privés et associatifs de métropole. Dans l'avenir, ces partenaires restent mobilisés pour poursuivre l'effort de formation et apporter une aide sur place à nos communes. L'Association des maires de Nouvelle-Calédonie s'organise aussi pour offrir une assistance à ses membres : formations multiples, appuis techniques. Vous le voyez, nous nous organisons pour prendre en charge l'administration de nos communes.

Propos recueillis par BERNARD DELJARRIE

REPÈRES

MIDI-PYRÉNÉES

Festival du film d'artisanat

Le deuxième festival du film d'artisanat, qui s'est tenu récemment à Toulouse, avait pas d'autre ambition que celle d'inscrire dans cette époque une activité économique qui, dans certains secteurs, résiste bien à l'industrialisation triomphante. L'initiative de cette manifestation revient à l'Assurance vieillesse des artisans (AVA) qui regroupe 1 200 000 personnes. Il s'agit, à travers les œuvres de jeunes cinéastes et de réalisateurs plus chevronnés, d'exalter l'artisanat, de le faire connaître au grand public et singulièrement aux scolaires, directement concernés par les questions d'orientation professionnelle.

POITOU-CHARENTES

FR 3 et la télé de proximité

Pour la première fois, FR 3 a signé avec une région une convention-cadre concernant la programmation et la production télévisées. En accord avec le conseil régional de Poitou-Charentes (qui paie les frais d'investissement et d'équipement), la chaîne va développer une plage d'actualité de proximité (sept minutes par jour, cinq jours sur sept) à La Rochelle. Elle devrait aussi coproduire un magazine mensuel sur le patrimoine. Un groupe de coordination composé de représentants du conseil régional et de FR 3 étudiera la possibilité de réaliser des émissions (magazines ou séries), en partenariat avec des sociétés de production et la presse régionale.

RHÔNE-ALPES

Un recours contre le projet de tunnel de Lyon

Etienne Tête, unique élu écologiste au conseil de la communauté urbaine de Lyon (Courry), vient d'introduire un recours auprès du tribunal administratif contre le projet de bouclage du boulevard périphérique de sa ville, dans sa partie nord (Le Monde daté 22-23 avril 1990). Selon lui, ce dossier aurait dû faire l'objet d'un appel d'offres européen, en raison du montant des travaux. La majorité de la Courry, présidée par Michel Noir, a attribué le chantier, sans appel d'offres formel, à un groupement d'entreprises piloté par Bouygues. Elle aurait ainsi contrevenu à une directive européenne du 18 juillet 1989. Parmi les moyens de droit évoqués par M. Tête, figure en outre la part de financement supportée par les collectivités locales, c'est-à-dire 40 % du coût total de l'ensemble d'ouvrages, estimé à 4 milliards de francs. Au sein de la Courry, le projet avait également reçu des votes défavorables de l'opposition socialiste et communiste.

Christian Julienne, apôtre du management local

La lecture d'un livre peut décider du destin d'un homme. C'est l'opinion de Christian Julienne, qui va quitter prochainement ses fonctions de délégué général de la Fondation pour la gestion des villes (1). Il a écrit, cette association en 1982, peu de temps après avoir lu Le Juste Pouvoir, un ouvrage d'Yves Carnac, ancien président d'Evans et ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. « Dans son livre, Yves Carnac s'interrogeait sur les missions respectives de l'Etat et des collectivités locales, il annonçait les nouveaux pouvoirs qui seraient dévolus au pouvoir local pour impulser la démocratie. Au même moment, la loi de décentralisation accordait de nouvelles responsabilités et de nouveaux moyens aux dirigeants des collectivités locales. Ceux-ci se trouvaient à la tête de véritables entreprises avec des budgets importants, mais ils n'avaient aucune expérience du management. »

Christian Julienne, qui a fondé et dirigé pendant près de dix ans des sociétés spécialisées dans la sociologie urbaine, les études de marché pour les villes nouvelles et de faisabilité pour la construction immobilière, connaît bien les collectivités locales et leurs dirigeants. Il décide donc de créer une structure pour assurer l'in-

formation et la formation de ces managers locaux : « Ils allaient être jugés selon les mêmes critères que dans les entreprises privées. »

Il veut que cette association regroupe partiellement les entreprises et qu'elle soit plurisectorielle sur le plan politique. La tâche de convaincre les élus lui est grandement facilitée par les contacts qu'il a noués à Sciences-Po avec Jacques Chirac, Michel Rocard et Claude Quin. Et on retrouve parmi les fondateurs de l'association les noms d'Alain Carignon, Alain Juppé et Bernard Stasi à côté de ceux de Robert Schwint et de Jean-Yves La Drian. La présidence de l'association est assurée alternativement, tous les deux ans, par Alain Richard, maire (PS) de Saint-Ouen-l'Aumône, et André Santini, maire (UDF) d'Issy-les-Moulineaux.

Une nouvelle génération d'élus

« Cette association illustre également la fin de la brouille entre la politique et l'économie », note avec satisfaction Christian Julienne. EDF, Fiduciaire de France, Dumez font partie des trente entreprises qui participent à la création de l'association. Le comité de gestion est aujourd'hui présidé par un assureur,

Patrick Lucas, PDG de Gras-Savoie.

La Fondation pour la gestion des villes et des collectivités territoriales, qui emploie neuf personnes, organise une cinquantaine de séminaires et plusieurs journées d'études chaque année. Elle publie également des études et un guide des dirigeants des collectivités locales. Christian Julienne voit dans le succès de la Fondation, à laquelle adhèrent environ 150 collectivités locales, le symbole de l'émergence d'une nouvelle génération d'élus locaux : « Comptabilité analytique, tableaux de bord, gestion des ressources humaines : les méthodes nouvelles ont enfin acquis droit de cité. »

Si Christian Julienne quitte la Fondation, ce n'est pas pour abandonner un milieu pour lequel il se passionne, mais pour centrer son activité dans une nouvelle structure — dont il va prendre la présidence — sur les projets de ville : « Je suis persuadé que la ville reste la collectivité de base. »

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) 39, rue La Bodéie, 75008 Paris. Tél : 42-56-39-70.

Les promoteurs font leur pelote sur la côte basque

(Suite de la page 13)

Mais à la demande d'une association de défense, le tribunal administratif a annulé une décision du conseil municipal déclarant les terrains agricoles sur lesquels étaient prévues les constructions.

Peu d'espoir, en revanche, pour le parcours envisagé dans le village voisin de Basussarry par la SOCAE, filiale de la SAE, sur une propriété privée. Après modification du POS, le promoteur, prudent, va entreprendre de construire, sur 38 hectares, un total de quatre cents lots, ce qui aura pour effet de doubler la population de la commune. Les travaux ont commencé par l'abattage d'une forêt de chênes. Le golf ne serait réalisé que dans un deuxième temps sur des exploitations agricoles, sous réserve d'un accord avec les cultivateurs, accord qui ne semble toujours pas en vue.

Outre ces golfes, qualifiés de « prétexte » par leurs opposants, trois ports de plaisance sont en projet à Hendaye, Ciboure et Anglet, associés, eux aussi, à des programmes immobiliers : 850 bateaux à l'embarcadere de la Bidassoa pour 34 000 mètres carrés d'hôtels et de résidences. Ici, les opposants dénoncent la cherté du projet (20 000 F le mètre carré) qui écarte les habitants d'Hendaye et accroît la proportion de résidences secondaires qui représentent déjà 42 % du parc

immobilier de la commune. Le préfet des Pyrénées-Atlantiques a refusé de prendre la déclaration d'utilité publique, mais les appariements sont déjà en vente.

Elections anticipées

Le projet d'Anglet est plus important : 630 anneaux d'amarrage dans un port à creuser, et 64 000 mètres carrés de constructions sur un littoral sableux où la mer a avancé de 100 mètres en quelques années. De quatre mille à cinq mille lits sont prévus sur le site, dont les plages sont déjà très fréquentées.

Au rythme des grues, des associations de défense se dressent contre tous ces projets et présentent des recours en justice. A Biarritz, le projet Ibañeta-Mouricout a provoqué la scission de la majorité RPR-UDF, cette dernière formation ayant rejoint l'opposition dans son refus de voir s'édifier à cet endroit 110 000 mètres carrés de résidences. On s'achemine donc vers des élections anticipées : « seule réponse aux excès du béton », déclare le leader centriste Didier Borotra, favori des sondages, qui dénonce les derniers attentats tout en reconnaissant le bien-fondé des motivations de leurs auteurs. Même réserve pour le maire de Saint-Jean-de-Luz, M. Paul Badiola, qui en appelle à la vigilance pour le respect de l'en-

vironnement. Enfin, le Parti socialiste réclame un moratoire sur le développement touristique « afin que la côte basque n'ait pas une destinée identique à celle de la Côte d'Azur ». « Trop de touristes tue le tourisme », répètent les écologistes. Lorsque la côte aura été saignée, ils s'en iront vers des rivages mieux protégés et nous laisseront avec les ruines. »

Redoutant une telle situation, le ministre délégué à l'aménagement du territoire, M. Jacques Chérèque, avait proposé il y a un an la création d'une association des maires du littoral basque. Celle-ci a tardé à se constituer et vient de commander une étude pour recenser les actions à entreprendre. Son président, le maire de Guéthary, M. Jean-Luc Lataillade (sans étiquette), reconnaît que cette initiative arrive un peu tard, car il n'est pas question de remettre en cause des projets envisagés depuis plusieurs années. « Il ne reste plus beaucoup d'espace à aménager : il faudra être très vigilant sur ce que nous en ferons, ce qui nécessitera la préparation d'un plan d'occupation des sols commun à toute la côte basque. »

Si les élus traînent le pas, les opposants à tous ces projets viennent de se regrouper au sein d'un collectif, décidés à tout mettre en œuvre pour faire échec à ce qu'ils considèrent comme un nouveau mur de l'Atlantique.

PHILIPPE ETCHÉVERRY

CONJONCTURE

Deux enquêtes de l'INSEE

Les industriels restent pessimistes et les ménages réduisent leur consommation

Déjà révisé au cours des derniers mois de 1990, le pessimisme des chefs d'entreprise français a persisté en janvier, selon l'enquête de l'INSEE, publiée le 25 janvier. Selon ses résultats, « l'opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution de l'industrie française au cours des prochains mois reste très pessimiste ». En revanche, s'agissant de leurs propres perspectives de production, les industriels se montrent un peu plus confiants qu'au début

de l'automne, estime l'INSEE. Les stocks de produits finis sont désormais jugés supérieurs à la normale. Selon les chefs d'entreprise interrogés, la production a globalement reculé au cours des trois derniers mois de 1990. Le secteur des biens d'équipement professionnel, dont la croissance était jusqu'à récemment plus soutenue que celle de l'ensemble de l'industrie, a subi un repli particulièrement marqué en fin d'année. « Dans les biens de consommation, la production est restée stable sans avoir encore amorcé de recul », souligne l'enquête.

Chute dans l'automobile

Une étude sur la consommation des ménages en produits manufacturés, également publiée le 25 janvier par l'INSEE, indique pour sa part qu'un recul de 0,9 % des achats est intervenu en décembre par rapport au mois précédent (en données corrigées des variations saisonnières). La tendance est particulièrement marquée dans le secteur automobile, tandis que les achats de radio-TV-Hifi ont progressé de 6 % en un mois. En glissement annuel (décembre 1990 comparé à décembre 1989), la consommation de biens manufacturés n'a augmenté que de 1 %.

SOCIAL

L'Assemblée de Strasbourg approuve le projet de société anonyme européenne

Le Parlement européen a approuvé à une large majorité, jeudi 24 janvier, le projet de statut de la Commission de Bruxelles sur la société anonyme européenne (SAE). L'Assemblée de la CEE demande cependant à l'exécutif communautaire de formuler des propositions comparables pour les coopératives, les mutuelles et les associations d'ici à la fin juin.

STRASBOURG (Communautés européennes) de notre correspondant

Depuis vingt-cinq ans, la question de la société européenne revient régulièrement sur la table du conseil des ministres de la Communauté. Avec la perspective du grand marché européen de 1993, elle a néanmoins des chances de trouver, cette fois, une réponse positive même si tous les obstacles ne sont pas levés.

Le projet actuel de la Commission, qui date d'un an, présente des avantages fiscaux incalculables pour les entreprises. La SAE, telle qu'elle est prévue, sera soumise à la législation fiscale du pays où elle siège. Elle pourra toutefois déduire de ses bénéfices les pertes subies par ses établissements situés dans d'autres États membres.

À dire vrai, les difficultés viennent de ce que le projet de Bruxelles comporte un volet social important sur la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise. Selon M. Martin Bangemann, vice-président de la Commission, le schéma imaginé « donne la souplesse nécessaire pour être acceptable par tous les gouvernements ».

Trois formules sont proposées au choix : représentation des travailleurs au conseil d'administration (cogestion à l'allemande) ; participation des salariés par le biais d'un organe représentant le personnel (comité d'entreprise à la française) ; mise en place d'accords collectifs. Si, dans la plupart des pays membres l'une de ces formules existe, la législation britannique ne prévoit rien. Au Royaume-Uni, les entreprises sont libres de conclure ou non des conventions avec leurs salariés.

La méfiance de Londres à l'égard d'une réglementation européenne risque d'être avivée par la demande du Parlement d'étendre le champ d'application de la directive communautaire aux SARL et aux sociétés en commandite par actions. M. Bangemann a aussi promis à l'Assemblée de Strasbourg d'établir un projet pour les entreprises de l'économie sociale, en raison de leur importance. Dans la CEE, les coopératives réalisent un chiffre d'affaires annuel de 370 milliards d'euros (1 euro = 7 francs) et les mutuelles, 22 milliards d'euros.

MARCEL SCOTTO

EDF va cibler la ville de Pithiviers. — Pour la première fois, EDF s'engage dans la réalisation complète d'un réseau câblé. C'est le sens de la convention signée le 25 janvier entre l'entreprise publique et la ville de Pithiviers, dans le Loiret. Par l'intermédiaire d'EDF-Vidéopole, filiale créée à cet effet et dont le capital sera ouvert à des « partenaires locaux ou régionaux », EDF réalisera l'étude, la construction, l'exploitation, la commercialisation et la diffusion du réseau câblé de cette ville de 10 000 habitants. Selon elle, cette opération « entre dans le cadre de la politique nationale de diversification d'EDF » et permettra d'utiliser les compétences des hommes et des structures de l'entreprise.

Malgré une légère baisse en décembre

Le chômage a progressé de 1 % en un an

Le chômage a légèrement reculé au mois de décembre 1990. Selon les statistiques publiées par le ministère du travail (nos dernières éditions du 26 janvier), le nombre de demandeurs d'emploi (2 529 600 personnes) baisse de 0,2 % en données corrigées des variations saisonnières (DCVS) par rapport à novembre. En un an, le chômage progresse cependant de 1 %.

Survenant après trois mois consécutifs de progression, le léger recul du chômage enregistré en décembre (5 900 demandeurs d'emploi en moins en DCVS) ne doit pas faire illusion. Au cours du mois dernier, les reprises d'emploi se sont encore affaïssées (- 26,3 % en un mois, - 16,1 % en un an), de même que les offres d'emplois (- 14,3 % en un an) déposées à l'ANPE. Le taux de chômage (9 %) recule de 0,1 point en un an. Dans son commentaire, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, observe que « le marché du travail est moins bien orienté », mais, ajoute-t-il, « il nous faut sans tarder limiter les effets sur l'emploi du ralentissement de la croissance ».

Les entrées à la suite d'un licenciement économique progressent légèrement en décembre (+ 1,4 %), mais, sur un an, le ralentissement reste net (- 6 %), bien que la décelération soit moins marquée qu'au

premier semestre. Les entrées imputables à la fin d'un contrat à durée déterminée (- 11,7 % en un an) sont freinées. Cet essoufflement modéré du marché du travail « paraît se traduire plus par un ralentissement des embauches que par une poussée sensible des suppressions d'emplois », relève le ministère du travail, qui établit un lien avec « le climat d'incertitude, et donc d'attentisme, qui a marqué la fin de 1990 ».

Par ailleurs, le chômage de longue durée est toujours en recul. Les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an sont moins nombreux qu'il y a un an (- 1,7 %), et l'amélioration est encore plus marquée pour les chômeurs de très longue durée (plus de 3 ans) dont l'effectif baisse de 3,7 % en un an. La durée moyenne du chômage (361 jours) est inférieure de 3 jours à ce qu'elle était en décembre 1989. Par contre, le chômage partiel effectue un bond spectaculaire (+ 130 % en un an).

Globalement, l'année écoulée se solde par une hausse de 1 % des demandeurs d'emploi (+ 26 000 personnes). « Il nous faut sans tarder limiter les effets sur l'emploi du ralentissement de la croissance », assure M. Soisson, qui exclut cependant de « revenir à un traitement artificiel du chômage ».

J.-M. N.

TRANSPORTS

En libéralisant la réglementation des prises de participation

Les Etats-Unis espèrent que des investisseurs étrangers sauveront leurs compagnies aériennes

M. Samuel Skinner, secrétaire d'Etat américain aux transports, a annoncé, le 23 janvier, que les prises de participation des sociétés étrangères dans le capital des compagnies aériennes de son pays étaient portées au maximum à 49 %, alors qu'un texte datant de 1930 les limitait à 25 % (le Monde du 28 janvier). En outre, des représentants de ces entreprises, étrangères pourrout, désormais, siéger au conseil d'administration des transporteurs.

Cette libéralisation était à l'ordre du jour depuis longtemps. Elle était rendue nécessaire par les menaces qui s'accumulent sur les compagnies américaines. Bon nombre de celles-ci ont été mises à mal par la concurrence étrangère qui a résulté, à partir de 1979, de la déréglementation. Après une vague de rachats des entreprises en

difficulté, on constate aujourd'hui que les transporteurs en bonne santé ne veulent plus se porter acquéreurs et qu'ils préfèrent attendre la disparition pure et simple de leurs concurrents malheureux. Telle est notamment la politique des deux colosses American et United Airlines.

Revirement tardif

Le gouvernement s'est ému de la perspective de la déconfiture de compagnies comme PanAm, Continental ou TWA, qui risqueraient de mettre au chômage des dizaines de milliers de salariés. De plus, la disparition de certains transporteurs porterait un coup fatal à la concurrence vigoureuse qu'a établie la politique de déréglementation. Washington a donc fini par accepter d'attirer les capitaux étrangers en les autorisant à occuper une place autre que symbolique dans les conseils d'administration des

transporteurs nationaux. Il y a quelques mois, l'administration avait demandé à Northwest Airlines de rendre 250 millions sur les 400 millions de dollars reçus du néerlandais Northwest, suspecté de vouloir prendre le contrôle de la quatrième compagnie américaine.

Ce revirement vient peut-être trop tard. Bien sûr, les compagnies européennes ou asiatiques demeurent très intéressées par ces alliances, qui pourraient leur valoir de nouveaux droits de trafic vers les Etats-Unis, pays très protectionniste. C'est dans cet esprit que British Airways avait tenté vainement, en 1989, de s'associer avec les syndicats de United Airlines pour racheter cette compagnie.

Malheureusement, les candidats à vendre (USair, Midway Airlines, Alaska Air) ne se portent pas bien, du fait du rachat de la compagnie de carburant et du recul de la demande, et l'on parle de 2 milliards de dollars de déficit, en 1990, pour l'ensemble des compagnies américaines.

D'autre part, si certaines associations ont réussi, comme celle de l'australien Ansett, qui a pris 14 % du capital d'America West, d'autres ont été beaucoup moins heureuses, comme le mariage des débris du scandinave SAS, qui se retrouve, avec 16 % du capital de Continental, en dépôt de bilan. Sans compter que les transporteurs étrangers, eux aussi, font face aux déficits engendrés par les secousses de la conjoncture politique et économique internationale.

A moins que des investisseurs hardis et fortunés de Tokyo ou de Singapour ne se déclarent, la nouvelle réglementation américaine ne pourra donc être appliquée que dans des jours meilleurs. On notera qu'elle se rapproche de la réglementation française, considérée comme l'une des plus libérales du monde (l'article R330-2 du code de l'aviation civile autorise, en effet, l'entrée d'étrangers dans les compagnies jusqu'à 50 % du capital).

ALAIN FAUJAS

AFFAIRES

Les bénéfices de Rhône-Poulenc ont diminué de moitié en 1990

M. Jean-René Fourtou, président du groupe chimique Rhône-Poulenc, a estimé, dans un entretien à la Tribune de l'Expansion du 25 janvier, que le résultat net de 1990 serait de l'ordre de 2 milliards de francs, au lieu de 4 milliards en 1989. Cette mauvaise performance s'explique par une nouvelle provision pour restructurations d'environ 510 millions de francs durant le quatrième trimestre 1990, ce qui porte ainsi à plus de 750 millions le montant de ce poste.

Par ailleurs, le ralentissement de la conjoncture, les problèmes rencontrés par la filiale brésilienne (plan Collor) ainsi que les nombreuses acquisitions réalisées en 1990, parmi lesquelles l'OPA menée sur l'américain Rorer, ont pesé sur les résultats du groupe.

ÉTRANGER

La plus faible progression annuelle depuis 1982

Le produit national américain n'a augmenté que de 0,9 % en 1990

On attendait une chute de 3,4 %. Finalement, le département américain du commerce a annoncé le 25 janvier une baisse de 2,1 % du produit national brut (PNB) au quatrième trimestre 1990 après une hausse de 1,4 % au cours des trois mois précédents. Pour l'ensemble de l'année 1990, la progression du PNB a été ramenée à 0,9 %, son plus bas niveau depuis la récession de 1982, lorsque le PNB avait chuté de 2,5 %.

NEW-YORK

de notre correspondant

Cette forte baisse au dernier trimestre 1990 confirme, si besoin était, la récession dans laquelle se trouve l'économie américaine. Certes, ces chiffres encore provisoires seront révisés les prochains mois, mais ils contiennent des enseignements qui, eux, relèvent de véritables tendances et pas seulement des éléments conjoncturels. En décortiquant ces statistiques, un économiste de Washington constate que la différence entre exportations et importations a évolué favorablement à la fin de l'année dernière. « La chute du PNB, souligne-t-il, est donc à mettre au compte de la demande intérieure, qui a fortement régressé (- 4,3 %) et de la consommation des ménages, qui s'est véritablement écroulée (- 5,8 %). »

Ces indications semblent donner raison à ceux qui pensent — président de la Réserve fédérale en tête, suivi par le secrétaire américain au

Trésor — que « ces derniers mois, les Américains se sont assis sur leur portefeuille, sans raison apparente », ainsi que M. Nicholas Brady l'a fait valoir lors de la réunion du groupe des Sept qui s'est achevée à New-York le 21 janvier. La raison de cette restriction aux dépenses est certes à mettre au compte de la crise du Golfe et de la récession psychologique qu'elle a suscitée, mais le ralentissement économique aux Etats-Unis était perceptible bien avant l'invasion du Koweït par l'Irak.

Le plus préoccupant est qu'une nouvelle et forte baisse est déjà escomptée pour le premier trimestre 1991. Dans ces cas, d'après la loi Gramm-Rudman, le Congrès se saisit de l'affaire. Le Sénat doit alors examiner le déroulement de l'exercice budgétaire, une possibilité simplement offerte à la Chambre des représentants, afin de proposer la révision de l'accord budgétaire péniblement élaboré en octobre dernier. Le patron de la Fed, M. Alan Greenspan, l'administration Bush et les leaders des deux chambres ont déjà fait savoir qu'ils n'ont pas l'intention de se réexaminer, sans doute en souvenir des marchandages qui avaient marqué le bouclage de ce budget et qui avaient fait une très mauvaise impression sur le public. Et sur le contribuable. Mais la loi est la loi. Seul un retournement de situation de l'économie dans les trois mois — tout à fait improbable — ou un artifice parlementaire, négocié avec la Maison Blanche, permettrait d'éviter ce que chacun redoute.

SERGE MARTI

Réclamant une égalisation de leurs salaires avec l'Ouest

Les postiers de l'ancienne RDA se sont mis en grève

Après les cheminots en novembre, les postiers de l'ancienne Allemagne de l'Est ont déclenché, jeudi 24 janvier, une grève pour appuyer leurs revendications salariales. Le mouvement, approuvé au cours d'un vote par 96 % des agents, s'est étendu progressivement au cours de la journée, alors que les négociations reprenaient à Bonn.

BERLIN

de notre correspondant

Le syndicat (unifié) des postes, basé à Francfort, réclame pour les agents des cinq nouveaux Länder allemands et de Berlin-Est une prime équivalente à un treizième mois de salaire pour 1990, en attendant les négociations à venir sur le rattrapage des salaires. Les postiers de l'ex-RDA touchent entre 800 et 1 200 deutschemarks, 60 % de moins que leurs collègues de l'Ouest.

Les mille trois cents agents des PTT est-allemands n'auraient pas volé leur prime. L'introduction du mark de l'Ouest, le 1^{er} juillet dernier, dans l'ancienne RDA, a entraîné une augmentation du coût de la vie. En outre, la chute du régime communiste et l'unification se sont traduites par un important surcroît de travail. La différence de tarif entre le prix d'une lettre à partir de l'ancienne RDA et de l'ancienne RFA — 50 pfennigs contre un mark — incite de nombreuses entreprises de l'Ouest à faire expédier leur courrier à partir de l'Est, provoquant l'encombrement des centres — en provenance notamment des entreprises de vente par correspondance — et des pertes de centaines de millions de deutschemarks pour l'administration.

Les trois sociétés publiques qui se partagent le service des postes

depuis la réforme de 1989 (Telekom, services postaux et comptes postaux) étaient apparemment prêtes en décembre à trouver une formule de compensation. Fin novembre, les cheminots avaient obtenu, après deux jours de grèves, l'octroi d'une prime équivalente à 75 % d'un mois de salaire et d'une prime de vacances de 300 deutschemarks, ainsi que la réduction du temps de travail à quarante heures par semaine. Les postiers se sont vu accorder à leur tour la semaine de quarante heures à compter du 1^{er} avril, contre 43,5 heures auparavant. En revanche, le ministère de l'Intérieur, qui exerce la tutelle sur tous les employés de l'Etat fédéral, a refusé l'octroi de la prime.

Rattrapage progressif dans le privé

Pour le gouvernement de Bonn l'enjeu est de taille. La différence de salaires entre les deux parties de l'Allemagne va devenir de plus en plus difficile à supporter pour ceux de l'Est. A Berlin, où il suffit de traverser la rue pour gagner quatre fois plus, cette différence prend parfois une tournure surréaliste. Ceux qui ont de la chance à Berlin-Est d'avoir trouvé un job dans la partie occidentale de la ville gagnent soixante-dix fois plus pour la même qualification. Trois cent mille Allemands de l'Est se sont installés à l'Ouest en 1990 ; deux cent mille « frontaliers » viennent y travailler quotidiennement.

Dans le secteur privé, les premiers accords ont déjà été conclus sur un rattrapage progressif. Le 22 janvier, les deux cent mille salariés de la chimie à l'Est ont obtenu à partir du 1^{er} avril 55 % des salaires de l'Ouest. Les trente mille salariés de l'imprimerie verront leurs salaires passer le 1^{er} février à 60 % des salaires de l'Ouest et le 1^{er} octobre à 65 %. Dans les caisses d'épargne, ce sera 60 % à partir du 1^{er} juillet.

Les partenaires sociaux du secteur privé connaissent le risque d'un rattrapage trop rapide, compte tenu de la persistance entre l'Est et l'Ouest d'un différentiel de productivité plus ou moins important selon les secteurs. Il peut acculer de nouvelles entreprises à la faillite et décourager les repreneurs.

HENRI DE BRESSON

Mort du président de Gillette. — M. Colman Mockler, président de la firme américaine Gillette, est décédé le vendredi 25 janvier. Il était âgé de soixante et un ans et il dirigeait depuis 1976 le groupe Gillette, dont il avait annoncé qu'il quitterait la présidence à la fin de 1991. — (AFP)

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 21 AU 25 JANVIER

PARIS

Après l'emballement

INDICE CAC 40
+0,17%

« Il apparaît, aujourd'hui, de vouloir définir une stratégie à court terme dans un environnement aussi incertain. » Cette réflexion désabusée d'un analyste de la société de Bourse britannique DLP James Capel reflète l'état d'esprit d'une profession prise à contre-pied au début de la semaine. Celle-ci avait prévu une chute brutale des cours dès le déclenchement des hostilités, et ce fut le contraire qui se produisit jeudi 17 janvier (+7,05 %). Echaudés par cette déconvenue, nombre de gérants préfèrent ne plus prendre d'initiatives et se laisser porter par les déclarations ou par les événements en attendant leurs réactions.

Si l'opération « Tempête du désert » continue de retenir l'attention des intervenants, elle ne tient plus en haleine comme aux premiers jours, et les indices n'évoluent plus au rythme des rumeurs et des annonces de missiles tirés en direction de l'Irak ou sur l'Arabie saoudite. A l'emballement a succédé en début de semaine une certaine réserve illustrée par une faible hausse de transactions.

Le bilan des cinq séances (+0,17 %) traduit bien cet attentisme même si deux journées (mercredi et jeudi) furent plus contrastées que les autres. L'effacement observé lundi et mardi (-0,43 % et -0,32 %), s'intensifia le dernier jour du mois bour-

sier de janvier pour terminer sur un recul de 1,7 %. Pour le troisième mois consécutif, le marché enregistrait alors une liquidation négative (-4,35 %).

Changement d'ambiance le lendemain avec un gain de 2,06 %. Si les considérations techniques expliquent en partie cette renouveau, les investisseurs renouant leurs portefeuilles en vue de la tenue de la journée, s'achève sur un modeste gain de 0,59 %, consolidant la hausse de la veille.

Si les valeurs de l'armement ont encore été à l'honneur aux cours des échanges, celles du secteur du tourisme, notamment le Club Méditerranée, ont été affectées. La déconvenue est venue aussi de Fives-Lille, dont les cours ont plongé de 18 % au lendemain de sa suspension. Cette chute intervient après la condamnation de cette filiale de Paribas, par le tribunal de commerce de Paris, à verser 468 millions de francs en complément de passif de son ancienne filiale NASA Electronique.

Espoir d'une détente

Mais les gestionnaires réagissent plus encore aux interventions du président de la Réserve fédérale envisageant de faire baisser les taux d'intérêt aux Etats-Unis. Confirmant ses propos tenus la veille devant la Chambre des représentants, M. Alan Greenspan s'est prononcé le 23 janvier en faveur d'une nouvelle réduction des fonds fédéraux. M. Greenspan semble désormais plus préoccupé par la récession que par une reprise de l'inflation. Au même moment, le bureau du budget du Congrès affirmait que cette récession de l'économie américaine sera courte. Selon

ces experts, elle devrait se terminer vers le milieu de cette année et serait suivie d'une période de forte croissance et de réduction de l'inflation.

L'espoir d'une détente du loyer de l'argent aux Etats-Unis et d'un plafonnement des taux en Allemagne contribuent à redonner de la confiance à la Compagnie de Pressburg, filiale d'Hachette et de Matra, voyant ses cotations suspendues dans la perspective d'une fusion avec la Banque Arji. Un accord pourrait être annoncé prochainement aux actionnaires minoritaires d'échange leurs titres contre des espèces plutôt que des actions, la banque Arji n'étant pas cotée.

Enfin, sur le marché à règlement mensuel, le failliteur SAE (Société auxiliaire d'entreprises) devrait connaître un nouveau rebondissement dans les jours prochains. Des actionnaires de ce groupe de BTP auraient déposé un recours contre des décisions du Conseil des Bourses de valeurs (CBV) datant du 28 décembre et du 11 janvier, qualifiant leur pacte d'action de concert. Cette notion les limite dans leur possibilité d'acquisition de nouveaux titres pour renforcer leur position actuellement de 28 % et contre ainsi M. Pellego, détenteur de 33,08 % des parts. Ce recours devrait être examiné prochainement par le tribunal de commerce de Paris. Mettre-t-il un terme à la fragile amitié signée au début du mois par les différents actionnaires de la SAE ?

DOMINIQUE GALLOIS

Matériel électrique

	25-1-91	DIF.
Alcatel-Alsthom	526	+ 8
CESE (ex-Sigant)	148	+ 11
Générale des eaux	2 240	+ 25
Intersecteur	1 060	+ 10
Labinal	1 060	+ 10
Legrand	3 399	+ 36
Lyon, des eaux	511	+ 1
Matra	276,80	+ 35,30
Medin-Gerwin	451,20	+ 17,30
Moulinex	81,40	+ 1,55
Radiofréquence	294	+ 10
SEB	1 188	+ 47
Sélect	515	+ 11
Sextant-Avionique	13,15	+ 6
Thomson-CSF	610	+ 22
ITT	250,90	+ 3,10
Schlenker	287	+ 10,20
Siemens	1 983	+ 51

Mines, caoutchouc

	25-1-91	DIF.
Géophysique	477	+ 148
Imetal	228	+ 3,20
Métallurgie	73	+ 3,45
MTZ	42,35	+ 0,35
ZCI	1,68	+ 0,07

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	25-1-91	DIF.
AGF	488,10	+ 8,10
Bail Equipement	114,90	+ 4,10
Banque (C*)	426	+ 20
Cedex	157,40	+ 3,80
CCF	890	+ 2
CFP	360	+ 10
Chargers	709	+ 10
CPR	245,90	+ 2,10
Eurofinance	419	+ 69
GAN	1 715	+ 9
Héris (La)	446,50	+ 13,50
Locafin	427,50	+ 17,50
Locindus	661	+ 39
MAA (Cie du Midi)	1 012	+ 35
Midland Bank	180	+ 10
OFF	1 300	+ 40
Paribas	438	+ 5
Schneider	631	+ 5
Société générale	379,30	+ 4,30
Sovac	540	+ 10
Suez (C* fin.)	290	+ 11
UAP	548	+ 39
UCB	155	+ 4,50

Valeurs diverses

	25-1-91	DIF.
Acor	614	+ 58
Air liquide	648	+ 10
Arjomani	1 645	+ 50
Bic	512	+ 7
Bio	295	+ 7
CGIP	848	+ 12
Club Méditerranée	399	+ 49,50
Essilor	298	+ 12
Euro-Disney	101,30	+ 4,80
Europe 1	1 060	+ 10
Europacel	44,30	+ 5,15
Groupe Ciel	629	+ 4
Hachette	167	+ 5,50
Havas	390,50	+ 25,50
Marine Wende	778	+ 10
Navigation maritime	255	+ 5
Nord-Est	113	+ 0,80
L'Oréal	487	+ 11,90
Saint-Gobain	1 060	+ 5,60
Safal	811	+ 40
Sauvages Chiffon	230	+ 5
Skis Rossignol	695	+ 30

Alimentation

	25-1-91	DIF.
Bégis-Sey	565	+ 25
Bongrain	2 298	+ 52
BSN	752	+ 21
Cadour	3 371	+ 21
Carasso G. Pons	137	+ 3
Euronorm	2 990	+ 100
Guyon-Gasc	1 025	+ 10
LVMH	3 260	+ 262
Océid (Gie)	619	+ 14
Oliver	266,50	+ 16
Perrin-Ricard	957	+ 4
Promodis	2 010	+ 11
Saint-Louis	1 224	+ 7
Sources Perrier	1 190	+ 30
Nestlé	30 400	+ 610

Produits chimiques

	25-1-91	DIF.
Inst. Mérieux	3 310	+ 10
Labo Roger Bellon	2 360	+ 50
Princof	1 775	+ 21
Synthelabo	605	+ 14
BASF	700	+ 18
Bayer	760	+ 15
Hoechst	704	+ 15
Imperial Chemical	37,50	+ 0,20
Noske Hydro	138	+ 4

Pétroles

	25-1-91	DIF.
BP-France	92,50	+ 0,50
ELF-Aquitaine	279,50	+ 17,50
Esso	647	+ 13
Princof	1 775	+ 21
Soparap	360	+ 10
Total	572	+ 4
Exxon	262,50	+ 4,50
Imperial Chemical	1 604	+ 9
Royal Dutch	376,20	+ 8,80

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 25 janvier 1991
Nombre de contrats : 83 805.

	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Premier	102,72	102,98	102,94
+ haut	102,74	102,98	102,94
+ bas	102,44	102,74	102,76
Dernier	102,58	102,84	102,76
Compensation	102,58	102,84	102,80

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	21-1-91	22-1-91	23-1-91	24-1-91	25-1-91
R.M.	1 399 893	1 513 590	1 307 536	1 433 860	-
Comptant	11 334 391	10 227 632	5 261 107	8 804 407	-
R. et obl.	150 699	66 267	58 642	120 258	-
Total	12 734 284	11 807 489	6 627 285	10 358 525	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	102,1	101,3	100,1	102,2	-
France	102,1	101,3	100,1	102,2	-
Etranger	98,0	97,9	97,1	97,4	-

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén. : 415,5 | 412,1 | 410,9 | 410,7 | 413,7

(base 1 000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40 : 1 553,57 | 1 548,64 | 1 522,39 | 1 553,77 | 1 563

Filatures, textiles, magasins

	25-1-91	DIF.
Agache (Fin.)	787	+ 14
BHV	601	+ 14
CFAO	-	-
Danone	1 741	+ 79
DMC	255	+ 30
General Motors	1 138	+ 138
Ind. Laiteries	365	+ 35
Neuville Galeries	488	+ 54
Printemps	3 280	+ 70
La Redoute	14,10	+ 0,10

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
SPIM	+18,3	Géophysique	-24,1
Nata	+15,3	Fives-Lille	-24,1
Odéon	+11,9	Yale	-13,4
Escomat	+11,3	CFP Communis	-11,3
UBI	+10,3	Ch. Méditerranée	-11,3
MAA	+7,8	Amor	-10,3
Pichay	+7,7	DMC	-10,3
ELF Aquitaine	+7,2	Printemps (A)	-9,5
SEB	+6,5	Printemps (B)	-9,5
Banque (C*)	+6,4	Perrin-Ricard	-9,5
BNP	+6,1	Nord-Est	-9,5
BP	+5,9	Alain Sogreah	-9,5
Locafin	+5,5	Galeries Lf	-9,5

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 18-1-91	Cours 25-1-91
Or fin 999,9	62 300	61 200
Or fin 999,9	62 300	61 200
Or fin 999,9	62 300	61 200
Or fin 999,9	62 300	61 200
Or fin 999,9	62 300	61 200
Or fin 999,9	62 300	61 200
Or fin 999,9	62 300	61 200
Or fin 999,9	62 300	61 200
Or fin 999,9	62 300	61 200
Or fin 999,9	62 300	61 200

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (%)

	Nbre de val. en %
Ennot SA-PLC	10083,432
Alcatel Alstom	736,566
Alcatel Alstom	120,664
Ennot SA-PLC	703,575
Ennot SA-PLC	1132,637
Ennot SA-PLC	750,069
Ennot SA-PLC	906,123
Ennot SA-PLC	68,048
Ennot SA-PLC	279,128
Ennot SA-PLC	389,060
Ennot SA-PLC	330,501
Ennot SA-PLC	445,835
Ennot SA-PLC	307,059

NEW-YORK

Attentisme

INDICE DOW JONES
+0,48%

Après l'euphorie de la semaine précédente, Wall Street, inquiète de l'évolution de la guerre du Golfe et de la remontée des cours pétroliers, s'est retranchée dans l'attentisme avant que l'espoir de nouvelles baisses de taux d'intérêt lui redonne un peu d'élan. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a terminé la semaine en hausse de 12,62 points (0,48 %) par rapport à la clôture de vendredi dernier.

Les incertitudes ont repris le dessus lors des deux premières séances, au fur et à mesure qu'une victoire très rapide sur l'Irak paraissait moins certaine. A partir de mercredi, les investisseurs, apparemment réconciliés à la perspective d'une guerre de plusieurs mois dans le Golfe, ont davantage porté leur attention sur les facteurs économiques.

Les déclarations du président de la Fed, M. Alan Greenspan, annonçant son intention de stimuler la croissance et de laisser prévoir une diminution des taux d'intérêt, ont entraîné une reprise de la bourse. Les résultats du quatrième trimestre de 1990 qui commencent à être publiés par les compagnies américaines sont plutôt meilleurs que prévu, contribuant ainsi à la reprise.

Vendredi, l'indice s'est effrité à la mi-séance à l'annonce de nou-

veaux tirs de missiles irakiens sur Israël mais a ensuite repris sa progression. Les investisseurs s'attendaient à ce que l'annonce de la diminution de 2,1 % du produit national brut américain au quatrième trimestre de l'an dernier dans la mesure où cette mauvaise nouvelle ne pouvait, à leurs yeux, que renforcer la Fed dans son intention d'assouplir sa politique de crédit.

Le constructeur américain du missile antibalistique Patriot, Raytheon, a bénéficié de l'efficacité de cet appareil et a terminé la semaine en nette hausse.

Indice Dow Jones du 25 janvier : 2 659,40 (contre 2 646,78)

	Cours 18 janv.	Cours 25 janv.
Alcoa	59 3/4	59 1/8
ATT	31 3/8	31 3/8
Boeing	49 5/8	49 1/8
Chase Man. Bank	11 1/4	12 5/8
De Post de New York	38 3/4	38 3/4
Eastman Kodak	40	41 7/8
Exxon	51 7/8	52 5/8
Ford	26 7/8	26 1/4
General Electric	38	39 7/8
General Motors	34 1/8	33 1/8
Goodyear	18 3/4	19 1/8
IBM	117 7/8	122 5/8
ITT	58 7/8	59 1/4
McDermott	38 3/4	37 3/8
Pfizer	99 1/4	97 1/8
Schlumberger	53 3/8	57 3/4
Tecumseh	38	37 3/4
UAI (ex-Allegis)	126	128 1/2
Union Carbide	17 1/4	17 5/8
USX	28 3/8	28 3/4
Westinghouse	24 5/8	24 1/2
Xerox Corp.	43 3/4	44 1/4

TOKYO

Légère baisse

INDICE NIKKEI
-0,98%

Les pertes enregistrées par l'indice Nikkei de lundi à mercredi ont annulé les gains réalisés en fin de semaine dernière. Le bilan des cinq séances se solde par une légère baisse dans un marché où les investisseurs japonais, étant absents, les échanges ont été très faibles. Le chiffre d'affaire quotidien a baissé à 319 millions de titres échangés contre 399,7 millions la semaine dernière.

Le marché a ouvert la semaine lundi sur une note tendue avec le Nikkei perdant 456,11 yen, après les tirs de missiles irakiens sur Israël et l'Arabie saoudite permettant de penser que les premiers rapports sur une destruction de l'armement irakien auraient été exagérés. Mardi et mercredi, le sentiment baissier s'est poursuivi avec une perte supplémentaire de 98,54 yen et de 203,55 yen.

« Les deux premiers jours de la guerre ont permis une envolée du Nikkei grimpant de plus de 1 300 points mais maintenant nous admettons que la guerre ne va pas

se terminer si facilement », indiquent un opérateur. Jeudi, certains investisseurs se sont de nouveau intéressés aux valeurs. Des perspectives de baisse des taux d'intérêt sont apparues avec la hausse du taux des obligations et la faiblesse du yen face au dollar. Toutefois, les transactions ont été faibles et ce sont principalement les achats par arbitrage sur l'indice qui ont soutenu la séance permettant au Nikkei de gagner 218,91 yen.

Vendredi, le Nikkei a gagné 304,24 yen grâce à un certain relâchement des inquiétudes dans le Golfe.

Indices du 25 janvier : Nikkei 23 573,25 (contre 23 808,30); TOPIX 1 724,62 (contre 1 736,74).

	Cours 18 janv.	Cours 25 janv.
Aldi	535	541
Brigitte	994	973
Canon	1 290	1 280
Fuji Bank	2 530	2 680
Honda Motor	1 240	1 180
Mitsubishi Electric	1 770	1 630
Mitsubishi Heavy	674	728
Sony Corp.	6 280	6 060
Toyota Motor	1 790	1 740

LONDRES

Sur place
+ 0,1 %

La Bourse a retrouvé son calme après l'excitation des premiers jours de guerre, et les valeurs ont fini pratiquement inchangées une fois dissipé le pessimisme de début de semaine. L'indice Footsie a terminé à 2 103 points, soit à un niveau quasi analogue à celui du vendredi précédent.

Toutefois, tous les groupes dont l'activité a diminué ont été sévèrement pénalisés par le marché. Sous la stabilité apparente des indices, de grandes disparités se sont fait jour entre les secteurs considérés comme « sûrs », tels que les services publics de l'eau et de l'électricité, et les secteurs vulnérables à la récession, tels que les magasins. Les pétroliers ont suivi les cours du brut à la baisse.

Indices « FT » du 25 janvier : 2 103 points (contre 2 102,70) ; 30 valeurs ; 1 645,00 (contre 1 654,91) ; fonds d'Etat 84,47 (contre 155,3).

	Cours 18 janv.	Cours 25 janv.
Bovater	443	448
BP	304	298
Castrol	315	327
De Beers	9,90	10,47
Glaxo	825	865
Guinness	14,00	14,00
ICI	728	728
Shell	438	429
Unilever	680	678

HAÏTI : avant la visite du Père Aristide à Paris

L'armée en voie de « démocratisation »

Le président élu de Haïti, le Père Jean-Bertrand Aristide, était attendu lundi 28 janvier à Paris, pour une visite de quarante-huit heures. Il devait avoir un entretien avec M. Mitterrand, suivi d'un déjeuner à l'Élysée, et des conversations avec le premier ministre, M. Michel Rocard, les ministres des affaires étrangères et de la coopération, MM. Roland Dumas et Jacques Pelletier, et le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius.

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

A plusieurs reprises, depuis sa triomphale élection en décembre dernier, le père Jean-Bertrand Aristide a évoqué le « mariage historique entre le peuple et l'armée ». Il a salué l'action des militaires qui ont mis fin à la tentative de coup d'État de l'ancien chef des « tontons macoutes », Roger Lafontant, le 7 janvier dernier. Pourtant, l'attitude de l'armée au cours de ces événements sanglants et son comportement à l'égard du peuple ont suscité de nombreuses questions de préoccupation chez les Haïtiens, y compris dans l'entourage du président élu.

Jean-Bertrand Aristide aborde cette question délicate avec prudence. La démocratisation de l'armée « est un processus en marche », dit-il. « L'armée doit être soumise à la loi, comme tout citoyen », dit-il. Tout récemment, il s'est efforcé de calmer les inquiétudes qui avaient fait naître chez certains hauts gradés les propos d'Évans Paul, l'un de ses principaux lieutenants, élu maire de Port-au-Prince. A la mi-janvier, Évans Paul avait dénoncé « l'anarchie » régnant au sein de l'institution militaire et sommé l'état-major de démissionner ou d'engager des réformes avant le 7 février, date de l'investiture du nouveau président. Selon le quotidien officiel *l'Union*, le président élu a pris soin de préciser que son comportement à l'égard de l'armée serait guidé par la Constitution ; il s'est déclaré partisan du « dialogue pour réduire les tensions ».

Massacres
dans les campagnes

Un grave incident survenu à la mi-janvier à Gervais, village situé à une dizaine de kilomètres au nord de Port-au-Prince, a alimenté la polémique sur le rôle des militaires dans les campagnes. Douze personnes au moins ont été tuées et plus de quatre cents maisons incendiées au cours d'affrontements entre deux groupes de paysans se disputant des terres appartenant à l'État. Le président élu a ordonné la constitution d'une commission d'enquête qui s'est rendue sur les lieux : les habitants de Gervais lui ont affirmé que des soldats de Saint-Marc, une ville proche, ont participé au massacre. La présidente de la commission, M^{me} Monique Brissot, a promis que les coupables « quel qu'ils soient, seront châtiés, conformément à la loi ».

Depuis la chute du dictateur Jean-Claude Duvalier, les conflits, souvent sanglants, se sont multipliés dans les campagnes où vit plus de 70 % de la population haïtienne. En juillet 1987, plus de deux cents paysans ont été sauvagement massacrés à Jean-Rabel, au nord-ouest du pays. En mai de l'année dernière, plus d'une trentaine de personnes ont été tuées au cours de trois incidents séparés, dans la vallée de l'Artibonite et au sud de la capitale.

Chaque fois, les rescapés ont mis en cause les « grands » (gros propriétaires terriens, en croble) et les « chefs de sections » qui sont nommés par l'armée et gouvernent les campagnes. Jusqu'à présent, les responsables de ces massacres n'ont pas été inquiétés, et les autorités, tant civiles que militaires, n'ont fait aucun effort pour tirer ces événements au clair, si ce n'est un récent rapport de deux organisations américaines de défense des droits de l'homme, la Coalition nationale pour les réfugiés haïtiens et America's Watch.

EN BREF

○ Nomination à la Cour des comptes. — Le *Journal officiel* du jeudi 24 janvier a publié un décret du président de la République portant plusieurs nominations à la Cour des comptes, dont celle de M^{me} Michèle Védrine, épouse du porte-parole de l'Élysée, qui est nommée, au tour extérieur, conseiller référendaire de deuxième classe. M^{me} Védrine occupait jusqu'à présent, en qualité de médecin-chef de service, à la Caisse nationale d'assurance-maladie, un poste assimilé à des fonctions d'administration publique qu'elle continuera d'exercer à la Cour des comptes.

○ ESTONIE : les syndicalistes soviétiques seraient morts de froid. — Les deux syndicalistes soviétiques, dont les corps ont été retrouvés, jeudi 24 janvier, près de Tallin, capitale de l'Estonie, sont morts de froid, a déclaré le responsable de l'enquête, M. Enn Kure, de la police estonienne, après l'autopsie effectuée vendredi.

A Port-au-Prince, les discussions tournent autour du rôle réel ou supposé de divers officiers supérieurs dans le complot fomenté par Roger Lafontant. L'état-major a publié les noms de douze officiers et soldats impliqués dans la tentative de coup d'État. « A part un lieutenant-colonel à la retraite, Gérard Louis, il s'agit de menus faits », commente un proche du Père Aristide. « Beaucoup d'auditeurs appellent pour nous faire part de leurs doutes sur la version présentée par l'armée », affirme Liliane Pierre-Paul, journaliste à Radio-Haïti-Inter. « Si la population ne s'est pas massivement et spontanément soulevée dès l'annonce du coup d'État, on peut se demander si l'armée aurait réagi comme elle l'a fait », ajoute-t-elle. Le commandant en chef, le général Hénard Abraham, n'est pourtant pas mis en cause personnellement. Au moment où Roger Lafontant s'empare du Palais national, il attendait, en civil, son épouse à l'aéroport de Port-au-Prince et, selon divers témoins, ne paraissait pas au courant de ce qui se préparait.

Drogue
et contrebande

« Encadrée par les « bêtises bleues » des Nations unies et poussée par les ambassades occidentales, l'armée a joué le jeu de la démocratie. Ce qui ne veut pas dire qu'elle accepte que les civils mettent leur nez dans ses affaires », note un expert de l'institution militaire. Lors des récentes « déprogrammations » (dégagements), des documents compromettants ont été trouvés. Par exemple, la copie d'un rapport confidentiel sur la participation d'officiers au trafic de drogue. Ce document, rédigé à l'intention du département d'État américain, confirme l'ampleur des dégâts causés par le trafic de cocaïne au sein de l'armée haïtienne.

Le Front national
condamné
pour usage abusif
du mot « sida »

LYON

de notre bureau régional

Par une ordonnance rendue vendredi 25 janvier, le juge des référés du tribunal administratif de Lyon a condamné le Front national à retirer immédiatement de toutes ses affiches faisant référence au sida, « en quelque lieu qu'elles se trouvent ». Cette interdiction, pour « trouble manifestement illicite à l'ordre public », vise aussi des tracts et est assortie d'une astreinte de 1 000 francs par infraction constatée. Les six associations qui s'étaient constituées partie civile repoussent la publication de la décision dans cinq jours. Le même jour, le juge des référés avait ordonné l'arrêt de la distribution de tracts du FN selon lesquels le RPR était favorable au droit de vote des immigrés.

Sur les affiches, les initiales de quatre « maux », déclinées horizontalement — socialisme, immigration, drogue et affaiblissement — formaient verticalement le mot « sida ». Cette utilisation du mot d'« maladie évolutive grave » comme « épouvantail » et les « pernicieuses » rapprochements d'idées — explicités par des tracts — ont été jugés « de nature à troubler l'ordre public ». Les associations prometteuses de lutte contre le sida — FALS, Système D et Sida-Solidarité —, rejointes par trois associations de lutte contre le racisme — le MRAP, la LICRA et SOS-Racisme —, a saisi le tribunal des référés de Lyon.

Pour M^{me} Alain Jakubowicz, qui avait plaidé, mardi 22 janvier, pour ces six associations, « de même qu'un génocide n'est pas un meurtre, un SS n'a jamais été un CRS et qu'un jour criminel ne sert pas qu'à faire de mauvais camarades, il faut préserver son sens particulier à ce nouveau mot de vocabulaire ».

« Que pourrions-nous dire lorsqu'on évoque à notre propos la peste brune, le cancer ou la gangrène de la droite ? », avait répondu M. Bruno Golluche, député européen, conseiller régional et leader local du FN, en accusant ses détracteurs de « perversion de l'esprit ».

ROBERT BELLERET

○ Le Japon prépare des mesures contre la flambée des prix de l'immobilier. — Le gouvernement japonais a approuvé vendredi 25 janvier, en conseil des ministres, une série de directives visant à limiter la hausse des prix des terrains afin de permettre aux ménages à revenus moyens d'acheter leur logement dans les zones urbaines.

« Comment expliquer qu'un officier qui gagne moins de 2 000 dollars par mois puisse se faire construire une villa luxueuse et offrir une BMW à sa femme ? », note un coopérant. Comme le trafic de drogue, la contrebande est devenue l'une des principales activités du pays. Les troupes de Port-au-Prince sont encombrées de caisses de whisky et de parfums bon marché vendus « personnellement » à l'importation par certains hauts gradés. « Comment s'explique que la corruption ait gagné l'armée alors que les dirigeants eux-mêmes étaient corrompus ? » s'interroge Jean-Bertrand Aristide. « Le respect de la loi, étayé par une moralité transparente, va nous permettre de limiter le champ de la corruption tant à l'intérieur de l'armée que dans la nation », ajoute le président élu.

Les coups d'État militaires, les affrontements internes et les purges ont beaucoup affaibli l'armée depuis cinq ans. Deux des principales unités, le bataillon des Casernes Dessalines et le corps des Léopards, ont été dissoutes au printemps 1989 après « l'état rebelle » contre le président d'alors, le général Prosper Avril. Sans compter les « chefs de sections rurales » et leurs suppléants, l'armée haïtienne ne compte que 7 000 hommes mal équipés. L'article de la Constitution qui prévoit la séparation de l'armée et de la police n'est toujours pas appliqué et le maintien de l'ordre est encore trop souvent assuré par des militaires peu entraînés à ce travail et dotés d'armes de guerre.

Dans la troupe, chez les « petits soldats » qui se sont manifestés à plusieurs reprises au cours des dernières années, l'influence du Père Jean-Bertrand Aristide n'a cessé de grandir. Reste à savoir si les officiers supérieurs sont décidés à faire le ménage dans leurs rangs.

JEAN-MICHEL CAROIT

La guerre du Golfe
Sept chasseurs
bombardiers irakiens
se posent en catastrophe
en Iran

Sept chasseurs bombardiers irakiens se sont posés en catastrophe en Iran, samedi 26 janvier, en fin de nuit, a annoncé Radio-Téhéran citant un communiqué du Conseil suprême de sécurité nationale, la plus haute instance de décision politique en Iran.

Le communiqué n'indique pas le lieu où ces appareils se sont posés ni les raisons pour lesquelles ils ont atterri en Iran. Les observateurs n'estiment pas qu'il s'agisse d'une défection. Un avion a pris feu en se posant et a entraîné deux autres appareils qui se posaient en même temps que lui, indique le communiqué.

Autre précision donnée par le Conseil de sécurité : « Avant même que les avions irakiens n'aient atterri, les troupes iraniennes ont saisi les avions et les ont dirigés vers le sud, vers la frontière avec l'Iraq ». Le communiqué ajoute que les pilotes des chasseurs irakiens sont actuellement interrogés. Il rappelle que l'Iraq a adopté une position de stricte neutralité face au conflit. — (AFP)

A Bonn
Une manifestation
pacifique rassemble
plusieurs dizaines
de milliers de personnes

Des dizaines de milliers de manifestants venus de toute l'Allemagne ont commencé à se rassembler samedi 26 janvier, à Bonn pour protester contre la guerre dans le Golfe, a annoncé la police.

L'appel à la manifestation a été signé par une cinquantaine d'organisations et de partis, dont le parti social-démocrate (SPD, opposition), les Verts (écologistes) et la puissante fédération syndicale DGB, ainsi que par l'évêque de l'église protestante de Berlin-Brandebourg Gotthard Forck, qui devait prendre la parole dans l'après-midi.

Cette manifestation, la plus importante organisée depuis le début du conflit dans le Golfe, a provoqué une vive polémique parmi les responsables politiques. Le chancelier Helmut Kohl a lancé vendredi une mise en garde aux manifestants pour qu'ils ne perdent pas de vue le véritable responsable de la guerre et qu'ils restent conscients de l'image de l'Allemagne que de telles manifestations créent à l'étranger. — (AFP)

La finale du Super Bowl perturbée par le Golfe

Giants contre GI's :
une nouvelle guerre téléviséeWASHINGTON
correspondance

Pendant vingt-quatre heures, dimanche 27 janvier, les Américains vont peut-être changer de héros... Leur attention sera attirée par la tentative de désarmer les pilotes, qui, selon leur expression, « font leur boulot », pour se concentrer sur les équipes des Giants de New-York et des Bills de Buffalo, qui doivent s'affronter à Tampa (Floride) pour la grande finale de football américain.

Des dizaines de millions d'Américains vont passer leur après-midi risqué à leur poste de télévision pour suivre le Super Bowl et le grand spectacle hollywoodien qui accompagnera les joueurs casqués et capotés, plus protégés des coups que les bédouins dans le désert. Une belle guerre des écoutes en perspective : Giants contre GI's — ce sera le plus grand duel télévisé de la semaine.

Menace
terroriste

Etant donnée la menace terroriste, les organisateurs de la finale avaient un moment songé à ajourner le match, mais, soucieux de souligner que les Américains devaient ignorer le danger et ne pas se sentir « prisonniers » du conflit du Golfe, le président Bush a insisté pour que la grande fête annuelle du football ait lieu à la date prévue. George Bush est d'ailleurs sûrement le plus sportif des présidents du demi-siècle. Il joue au golf, au volley-

ball (un volley-ball joué sur un terrain de squash), le tennis remplit sa vie... En outre, ce joueur de base-ball émérite fut capitaine de l'équipe de Yale et champion universitaire en 1948) emprunte dans ses discours beaucoup d'expressions au football. Ainsi, pour décrire la guerre ou les luttes politiques intestines, il parle souvent de « touchdown » (essai), de « yardage » (gagner du terrain), de « blocking » (blocage)...

Depuis une semaine, le stade de Tampa est entièrement fermé. Des précautions exceptionnelles ont été prises, et le trafic aérien est soumis à de nombreuses restrictions, au point que le traditionnel dirigeable qui annonce l'événement ne pourra prendre l'air. Les employés du stade portent des bracelets de couleur qui leur permettent d'entrer, mais la couleur change chaque jour... Quant aux spectateurs, toujours bouillants et hyperactifs durant le match, ils ne pourront se munir comme à l'ordinaire de postes de radio miniatures, de parapluies, de bouteilles et de conserves. Les quelque deux mille cinq cents journalistes admis sur le terrain devront, comme les spectateurs, passer par les portiques de détection. Certains ont même dû se livrer plusieurs fois à cette épreuve, comme le fameux Theysman, ancienne vedette de l'équipe de Washington. Celui-ci a dû se livrer à la police qu'il portait encore la broche de métal dans sa jambe, cassée il y a cinq ans dans un match contre les Giants...

HENRI PIERRE

A Paris

Attentat au siège
du journal « Libération »

Une explosion d'origine criminelle a provoqué des dégâts, samedi 26 janvier au matin, vers 5 heures 10, au siège du quotidien *Libération* à Paris (troisième arrondissement). L'entrée et le hall du bâtiment ont été sérieusement endommagés. Trois employés du journal, présents sur les lieux au moment de la déflagration, ont été légèrement blessés.

Un tract non signé, abandonné sur place par les auteurs de l'attentat, dénonce « la dérive » de *Libération*, « du gauchisme au consensus et à l'ignoble ». Ce texte a contenu « incohérent », selon ceux qui l'ont lu, ne fait pas directement référence à la crise du Golfe. Il se montre, en revanche, plus précis pour s'étonner du « silence » observé par *Libération*, selon le tract, en sujet des « Libyens exilés au Tchad par la CIA » après la chute de M. Hissène Habré, le 1^{er} décembre 1990. Le tract se termine par ces mots : « Y'en a marre ».

Une opération
artisanale

Plusieurs services de police sont rapidement arrivés sur les lieux de l'attentat, faisant la preuve de la mobilisation renforcée dans le cadre du plan Vigipirate qui a été mis en place depuis le déclenchement de la guerre du Golfe. Le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe, et le procureur adjoint de la République, M. Jean-Michel Farlangue, étaient aussi sur place. Selon les premières constatations des experts du laboratoire de la préfecture de police, l'explosion serait due à un engin d'environ 200 à 300 grammes, déposé contre le rideau de fer du hall d'entrée de *Libération*.

L'opération a été conduite de manière « artisanale », précise-t-on de source policière, ses auteurs ne cherchant pas à pénétrer à l'intérieur du journal, gardé par deux vigiles, pour placer leur charge explosive. L'enquête a été confiée à la 14^e section du parquet de Paris, chargée de la lutte antiterroriste, et à la section antiterroriste (SAT) de la brigade criminelle.

De source proche de l'enquête, on indique que le « curieux » tract

retrouvé sur place ne ressemble guère aux tracts habituels utilisés lors des revendications d'attentats. Flou et peu cohérent, le texte n'est précis que dans son allusion à la situation au Tchad. Il se réfère en effet aux soldats libyens faits prisonniers au Tchad après la chute du président Habré et l'arrivée au pouvoir de son ancien homme de confiance, M. Idriss Déby, qui furent emmenés de N'Djamena à bord d'un avion militaire américain. Dans son édition du 3 décembre, *Libération* avait consacré une double page à la prise de pouvoir de M. Déby, soulignant dans ses colonnes la « neutralité de la France » et le « lâchage de Paris ». A l'occasion de cette accession au pouvoir, des prisonniers de guerre libyens capturés au Tchad, puis « retournés » par les Etats-Unis pour constituer des « commandos anti-Kadhafi », avaient été évacués par des avions américains vers le Zaïre ; quarante-cinq membres de ces « commandos anti-Kadhafi » étaient finalement restés en Libye (le Monde du 1^{er} janvier).

« Cet attentat est incompréhensible », a déclaré M. Jean-Louis Péninou, directeur général de *Libération*. Depuis le début de la crise du Golfe, nous en rendons compte avec objectivité. En évoquant le « climat » de la guerre du Golfe, et prédisant que le quotidien n'avait pas reçu de menaces sérieuses au cours des derniers jours, M. Péninou voit dans cet attentat « une tentative d'intimidation de la presse ».

E. H.

LES LANGUES EN RESIDENTIEL
Loin de vos préoccupations, rendez-vous votre temps :
ENGLISH • DEUTSCH • ESPANOL
NEDERLANDS • FRANÇAIS
Etude et mise en pratique :
66 heures avec vos professeurs.
Pour personnes motivées :
affaires, diplomatie, etc.
CERIAN
Précédent à l'Institut
de la langue
et de la culture
française
10 rue de la Harpe
75004 PARIS
Tél. 01 47 78 00 00

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

La guerre du Golfe... 2 à 8
Le maintien de l'ordre en URSS
Des patrouilles mixtes armées dans les grandes villes... 9
Les migrations en Europe
1,5 à 2 millions de Soviétiques pourraient quitter l'URSS pour l'Europe de l'Ouest... 9

SOCIÉTÉ

M. Nallet
en Corse
Installation du nouveau procureur général de Bastia... 10
Livres politiques
La chronique d'André Laurens... 10

CULTURE

Solti et Mozart
au Théâtre des Champs-Élysées
Georg Solti a dirigé les Noces de Figaro au Théâtre des Champs-Élysées, en concert pour un enregistrement « live »... 11

HEURES LOCALES

Les cadres territoriaux tenus par le privé • Le rural en campagne • Les promoteurs font leur pelote sur la côte basque • Marseille libère des hectares • La Seyne met son avenir en chantier • La décentralisation atteint le Pacifique sud... 13 à 15

ÉCONOMIE

La récession aux États-Unis
Très faible progression du PIB en 1990... 17
Conjoncture morose en France
Pessimisme des industriels et des consommateurs... 17
Une société anonyme européenne
Le Parlement adopte le projet de la commission... 17
Revue des valeurs... 18

Charges
Grands marchés... 19

Services

Abonnements... 8
Carnet... 16
Météorologie... 16
Mots croisés... 16
Radio-Télévision... 16
Spectacles... 12
La télématique du Monde :
3815 LEMONDE
3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 26 janvier 1991 a été tiré à 691 993 exemplaires.

En raison de l'actualité la parution de la page « Dates » est reportée

SEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

CHAMPS
St. Monde ÉCONOMIQUES